*Premier et unique magazine consacré à l'Histoire de l'Algérie*

El-Djazaïr.com

# Mémoria

ISSN : 1112-8860

*Supplément ELDJAZAIR.COM*

www.memoria.dz

N° 05 - Septembre - 2012

Dahou Ould Kabla, Président de l'Association Nationale des anciens du M.A.L.G.

## LE GOUVERNEMENT DE TOUS LES FRONTS

**EMIR KHALED**

*LE MOUVEMENT NATIONAL*

**ABBAS LAGHROUR**

*LA BATAILLE D'EL DJORF*

**CONSTANTINE**

*UN PARCOURS TUMULTUEUX*

(1) Bakhti Ahmed « Athmane » - (2) Ould Kablia Mohamed « Rafik », frère de M. Dahou Ould Kablia - (3) Ait Mesbah « Azzedine » - (4) Kasdi Merbah « Merbah » - (5) Ouddane Ahmed « Habib » - (6) Madani Haoues « Abdellatif » - (7) Ould Kablia Dahou « Selmane », actuellement ministre de l'Intérieur - (8) Si Ahmed Abdelmadjid « Abdellah » - (9 ) Le fils de Rouaï Mohamed - (10) Nedjar Mohamed « Abdeljelil » - (11) Chaala Hamza « Lakhdar » - (12) Meliani Djamel « Djamel » - (13) Khalef Kamel « Kamel » - (14) Djaker Djellal « Mouffok » - (15) Ba' Amar- (16) Larbi Tabeti « Ali » - (17) Mekkioui Nourredine « Mokhtar » - (18) Rouaï Mohamed « Tewfik »

**AMMAR KHELIFA**
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

# POUR UNE VIVE MÉMOIRE

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se crée successivement aujourd'hui pour qu'un jour qu'on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

*amar.khelifa@eldjazaircom.dz*

Supplément

N° 05

Septembre - 2012

El-Djazaïr .com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

**Fondateur Président du Groupe**
AMMAR KHELIFA

**Président d'honneur**
Abdelmalek SAHRAOUI

**Coordination :**
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

**Direction de la rédaction**
Assem MADJID

**Directeur des moyens généraux :**
Abdessamed KHELIFA

**D.A.F :**
Meriem KHELIFA

**Ils ont contribué avec nous :**
**Dahou Ould Kablia,** ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, président de l'association nationale des anciens du MALG
**Mohamed Chérif Abbès,** ministre des Moudjahidine
**Boualem BESSAIH,** Ex président du Conseil Constitutionnel

**Rédaction**
Leïla BOUKLI
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Imad KENZI
Boualem TOUARIGT
Djamel BELBEY
Fateh ADLI

**Direction Artistique :**
Ahmed SEFFAH

**Infographie :**
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz
communication.comestamedia@gmail.com

www.memoria.dz

**Ferhat Abbas**
Le premier président du GPRA

**Benyoucef Benkhedda**
le deuxième président du GPRA

## GPRA

P.06 *Contribution*
***LA CONSTITUTION DU GPRA ET LA QUESTION DU POUVOIR DURANT LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE***

P.14 ***LA CRÉATION DU GPRA : UNE SIGNIFICATION POLITIQUE***

P.19 *Portrait*
***FERHAT ABBAS : UN GRAND HOMME DE DIALOGUE***

P.23 ***ABDERRAHMANE KHÈNE : LE PARCOURS DU COMBATTANT***

P.27 ***LES PREMIERS CONTACTS DU GÉNÉRAL DE GAULLE AVEC LE GPRA***

P.29 ***LE GPRA DE 1958 À 1962***

P.33 ***LE PLAN CHALLE ET LA STRATÉGIE DU GÉNÉRAL DE GAULLE***

## GUERRE DE LIBÉRATION

P.45 *Récit*
***LA BATAILLE D'EL DJORF***

P.53 ***L'ENLÈVEMENT D'EL HOURANE***

P.55 ***LA BATAILLE D'IMESDOURAR DU 20 SEPTEMBRE 1959***

P.57 ***COMMANDO ALI KHODJA***

P.61 ***LA BATAILLE DE OULED BOUACHRA***

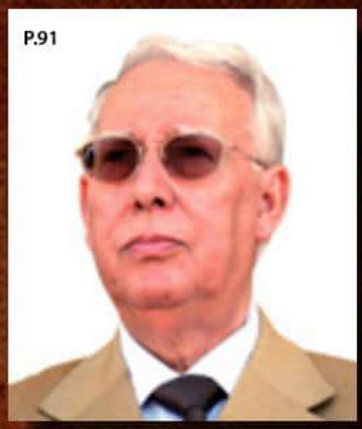
Bentobbal Lakhdar

Khène Abderrahmane

Chihani Bachir

Supplément offert, ne peut être vendu

Onze membres du GPRA




**Mohamed Chérif Abbès,** ministre des Moudjahidine

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM consacré
à l'histoire

COPYRIGHT
**COMESTA MÉDIA**
**GROUPE PROMO INVEST**

**Edité par COMESTA MÉDIA**
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

# SOMMAIRE

**Emir Khaled**

**Méliani Menouar**

## HISTOIRE

P.75 *Contribution*
***L'ÉMIR ABDELKADER, AMI DES SAINT-SIMONIENS : SPIRITUALITÉ ET ENGAGEMENT***

P.79 *Mouvement Nationale*
***LE MOUVEMENT NATIONAL ET LA MINORITÉ EUROPÉENNE***

P.95 *Mémoire*
***DES ZAOUÏAS COMBATTANTES***

## FIGURES DE LA REVOLUTION

P.103 *Portrait*
***ZOUBIDA AMIRAT NÉE KADDOUR : L'ETERNELLE COMBATTANTE***

## HISTOIRE D'UNE VILLE

P.111 *Constantine*
***UN PARCOURS TUMULTUEUX***

La ville de Constantine

Hadj Moussa Akhamokh

Ammar Radjaï

Zoubida Amirat

# LA CONSTITUTION DU GPRA ET LA QUESTION DU POUVOIR DURANT LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE *

* par Dahou Ould Kablia
Président de l'Association Nationale
des anciens du M.A.L.G.

Ferhat Abbas

Les membres du GPRA : **de g. à dr: Krim Belkacem, Abdelhafid Boussouf, Mohamed Boudiaf, Ahmed Ben Bella, Benyoucef Benkhedda, Rabah Bitat, Mohamed Khider, Lakhdar Bentobbal,** Derrière : **Mohammedi Saïd, Hocine Aït Ahmed et M'Hamed Yazid.**

Benyoucef Benkhedda

# GPRA
## *Histoire*

Debout de g. à dr. : **M'hamed Yazid, Mahmoud Chérif, Abdelhamid Mehri, Benyoucef Benkhedda, Abdelhafid Boussouf, Lakhdar Bentobbal,**
Assis de g. à dr. : **Ahmed Francis, Krim Belkacem, Ferhat Abbas, Mohamed-Lamine Debaghine, Toufik El Madani**

Nous commémorons cette année le 54e anniversaire de la création du GPRA, dans une indifférence de plus en plus marquée et pourtant le 19 septembre 1958, qui a vu la naissance du premier gouvernement algérien, est la troisième date en importance sinon la plus importante dans l'histoire de la lutte de libération nationale déclenchée le 1er Novembre 1954, après le 20 août 1955, date de la généralisation de l'insurrection dans le Nord-Constantinois et le 20 août 1956, date de la tenue du congrès historique du FLN dans la vallée de la Soummam.

Son importance première se situe au niveau de la symbolique. En effet, la mise en place de ce gouvernement signifiait la résurgence de l'Etat algérien avec une direction nationale officielle. Elle a été d'ailleurs perçue par le peuple algérien, tout entier, comme la mise entre parenthèse de l'autorité coloniale exercée depuis plus d'un siècle et le rattachement direct du combat pour l'indépendance à la légitimité historique de la souveraineté algérienne antérieure confisquée par la colonisation.

La symbolique n'était pas cependant la fin en soi. Le pragmatisme commandait, pour sa part, que face aux défis internes et externes, l'encadrement de la lutte de

libération gagnât en représentativité, en cohésion et en efficacité pour lui impulser une dynamique nouvelle.

- L'efficacité sera recherchée par la définition au niveau du cabinet gouvernemental de missions et d'attributions précises pour chaque ministre.
- La cohésion se fera par un choix équilibré des personnalités représentant les différents courants œuvrant au sein du FLN (militants de l'OS et du CRUA, centralistes du MTLD,UDMA, Oulémas).
- La représentativité enfin par des figures politiques de premier plan agissant sous la direction d'un chef, le Président Ferhat Abbas dont l'envergure politique dépassait les frontières de l'Algérie et de la France, et dont la mission était de s'affirmer comme le représentant de cette révolution et son porte-voix.

La désignation d'un homme à la tête de la Révolution constitue d'ailleurs une nouveauté car, depuis le 1er Novembre 1954, les différentes directions, qui se sont succédé, pratiquaient l'exercice collégial de l'autorité se gardant d'autoriser toute prééminence de l'un des dirigeants sur les autres. Cette défiance vis-à-vis du chef, qui avait prévalu jusque-là, dérivait directement de la crise du MTLD et de son chef le « zaïm » Messali Hadj contesté pour son autoritarisme considéré comme la source principale de l'immobilisme du Parti.

Il n'est pas superflu de rappeler comment cette défiance à l'égard du chef unique s'est exprimée au moment même du déclenchement de la Révolution.

## La direction de la lutte en novembre 1954 :

Le 1er novembre 1954, en lançant l'action armée, le FLN naissant avait théoriquement recensé et réglé les problèmes majeurs liés à l'organisation de la lutte :

- au plan politique : définition d'un programme consigné dans l'appel du 1er Novembre 1954 ;
- au plan militaire : découpage territorial de l'Algérie en cinq zones opérationnelles ;
- au plan organique : désignation des 5 chefs de zones et de leurs adjoints (Rabah Bitat, Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Mostefa Ben Boulaïd, Krim Belkacem). Mohamed Boudiaf, le sixième homme avait effectivement été désigné coordinateur, mais bien instruit serait celui qui pouvait dire s'il était chargé de la coordination entre les cinq responsables de l'intérieur ou entre ceux-ci et les trois responsables chargés de représenter le FLN à l'extérieur.

L'expérience a bien montré que c'est cette dernière hypothèse qui a prévalu, pour peu de temps d'ailleurs, puisqu'à l'extérieur un consensus se fit rapidement sur une répartition des tâches qui permit à Ben Bella et Boudiaf de s'occuper de logistique et à Khider et Aït Ahmed des aspects politiques liés à la promotion du message et de l'image de la Révolution. Les dirigeants de l'intérieur avaient bien envisagé, dès le départ, la tenue d'une réunion d'évaluation quelques mois plus tard, mais les circonstances de la lutte, caractérisée par des difficultés de tous genres, notamment le manque de liaison et la mort de certains d'entre eux au combat, ne le permirent pas, accentuant la coupure entre eux et favorisant une gestion quasi autonome de chaque zone par son encadrement originel.

La fin de l'année 1955 et le 1er semestre de l'année 1956 virent, toutefois, un timide début de contact entre Alger et Le Caire par un échange de courrier entre Abane et Khider, suivi par un déplacement de Ben M'hidi au Caire en janvier 1956 et de l'envoi d'un émissaire de Abane vers Zighoud Youcef vers la mi-1956.

C'est à partir de ces maigres contacts que se projeta l'idée de l'organisation enfin de la réunion précédemment programmée.

## La réunion de la Soummam (1956)

Cette idée se concrétisa, le 20 août 1956 au congrès de la Soummam où les dirigeants principaux, en nombre réduit par ailleurs (Ben M'hidi - Abane - Krim - Zighoud – Ouamrane - Bentobbal) décidèrent, outre les aspects idéologiques de charte politique, et stratégiques d'organisation militaire, de doter le FLN de structures nationales de commandement, en lieu et place des structures régionales, jugées inaptes à sa survie et à son épanouissement. C'est ainsi que fut créée une instance souveraine supérieure le Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) de 34 membres (17 titulaires et 17 suppléants) et un Comité de coordination et d'exécution (CCE) de 5 membres (Ben M'hidi - Abane - Krim – Benkhedda et Dahlab), chargé comme son nom l'indique de la conduite des actions décidées par le CNRA.

Là aussi, comme au 1er novembre 1954, le principe

de la direction collégiale a été réaffirmé et aucun responsable n'a été formellement chargé d'assumer l'exercice de l'autorité de commandement notamment à la tête de ce directoire du FLN qu'était le CCE.

Le premier acte d'autorité du CCE fut d'envoyer des émissaires dans les diverses Wilayas pour faire part des résolutions du Congrès et régler des problèmes organiques épineux tels que :

- la difficulté de désigner une autorité reconnue à la tête de la Wilaya I après le décès en mars 1956 du chef Mostefa Benboulaïd (Zighoud Youcef et Amirouche furent désignés à cette fin) ;
- le rejet par certains chefs militaires implantés à la frontière algéro-tunisienne des décisions du Congrès de la Soummam sous l'influence d'Ahmed Mahsas (le colonel Ouamrane ainsi que Amar Benaouda et Brahim Mezhoudi furent chargés de cette mission).

A part cela, le CCE, confiné à Alger, n'eut de prise réelle que sur la capitale, avec beaucoup de réussite, il est vrai, sur l'organisation locale au plan politique et militaire. Une réussite telle qu'elle appela à un sursaut des autorités françaises qui mobilisèrent tous les moyens juridiques, organisationnels et opérationnels pour tenter d'en venir à bout.

Ce fut le déclenchement de la Bataille d'Alger où les armes de la torture et de la répression furent massivement utilisées. La pression fut si forte qu'après la mort des principaux chefs de l'organisation locale et l'arrestation puis l'assassinat de Larbi Ben M'hidi, le CCE dut se résoudre à quitter Alger et à se déployer hors des frontières en mars 1957. Cette sortie hors des frontières et l'arrivée d'une équipe amoindrie du CCE au Caire ne facilitèrent pas, bien au contraire, l'exercice de l'autorité de manière consensuelle, en raison de la présence et de l'opposition de dirigeants tout aussi représentatifs mais non membres de cet organe. La contestation fut même encouragée pas Ben Bella et ses camarades détenus en France, depuis le détournement de leur avion sur Alger le 22 octobre 1956. Les uns et les autres contestaient, qui la composition du CNRA et du CCE issus du congrès de la Soummam, qui les principes et orientations de la plate-forme politique.

## La réunion du Caire (1957)

Finalement, la décision de tenir une nouvelle réunion du CNRA au Caire fut prise et celui-ci, réduit à 8 membres titulaires sur 17, en raison des arrestations opérées par l'Armée française notamment les cinq ou de la présence de certains autres en Algérie même, c'est à dire ne disposant pas du quorum exigible de 12 membres, dut se résoudre à un compromis et à accepter l'accès à la réunion des membres suppléants présents au Caire et de 5 membres cooptés pour la circonstance (Houari Boumediene, Mahmoud Chérif, Mohamed Lamouri, Amara Bouglez, Amar Benaouda).

Le nouveau CNRA, réuni du 20 au 28 août 1957, prit la décision de :

- rapporter les principes, précédemment adoptés, de primauté de l'intérieur sur l'extérieur et du politique sur le militaire ;
- élargir la composante du CNRA de 34 à 54 membres tous titulaires en y incluant de droit chaque chef de Wilaya et ses trois adjoints ainsi que les responsables des fédérations FLN de France, du Maroc, de Tunisie et de la Base de l'Est ;
- désigner enfin un CCE de 9 membres (Krim, Bentobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif, Ouamrane, Abane, Ferhat Abbas, Lamine Debbaghine, Mehri) auxquels sont adjoints les cinq détenus en France de manière à les associer directement et pleinement à la prise de décision engageant l'avenir de la Révolution. Le nouveau CCE apparemment plus cohérent, comptant cinq militaires et quatre civils, put relancer l'action politique, diplomatique et militaire notamment, par la création de deux commandements opérationnels Est et Ouest chargés de discipliner les unités de l'ALN implantées aux frontières et de coordonner l'action des Wilayas de l'intérieur. Toutefois la remise en cause des principes politiques énoncés plus haut et la priorité accordée à l'action militaire de même que l'influence prépondérante des colonels au sein du CCE n'étaient pas du goût de l'animateur du premier CCE Abane Ramdane, dont la forte personnalité ne pouvait souffrir le rôle secondaire qui lui a été dévolu. Elles constituèrent le grain de sable qui grippait la machine. Un conflit permanent et violent l'opposa à ses pairs qui se solda malheureusement par sa fin tragique en décembre 1957.

Il fallut quelques mois pour que la crise s'estompât et que le CCE reprît ses activités plus ou moins normalement.

## La mission du nouveau CCE

Le 8 avril 1958, fut annoncée la répartition des tâches entre les huit membres restant du CCE, missions qui constituent le prélude de ce que sera l'organisation du GPRA cinq mois plus tard.

Ce début 1958 s'annonçait une année riche en événements et la structure ainsi mise en place se devait de prendre toutes les initiatives pour faire face à l'environnement national, régional et international qui se trouvait être en relation directe avec le destin de la Révolution.

- Au plan interne : malgré l'élargissement de la base du FLN, le manque d'armes induit par la construction des barrages frontaliers se fait sentir sur le moral des combattants de l'intérieur. Des efforts colossaux sont déployés par le commandement militaire par le lancement d'opérations de grande envergure sur les barrages, celui de l'Est en particulier, où des armes en quantité et en qualité parvenaient des pays amis. Ces attaques répétées provoquèrent une violente réaction de l'armée française qui bombarda la ville frontalière tunisienne de Sakiet Sidi Youcef faisant des dizaines de morts et de blessés.
- Au plan externe : le FLN participe à la conférence de Monrovia (Liberia) et à celle d'Accra (Ghana) où le débat s'ouvrait sur l'avenir de l'Afrique, continent en proie, lui aussi, à la fièvre de l'émancipation.

Les coups de boutoir de l'ALN et l'engagement du peuple algérien mobilisé derrière le FLN créent une grande instabilité au niveau de la hiérarchie politique en France.

Quatre gouvernements se succèdent en quelques mois, divisant les partis et l'opinion publique pour aboutir en fin de compte à l'effondrement de la IVe République.

Ces difficultés et ces succès encouragent le CCE qui lance une action politique et diplomatique intense qui se traduira par l'organisation de la conférence de Tanger le 25 avril 1958, conférence qui jettera les bases d'une coordination plus grande des trois pays maghrébins pour un combat politique unitaire. C'est cette même conférence qui appuie, par une résolution, le souhait du FLN de constituer un gouvernement. Souhait exprimé par le CNRA en août 1957 et conforté, depuis, par de nombreux dirigeants Aït Ahmed, Ben Bella, Krim Belkacem, Boussouf, Ferhat Abbas, Mabrouk Belhocine etc.

L'investiture du général de Gaulle, rappelé après les événements du 13 mai 1958 en tant que chef du gouvernement, crée une donnée nouvelle en ce sens qu'elle lui permet de réorienter la politique de son pays en prônant l'intégration des trois départements algériens à la France dans le cadre du réaménagement de la Constitution envisagé. De la même manière, il entreprend de contrarier l'action politique du FLN auprès de ses alliés les plus utiles au sein de l'espace régional maghrébin dessiné par la conférence de Tanger. Ainsi, par des contacts directs avec les deux pays voisins, il réussit à compromettre les résultats attendus de la conférence de Tunis tenue fin juillet 1958. Le FLN réplique par une série de mesures : extension de la lutte armée en France même, le 25 août 1958 et surtout création d'un gouvernement algérien afin de hisser l'organe de direction du FLN (le CCE) au niveau requis pour une représentativité plus conforme à l'exigence des relations internationales et mieux réaffirmer, auprès de toutes les parties, son engagement à poursuivre la lutte jusqu'à la concrétisation des objectifs d'indépendance.

La décision arrêtée, il restait à régler un certain nombre de préalables techniques et politiques :

- sur le problème de la dénomination : l'appellation Gouvernement provisoire de la République algérienne a été préférée à Gouvernement algérien en exil. D'une part parce qu'elle soulignait le caractère d'étape de ce gouvernement et qu'elle anticipait sur la forme républicaine du régime à venir. D'autre part pour mieux convaincre qu'il ne s'agissait pas d'une entité en « exil » c'est-à-dire coupée du territoire où elle menait la lutte, ce qui rendait ce gouvernement plus crédible par rapport aux règles et usages internationaux ;
- sur le lieu de la proclamation : le Caire fut désigné pour cette proclamation afin d'éviter d'avoir à choisir entre Tunis et Rabat ;
- sur la désignation des portefeuilles : les mêmes responsabilités assumées par les huit membres du CCE ont été reconduites, à un détail près, dans les nouvelles structures ministérielles ;
- sur le choix des hommes et celui du Président : là encore le consensus se fait rapidement au sein du CCE. Tous les membres du CCE sont confirmés en qualité de ministres à l'exception d'Amar Ouamrane. Quatre ministres sont pris hors CCE, Benyoucef Benkhedda, Tewfik El Madani, Ahmed Francis et M'hamed Yazid. Les cinq détenus

de France sont également concernés. Ben Bella est nommé vice-président et les quatre autres, ministres d'Etat. Enfin trois officiers de l'ALN de l'intérieur sont nommés en qualité de secrétaires d'Etat pour mieux arrimer le gouvernement à l'assise territoriale théâtre des opérations (Omar Oussedik, Lamine Khène, Mustapha Stambouli). La désignation de Ferhat Abbas en qualité de Président ne souffrait pas de contestation notable compte tenu de sa compétence et de sa forte personnalité, si ce n'est la velléité affichée de Krim Belkacem de prétendre à la direction.

L'appui de ses pairs Bentobbal, Boussouf et Mahmoud Chérif, au premier nommé, emporta la décision au cours d'une ultime réunion du CCE le 9 septembre 1958.

La proclamation officielle est faite par le Président Ferhat Abbas le 19 septembre 1958 à 12 heures au cours d'une cérémonie officielle au Caire, tandis que Krim Belkacem et Abdelhafid Boussouf informaient respectivement le Président Bourguiba et le roi Mohamed V, de vive voix, quelques heures auparavant alors qu'ils espéraient être consultés préalablement à toute décision.

Les résultats de cette annonce dépassent les espérances. Presque tous les pays membres de la Ligue arabe reconnaissent le GPRA de même que la Chine, le Pakistan, l'Indonésie, et quelques pays africains indépendants. La Yougoslavie est le premier pays européen à annoncer une reconnaissance « de facto ». Cette reconnaissance ira en s'accentuant jusqu'à arriver au nombre de 31 pays quelques mois plus tard. Le moment le plus marquant a été naturellement la reconnaissance « de facto » par l'Union soviétique et l'audience accordée en 1960 par son secrétaire général Nikita Khrouchtchev au vice-président et ministre des Affaires étrangères du GPRA, Krim Belkacem à New-York, en marge de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies.

## L'action du GPRA

Le GPRA reprenait donc les tâches du CCE, à savoir :

- tout en gérant le quotidien, mettre en œuvre les orientations et décisions du CNRA pour renforcer les moyens de lutte de l'ALN à l'intérieur du pays en hommes et en matériel,
- développer le message politique du FLN pour une mobilisation toujours plus grande des militants et de la population,
- contrecarrer l'argumentaire de l'adversaire,
- renforcer les liens avec les pays frères et amis pour un soutien plus conséquent en matière d'aide en argent, armement, équipements et formation spécialisée de cadres pour l'ALN, sans oublier évidemment le soutien diplomatique indispensable pour faire progresser la revendication algérienne aux Nations unies pour la décolonisation.

Le Président du GPRA et des ministres entreprennent de nombreuses tournées à l'étranger à Rabat, Le Caire, Riyad, Damas, Baghdad, Belgrade, Moscou, Pékin,... Des missions du FLN, véritables ambassades avec statut particulier, remplacent les bureaux du FLN. Dans de nombreux forums et conférences, le GPRA est admis en qualité de membre à part entière au lieu du statut d'observateur qu'il avait précédemment. L'aide financière et matérielle s'accroît, particulièrement en matière d'armement, acquis maintenant directement auprès des Etats (Chine, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) en lieu et place des marchands d'armes privés qui ont souvent été des informateurs privilégiés des services de renseignement et d'action français. Paradoxalement c'est la cohésion intérieure qui tarde à se cimenter.

## La dualité CNRA - GPRA

Malgré un équilibre politique apparent au niveau du gouvernement entre les différents courants et surtout la présence des responsables militaires les plus représentatifs, la machine est lourde à mettre en branle pour discipliner les commandants d'unités de l'ALN implantées aux frontières. Les colonels Lamouri et Aouachria, membres du CNRA, et quelques-uns de leurs adjoints en particulier, contestent le GPRA et entravent directement l'action de son ministre des Forces armées. La crise est dissipée par leur neutralisation en novembre 1958.

Sur le front intérieur, quatre autres colonels chefs de Wilaya (Amirouche, Si El Haoues, Hadj Lakhdar et Si M'hamed) se réunissent dans le Nord-Constantinois, en décembre 1958, pour faire le point et rédiger une requête vigoureuse au GPRA lui demandant d'apporter un intérêt plus conséquent à la lutte armée en faisant acheminer l'armement nécessaire à la poursuite du combat. Ali Kafi et Lotfi, autres chefs de Wilaya en exercice, ne s'associeront pas à cette démarche.

Ces différentes manifestations d'humeur traduisent l'absence de consensus et de cohésion au sein de l'organe

souverain, le CNRA, qui apparaît divisé sinon affaibli. Un signe de cet affaiblissement est de rappeler qu'il n'a pas été réuni pour décider de la création du GPRA.

Durant le premier semestre de l'année 1959, le Président Ferhat Abbas, très à l'aise pour la gestion des problèmes politiques touchant à la place du FLN dans le monde, n'arrive pas à s'imposer au trio Krim, Bentobbal, Boussouf chargés de la tutelle sur les problèmes militaires. Ces problèmes internes, inconnus du grand public, n'avaient pas gêné l'évolution de la situation politique toujours favorable au FLN.

En août 1959, le Président Ferhat Abbas marque de nouveau son désaccord avec ses pairs et au lieu du CNRA, il sollicite l'arbitrage des militaires chefs de commandement.

Dix colonels (Boumediene, Lotfi, Sadek, Hadj Lakhdar, Yazourène, Mohammedi Saïd, Ali Kafi ainsi que Krim, Boussouf et Bentobbal) se réunissent à Tunis au siège du MALG du 10 septembre au 12 décembre 1959.

Ces longs débats s'achèvent sur une conclusion : réunir le CNRA pour une nouvelle distribution des tâches. Conforté par les recommandations des colonels, le CNRA, réuni du 18 septembre 1959 au 8 janvier 1960, reprend un semblant d'autorité et décide de reconduire Ferhat Abbas à la tête d'un exécutif plus réduit, tout en préconisant et en décidant la création d'un Etat-major général de l'ALN unifié, confié au colonel Boumediene assisté des commandants Kaïd Ahmed, Mendjli et Azzeddine, d'un Comité interministériel de la guerre composé des trois ministres Krim, Boussouf et Bentobbal, deux structures directement responsables de la conduite de la lutte armée.

## La situation militaire intérieure

La stratégie du général de Gaulle qui s'appuyait sur l'intensification de la lutte contre les unités de l'ALN par la mise en œuvre de grandes opérations offensives dites « opérations Challe » et qui s'appuyait également sur une promesse de développement économique au titre du « Plan de Constantine », ne lui apporte pas les résultats escomptés. Pas plus que les démarches entreprises lors de ses voyages en Algérie pour susciter l'émergence de courants politiques parallèles susceptibles d'affaiblir le FLN tels que la 3e Force ou le Front algérien d'action démocratique. Il est important de souligner que depuis 1958, du fait de la construction par l'armée française de barrages frontaliers électrifiés et minés quasiment hermétiques, l'apport extérieur à la lutte intérieure au plan matériel se réduisait graduellement. Cette rupture d'équilibre avait certes suscité quelques rancœurs chez certains responsables de l'intérieur qui s'estimaient abandonnés. Elle ne diminua en rien leur respect de la hiérarchie au sommet du FLN et n'entacha nullement leur ardeur à continuer la lutte malgré les immenses difficultés rencontrées. De toute manière, ces responsables voyaient clairement en face d'eux une armée française qui après s'être embourbée dans le guêpier algérien se désagrégeait progressivement, signe évident de la victoire finale. Tout à leurs préoccupations quotidiennes, ils ne participaient pas au débat des hauts dirigeants de l'extérieur qui misaient, chaque clan de son côté, sur leur adhésion le moment venu.

Sur l'échiquier international, la diplomatie algérienne engrange des points positifs. L'ONU enregistrait en août 1959 une nouvelle proposition de résolution déposée par le groupe Afro-asiatique plus favorable aux thèses défendues par la délégation algérienne. Cette résolution qui devait être examinée à l'automne de la même année et qui recommandait la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'Indépendance, avait numériquement toutes les chances d'être adoptée. Cette éventualité fit réagir le général de Gaulle, qui annonce le 16 septembre 1959, que le gouvernement français appellera le peuple algérien à se prononcer sur son devenir par un scrutin d'autodétermination. Il ne précise cependant ni la date ni le contenu des questions auxquelles la population devra répondre et encore moins l'assiette territoriale sur laquelle se déroulera cette consultation. Cette demi-victoire dope littéralement la résistance du peuple algérien qui perçoit les prémices d'une victoire proche.

La minorité française, par contre, est surprise par le retournement de l'homme qu'elle croyait avoir aidé à prendre le pouvoir pour renforcer l'intégration de l'Algérie à la France.

Le président du GPRA, qui avait annoncé, dès son investiture en 1958, la disponibilité du FLN à rechercher une solution politique au problème algérien voit aboutir son initiative deux années plus tard, lorsque le général de Gaulle, après avoir tenté toutes les actions de caractère politique, diplomatique et militaire, notamment exploiter les malentendus intérieur - extérieur en recevant en avril 1960, des officiers de la Wilaya IV, pour leur proposer sa solution de paix des braves, se

retrouve contraint de rechercher le contact avec le FLN pour des premiers pourparlers. La rencontre entre deux délégations algérienne et française, à Melun en mai 1960, ne donne rien.

## Le peuple nouvel acteur dans la lutte

Le GPRA maintient la pression et à l'automne de la même année les populations algériennes ouvrent un nouveau front en descendant dans la rue et en scandant des slogans favorables au GPRA et à Ferhat Abbas. Ces manifestations sont sévèrement réprimées en particulier à Alger le 11 décembre 1960. Devant cette situation, le général de Gaulle autorise de nouveaux contacts secrets avant d'engager ses équipes à des discussions officielles en Suisse avec les représentants du GPRA, reconnu représentant exclusif du peuple algérien au cours de la première rencontre qui aura lieu à Evian en mai 1961. Une autre rencontre suivra à Lugrin en juillet. Cette deuxième rencontre est stoppée à l'initiative de la partie algérienne en raison de la position française sur le Sahara qu'elle souhaite maintenir hors de la souveraineté algérienne.

Krim Belkacem, vice-président et ministre des Affaires étrangères, qui a dirigé la délégation algérienne à Evian, revient cependant sur les problèmes intérieurs et provoque une nouvelle crise au sein du GPRA en briguant ouvertement le poste de Président à la place de Ferhat Abbas.

Le CNRA se réunit, de nouveau, en août 1961 et procède à un remaniement du GPRA avec une troisième équipe dirigée cette fois par Benyoucef Benkhedda.

## La nouvelle donne politique

Le choix de Benkhedda au lieu et place de Ferhat Abbas à la tête du GPRA donne satisfaction à moitié aux membres de l'Etat-major général. Benkhedda se montrera cependant intraitable pour défendre les acquis positifs du GPRA contre les critiques qui lui sont adressées et qu'il juge infondées. Il privilégie la poursuite de l'action politique engagée notamment pour faire avancer les négociations dans le respect des principes originels en gommant au fur et à mesure les arguments et les réticences de la partie française.

Le colonel Boumediene, pour sa part, fort de son bilan à la tête de l'Etat-major général qui a permis la restructuration, la réorganisation et le renforcement de l'armée des frontières tout en fédérant la presque totalité des officiers de cette armée autour de ses orientations politiques, se cherche des alliés parmi les dirigeants politiques en marge du GPRA, pour influer sur la suite des événements, pensant déjà aux choix idéologiques liés au devenir de la Révolution après l'Indépendance qui s'annonce inéluctable.

C'est dans cette ambiance que se poursuivent les contacts secrets des représentants du GPRA avec des délégués français durant tout l'automne de 1961. Les négociations officielles entre les deux parties, qui reprennent le 11 février 1962 aux Rousses, se soldent par des accords de principe sur la quasi-totalité des dossiers. Cet avant-projet d'accord est soumis au CNRA qui l'adopte à la presque unanimité (45 voix contre 4). Une dernière réunion officielle se tient à Evian le 10 mars 1962 et les accords définitifs sont signés le 18 mars avec fixation du cessez-le-feu pour le lendemain 19 mars 1962 à 12 heures.

Par ces accords le FLN, grâce à l'action de sa direction exécutive le GPRA, et malgré les écueils internes et externes, venait de couronner le long et difficile combat du peuple algérien en obtenant satisfaction sur l'ensemble des objectifs assignés à la lutte dans l'appel du 1er Novembre 1954 et constamment réaffirmés depuis, à savoir :

- l'indépendance totale ;
- l'unité nationale ;
- l'intégrité territoriale ;
- la pleine souveraineté de l'Etat algérien sur ses richesses naturelles.

La période du cessez-le-feu mit cependant un GPRA, fier d'avoir rempli avec succès sa mission, devant de nouvelles difficultés générées par la montée des ambitions pour la conquête du pouvoir démontrant, cette fois-ci, l'inefficacité des mécanismes d'accès au pouvoir de manière consensuelle.

Ces développements sur la problématique du pouvoir peuvent paraître longs et s'appesantir, un peu trop, sur les difficultés éprouvées par les dirigeants de la Révolution à s'entendre sur l'adoption, dans ce domaine, d'une doctrine claire qui à défaut d'être commune se devait d'être au moins partagée par le plus grand nombre. Ces désunions conjoncturelles n'enlevaient rien cependant au mérite des uns et des autres dans l'exercice de leur mission au service de la patrie.

Il s'agit là, d'une réalité historique. Si beaucoup de peuples ont mené des luttes de libération, unis, derrière un chef incontesté à l'image d'un Gandhi, Nasser, Tito,

Nkrumah, Mohammed V, Bourguiba ou Castro, la Révolution algérienne disposait, dès le 1er Novembre 1954, d'un réservoir de dirigeants d'égale valeur, en grand nombre. Ils furent rejoints ou relayés, au fur et à mesure, par d'autres dirigeants politiques importants sans omettre les cadres responsables de la lutte à l'intérieur qui ne tardèrent pas à s'affirmer les égaux des premiers. La présence de tant de cadres d'horizons divers au niveau de l'instance suprême du FLN, le CNRA, qui était loin d'être une simple chambre d'enregistrement, avait donné lieu, jusque-là, à des débats d'une grande âpreté où la liberté de ton le disputait au courage, la dialectique au bon sens, le tout fort heureusement dans un cadre officiel, réellement démocratique mais suffisamment feutré, qui ne favorisait guère les indiscrétions susceptibles de nuire aux intérêts du FLN et de la Révolution.

## La dernière crise

Mais à la veille de l'Indépendance, l'heure était aux choix décisifs. L'esprit de solidarité, de collégialité et de responsabilité, qui avait prévalu jusque-là, a perdu ses droits tant les rancœurs accumulées et exacerbées, ajoutées aux enjeux idéologiques et politiques étaient grandes. Les clans s'affrontèrent, pour la première fois, à visage découvert, pour l'exercice de la tutelle sur la Révolution en vue d'imposer au peuple, par avance, tel ou tel projet de société.

Bien que d'accord sur le texte de la charte politique adoptée à l'unanimité lors de la réunion du CNRA le 28 mai 1962 à Tripoli et dont le maître mot était justice sociale, les uns et les autres avaient une vision tout à fait différente sur la démarche à adopter pour sa concrétisation sur le terrain une fois l'Indépendance acquise. Pour Benkhedda et les autres membres du GPRA, l'objectif est de s'appuyer sur l'élite pour que cette indépendance soit effectivement le point de départ d'une vie de liberté, de progrès et de prospérité, en somme une approche libérale avant l'heure.

Pour le colonel Boumediene et ses alliés, la révolution ne peut être que radicale avec comme maître d'œuvre les forces sociales qui l'ont portée au cours des sept années de souffrance et de privations, c'est-à-dire l'armée, les paysans et les travailleurs.

Le paradoxe dans cette affaire c'est que les alliances qui se nouent au cours de cet ultime débat ne répondent à aucune logique. On verra le révolutionnaire pur et dur Boudiaf à côté de Benkhedda et les libéraux Ferhat Abbas et Francis soutenir le duo Ben Bella - Boumediene.

Les membres influents du GPRA, Benkhedda, Krim, Boussouf et Bentobbal furent fortement attaqués par ce CNRA dont la composante était favorable à l'E.-M.G. soutenu par Ben Bella et Khider. Ces opposants leur reprochaient, malgré les résultats obtenus, de s'être déviés de la voie révolutionnaire et demandaient le remplacement du GPRA par un Bureau politique du FLN.

Les membres du GPRA quittèrent la réunion, suivis par Boudiaf et Aït Ahmed, considérant que celui-ci signataire des accords d'Evian était le garant de leur application jusqu'à l'Indépendance et que sa disparition risquait d'ouvrir la porte à toutes les aventures. Ils espéraient surtout laisser la porte ouverte à la poursuite des travaux du CNRA en Algérie même, au lendemain de l'Indépendance et pourquoi pas le transformer en un grand Congrès où le peuple souverain aura son mot à dire. En conclusion, il ne faut surtout pas croire que les dirigeants de la Révolution avaient perdu de vue ou manqué à leurs obligations ou à leurs devoirs de responsables vis-à-vis de la lutte de leur peuple qui leur donna le meilleur exemple de courage et d'abnégation. Leur patriotisme était intact, comme au premier jour, mais leur faculté à s'unir dans l'action, jusqu'au terme final, se délitait au fur et à mesure que la victoire les rapprochait du nouvel objectif à mettre en chantier : la gestion de l'après- indépendance. Fort heureusement trois semaines seulement séparaient ces événements de la date du scrutin pour l'autodétermination.

Le 1er juillet 1962, le peuple algérien confirmera, par un vote massif, le choix de l'indépendance et devant la persistance de la division de ses dirigeants, c'est également lui qui descendra dans la rue, un mois plus tard, pour imposer aux différentes fractions l'arrêt de la confrontation afin de savourer une victoire dont il a été, de par son engagement sans faille et le poids des immenses sacrifices consentis, le principal artisan.

*D.O.K*

# LA CRÉATION DU GPRA : UNE SIGNIFICATION POLITIQUE

De. g. à .dr. : **Abdelhamid Mehri, Ferhat Abbas, M'hamed Yazid, Mahmoud Chérif**

Le 19 septembre 1958 eut lieu l'annonce officielle de la constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne au cours de deux conférences de presse qui se tinrent simultanément au Caire et à Tunis. Cet acte politique majeur s'inscrivait dans la continuité de la démarche suivie par le Front de libération nationale depuis le déclenchement de la guerre de libération en 1954. La création du GPRA contribua à renforcer le sentiment national en exprimant l'existence d'un gouvernement des Algériens, représentant toutes ses tendances politiques, unies derrière la revendication de l'indépendance. Il signifiait la volonté du FLN d'afficher sa disponibilité à une solution politique à la condition de reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien.

*Par Boualem Touarigt*

# GPRA
## *Histoire*

Jusque-là la révolution était dirigée par des instances mises en place par le Congrès de la Soummam : le Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), jouant le rôle de Parlement, constitué à l'origine de 34 membres, désigne un exécutif restreint de cinq membres, le Comité de coordination et d'exécution (CCE), direction collégiale responsable devant le CNRA. Dans le premier CCE figuraient Belkacem Krim, Larbi Ben M'hidi, Ramdane Abane, Benyoucef Benkhedda, Saad Dahleb. Les deux premiers étaient les seuls rescapés parmi les six qui déclenchèrent le 1er novembre (Mourad Didouche et Mostefa Ben Boulaïd étaient tombés au champ d'honneur, Rabah Bitat avait été arrêté et Mohammed Boudiaf avait rejoint au déclenchement de la révolution la délégation extérieure du FLN composée alors de Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed). Ramdane Abane rejoignit le FLN à sa sortie de prison en janvier 1955. Benkhedda et Dahleb étaient d'anciens du comité central du MTLD qui s'étaient opposés à Messali Hadj.

Le CCE fut remanié par le CNRA qui se réunit au Caire en août 1957 : il comprenait alors 9 membres dont 5 chefs militaires (Belkacem Krim, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf, Amar Ouamrane, Mahmoud Chérif) et 4 leaders politiques (Ramdane Abane, Ferhat Abbas, Lamine Debaghine, Abdelhamid Mehri). Ces derniers étaient chargés de l'action politique, de la diplomatie, de la propagande, des tâches civiles de soutien à la guerre. Les questions purement militaires étaient réservées aux 5 colonels. Le FLN n'était pas une alliance de partis politiques dont l'importance de chacun déterminait la participation aux organes de direction, mais il était la couverture politique d'une armée populaire en guerre. Le poids respectif de chaque dirigeant dépendait de l'importance des forces combattantes qu'il représentait. Aux délégués des forces combattantes qui prenaient les décisions militaires, s'ajoutèrent des personnalités politiques non issues des maquis, ayant acquis une longue expérience dans les anciens partis politiques et qui avaient rejoint individuellement le FLN. Aucun dirigeant n'ayant pu réunir autour de lui une majorité de chefs militaires, la direction du FLN n'eut pas de tête unique concentrant tous les pouvoirs. Les organes dirigeants fonctionnèrent selon la règle du consensus le plus large, avec des séances du CNRA qui durèrent parfois extrêmement longtemps jusqu'à arriver à un accord acceptable par tous, ou du moins par une large majorité des membres du conseil. Les divergences ne furent jamais rendues publiques. Le congrès de Tripoli, après le cessez-feu, consacra une rupture de cette règle.

A sa création, le premier GPRA reconduisit le partage des tâches qui prévalait au sein du CCE :

- **Président :** *Ferhat Abbas*
- **vice-président et ministre des Forces armées :** *Belkacem Krim*
- **vice-président :** *Ahmed Ben Bella*
- **ministres d'Etat :** *Hocine Aït Ahmed*, *Rabah Bitat*, *Mohamed Boudiaf*, *Mohamed Khider*
- **ministre des Affaires extérieures:** *Lamine Debaghine*
- **ministre de l'Armement et du Ravitaillement :** *Mahmoud Chérif*
- **ministre de l'Intérieur :** *Lakhdar Bentobbal*
- **ministre des Liaisons générales et des Communications :** *Abdelhafid Boussouf*
- **ministre des Finances :** *Ahmed Francis*
- **ministre des Affaires nord-africaines :** *Abdelhamid Mehri*
- **ministre de l'Information :** *M'hamed Yazid*
- **ministre des Affaires sociales :** *Benyoucef Benkhedda*
- **ministre des Affaires culturelles :** *Tewfik el Madani*
- **Secrétaires d'Etat résidant à l'intérieur :** *Lamine Khène*, *Omar Oussedik*, *Mustapha Stambouli*

Le FLN venait de franchir un nouveau pas dans son organisation. Avec le GPRA, le FLN se donnait officiellement une direction politique et un visage.

De gr à d. : **M'hamed Yazid,** ministre de l'Information, **le colonel Abdelhafid Boussouf,** ministre des Liaisons générales et Communication, **Lamine Debaghine,** ministre des Affaires extérieures, **Tewfik El Madani,** ministre des Affaires culturelles, **Ferhat Abbas,** Président du GPRA, **Krim Belkacem,** vice-président et ministre des Forces armées, **Ahmed Francis,** ministre des Affaires économiques et des Finances, **Lakhdar Bentobbal,** ministre de l'Intérieur, **Abdelhamid Mehri,** ministre des Affaires nord-africaines, **et Mahmoud Cherif,** ministre de l'Armement et du Ravitaillement, lors de la réunion du GPRA en 1958.

Il comprenait d'anciens du CRUA (d'où sortit le FLN), des militants arrivés aux responsabilités pendant la guerre de libération, d'anciens membres du comité central du MTLD, d'anciens de l'UDMA, et un membre de l'association des oulémas. D'après les témoignages, Ferhat Abbas fut désigné comme président surtout parce qu'aucun des chefs militaires ne voulait reconnaître la prééminence de l'un d'entre eux. Ferhat Abbas fut le candidat du consensus. Homme respectueux des autres, cherchant le compromis et la conciliation avec ses compagnons, il fit l'unanimité. Il avait le grand avantage d'avoir une longue expérience parlementaire derrière lui et d'être un homme crédible au plan international. Le GPRA a été constitué aussi avec pour mission de se préparer à une éventuelle négociation avec le gouvernement français. Son président était un partenaire crédible avec une image d'homme de dialogue qui lui avait été reconnue dans beaucoup de cercles français de courants politiques différents. Il était loin de l'image d'extrémiste que l'on voulait coller au FLN. En tant que membre du CCE, il avait accompli un travail énorme pour faire connaître le FLN dans le monde. En tant que président du GPRA, il devait continuer sa mission essentiellement diplomatique pour renforcer l'audience du FLN à l'étranger. Son expérience, son profil allait grandement servir l'image de la révolution algérienne au sein de l'opinion française et internationale.

La conférence de Tanger d'avril 1958 qui avait réuni des dirigeants marocains et tunisiens ainsi qu'une délégation du FLN affirma le droit à l'indépendance de l'Algérie et proclama le FLN comme seul interlocuteur. Elle concrétisa une nécessité stratégique pour la révolution algérienne, celle d'un front maghrébin uni pour d'éventuelles discussions avec le gouvernement

**Ferhat Abbas** prononçant un discours

français sur la base de la reconnaissance du droit à l'indépendance. Cette rencontre allait accélérer la constitution d'un gouvernement provisoire algérien. Les partenaires maghrébins souhaitaient que le FLN aille rapidement dans cette direction.

La constitution du GPRA arriva à un moment extrêmement délicat pour la Révolution algérienne. Ce fut une réponse à la politique d'intégration qui clamait que l'Algérie était la France et ne pouvait exister en dehors d'elle. Le GPRA préfigurait une Algérie algérienne.

Ferhat Abbas fut un homme de compromis qui joua un grand rôle dans le rapprochement des points de vue des différents dirigeants de la Révolution. Il se chargea de l'image de la Révolution algérienne dans le monde. Il sut aussi tenir des propos durs contre les manœuvres du général de Gaulle. A maintes reprises, il trouva les mots pour galvaniser les combattants de l'ALN et appeler les Algériens à la résistance. On se rappelle son discours du 5 juillet 1960: « Nous devons renforcer nos moyens de lutte et notre combat armé. L'indépendance ne s'offre pas. Elle s'arrache. La guerre peut être encore longue. » Homme de compromis et de dialogue, il resta intransigeant sur les conditions de la négociation avec le gouvernement français : reconnaissance préalable du droit à l'indépendance, intégrité territoriale, refus de statut privilégié à une partie des citoyens, souveraineté nationale sur les richesses naturelles du pays. Il connut une consécration populaire lors des manifestations de décembre 1960.

Le changement de président du GPRA, en août 1961, se fit sans heurts, sans confrontation et sans ressentiment. Il donna une image positive de la direction du FLN. Ferhat Abbas se retira et redevint un militant sans responsabilité particulière. Il resta fidèle à son image : simple, humble, lucide et proche des autres.

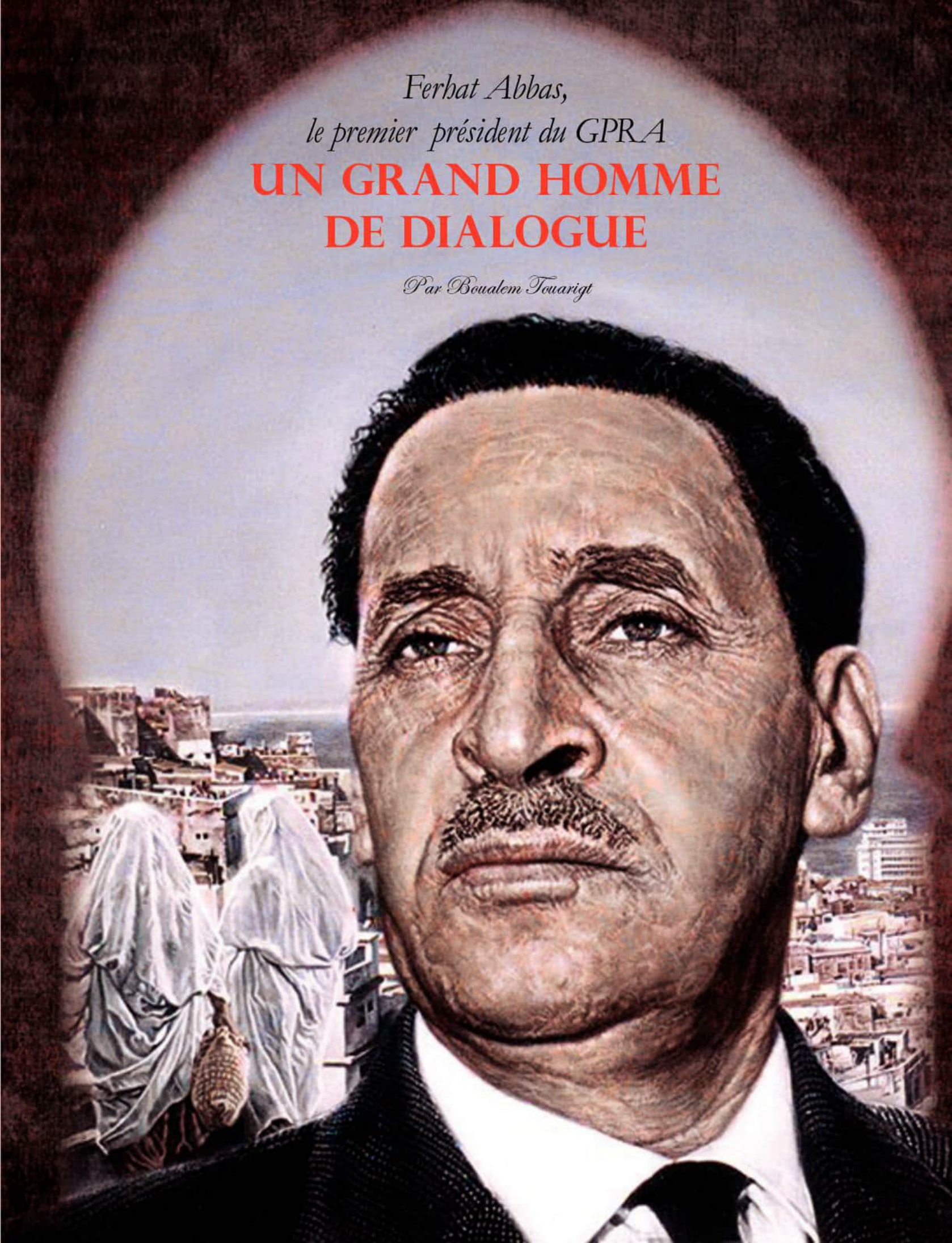
Il eut l'honneur d'être le premier président de la première assemblée de l'Algérie indépendante élue le 20 septembre 1962.

*B.T.*

*Ferhat Abbas,*
*le premier président du GPRA*

# UN GRAND HOMME DE DIALOGUE

*Par Boualem Touarigt*



Ferhat Abbas est né le 24 août 1899 à Taher dans l'actuelle wilaya de Jijel. Son grand-père était un paysan dépossédé de sa terre après la révolte d'El Mokrani. Son père Saïd Ben Ahmed Abbas fut d'abord ouvrier agricole puis pratiqua le commerce du bétail et arriva en une génération à redonner à sa famille un statut social et une notoriété que celle-ci avait perdus. Il devint caïd et bachagha. On lui décerna le cordon de commandeur de la légion d'honneur puis il reçut le titre d'agha. L'administration française le plaça à la tête du douar Beni Siar puis de celui de Chabna. Le jeune Ferhat grandit donc dans une famille nombreuse de douze enfants, aisée, pieuse et respectueuse de l'ordre. Il alla à l'école primaire de Taher puis à celle de Jijel. Il rejoignit le collège de Philippeville (Skikda) où il fit partie des rares boursiers musulmans. Il poursuivra au lycée de Constantine. Après son baccalauréat, il fait trois années de service militaire et libéré en 1923, il entame des études de pharmacie à l'université d'Alger d'où il sort diplômé en 1931. Il fut en 1926 membre de l'Association des étudiants musulmans nord africains (AEMNA) qu'il présidera de 1927 à 1931. Il politisa l'organisation et fonda sa revue *Ettelmidh*.

Ferhat Abbas

Au début de son engagement politique proprement dit, sa personnalité est formée ainsi que sa voie : religieux, attaché à la France dont il admire les idées révolutionnaires et humanistes, il est un farouche pourfendeur de la colonisation qu'il n'identifiera pas à la France. Il ne se proclamera cependant pas Français. Il écrira dans une série de publications locales : *l'Ikdam, Le Trait d'Union* de Victor Spielman et L'*Entente* du docteur Bendjelloul. Il s'était fait déjà connaître sous le nom de Kamel Abancérage par ses écrits polémistes anticoloniaux dès 1922.

En 1933, il ouvre sa pharmacie à Sétif où il devient un notable influent. Il est politiquement dans la mouvance de la Fédération des élus indigènes créée en 1927 par le docteur Bendjelloul. Ferhat Abbas est élu conseiller municipal, puis conseiller général du département de Constantine et conseiller financier (élu aux délégations financières qui précédèrent l'Assemblée algérienne). Son premier livre *Jeune Algérien* paraît en 1931. Ses idées le distinguent : il est religieux, républicain, attaché à la démocratie et il dénonce violemment les abus des colons et des féodaux algériens et exprime sa révolte devant la misère de ses compatriotes. Il est un homme de dialogue, lié aux Européens libéraux et parfois écouté par les fonctionnaires français. Avec les autres élus modérés, il se battra sans succès pour modifier le statut de l'Algérie en avançant des propositions pourtant modérées : droits de vote pour tous les Algériens, extension de la scolarisation, abrogation des lois discriminatoires. Les élections municipales de 1935 sont truquées par l'administration française. En 1936, il pense encore qu'une Algérie française est possible, mais il affirme : «Sans l'émancipation des indigènes, il n'y a pas d'Algérie française. » Il dira aussi : « la France c'est moi ! » et aussi : « L'Algérie en tant que patrie est un mythe ». Il s'éloigne de Ben Badis mais les deux hommes se réconcilient très vite. En 1936, la victoire de Léon Blum aux législatives françaises

# GPRA
## *Portrait*

1- Abdelhamid Mehri, 2- Abdelhafid Boussouf, 3- Lakhdar Bentobbal, 4- Abane Ramdane, 5- Krim Belkacem, 6- Amar Ouamrane, 7-Ferhat Abbas, 8- Mahmoud Chérif, 9- Mohamed-Lamine Debaghine

suscite son enthousiasme. Mais les Algériens seront très vite déçus par le Front populaire qui n'arrive pas à imposer les réformes promises. Il cède devant les partisans du colonialisme. Les mouvements algériens se rapprochent et tiennent le congrès musulman d'Alger le 7 juin 1936. Ferhat Abbas évolue rapidement vers le nationalisme et il avertit contre la non application du projet Blum Violette qui, même mesuré, constituait une première étape : « Si le projet ne passe pas, il n'est pas douteux que les indigènes ne recourent à d'autres moyens et ne cherchent ailleurs que dans la famille française l'émancipation politique et sociale à laquelle une évolution lente mais profonde les a préparés. » En juillet 1938 Ferhat Abbas lance l'UPA (Union populaire algérienne), un parti de masse, car il ne croit plus au seul combat des élites isolées de leur peuple. Il n'est plus l'homme des petits pas. Pourtant imprégné de culture française, cherchant la libération du peuple algérien dans le cadre français, il devient farouchement anticolonialiste. Le 10 février 1943, il rédige le *Manifeste du peuple algérien* dans lequel il rejette clairement l'assimilation, marquant une rupture avec l'Algérie française à laquelle il ne croit plus. Il est pour une autonomie interne immédiate

Ferhat Abbas

avec option vers l'indépendance, réclamant le droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Il ferme la porte à l'assimilation et à l'intégration. Le texte suivi d'un additif sera remis au général de Gaulle. Le représentant de ce dernier à Alger, le général Catroux le rejette et Ferhat Abbas est mis en résidence surveillée. Celui-ci refusera les réformes de de Gaulle du 12 décembre 1943 et l'ordonnance que signe celui-ci le 7 mars 1944, la qualifiant d'« ordonnance colonialiste, texte antidémocratique et antisocial ».

**Ferhat Abbas,** 2e à partir de la gauche

Le 14 mars 1944, il fonde un mouvement unitaire « les Amis du manifeste de la liberté » (AML). Le 8 mai 1945, il est arrêté à Alger au moment où il allait rencontrer le gouverneur général. Il sera libéré le 16 mars 1946.

En septembre 1948, il crée l'UDMA et se lance dans des campagnes électorales où l'administration coloniale pratique la fraude à grande échelle. En 1954, il déclarait : « Que reste-t-il aux musulmans comme moyens pour faire droit à leurs légitimes aspirations en dehors du recours aux armes ? » Dans *République algérienne*, organe de son parti, il écrivait le 8 octobre 1954 : « Notre peuple, las de s'indigner et de plaider en vain sa cause, s'est tu…En réalité, la colère est à son comble et ce silence est fait de mépris et de révolte. »

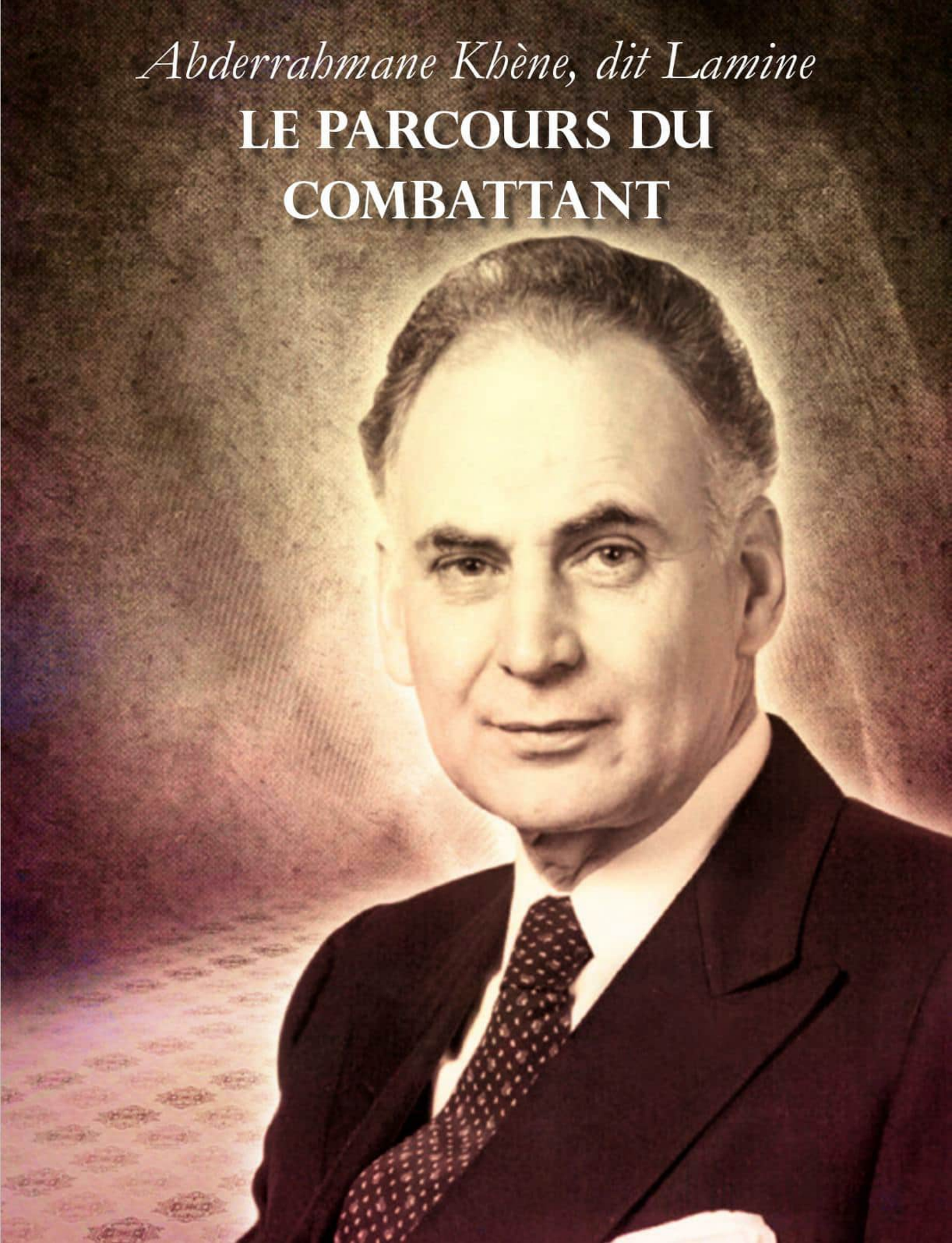
En janvier 1955, il a un premier contact avec le FLN par le biais d'un militant de l'UDMA Amar El Kama. Il est reçu par le gouverneur Jacques Soustelle le 2 avril 1955. Il en ressort désabusé. Le 15 avril, il déclare à Jijel : « C'est le régime colonial qui est hors la loi. »

Le 26 mai 1955, il reçoit dans son appartement de la rue Trolard à Alger Ramdane Abane et Amar Ouamrane. Il se met à la disposition du FLN. La direction de l'UDMA le suit. Il mène une campagne pour dissuader les notables algériens de constituer un relais pour la politique du gouvernement français. Ce sera la « motion des 61 » de septembre 1955 par laquelle des élus condamnent l'attitude du gouvernement français en Algérie. En mars 1956, Ramdane Abane demande aux dirigeants de l'UDMA (Ferhat Abbas, Ahmed Boumendjel, Ahmed Francis, Kaddour Sator) de rejoindre la délégation extérieure du FLN. Ils arriveront au Caire en avril 1956 où le 25 Ferhat Abbas tient une conférence de presse pour annoncer son ralliement à la Révolution. Il mènera dès lors un travail considérable pour élargir l'audience du FLN dans le monde. Au congrès de la Soummam auquel il ne participa pas, il est désigné comme membre du CNRA. Il sera membre du deuxième CCE après la réunion du CNRA du 28 août 1957. Le 19 septembre 1958, il est désigné président du GPRA.

*B.T*

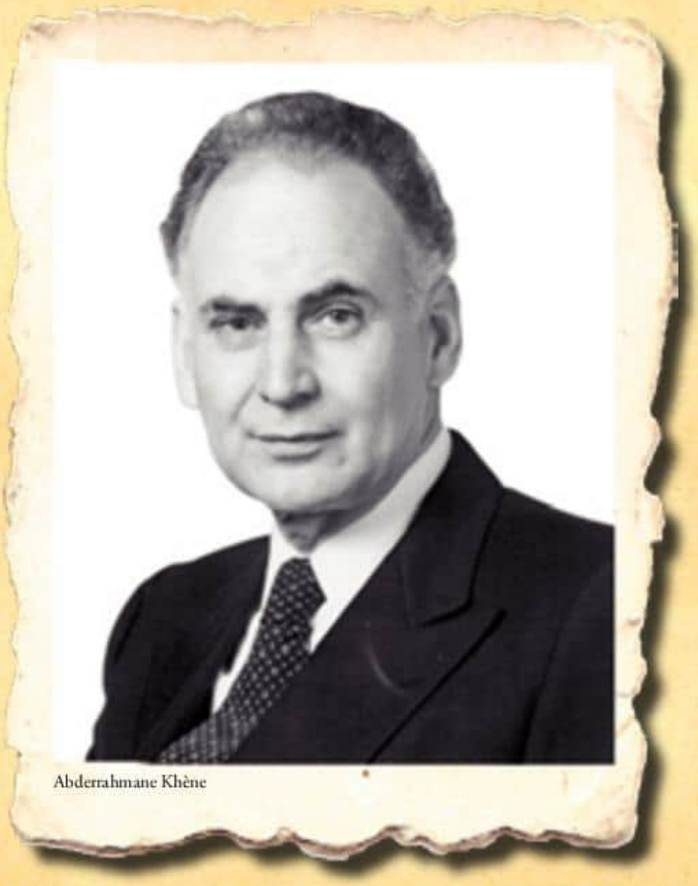
*Abderrahmane Khène, dit Lamine*

# LE PARCOURS DU COMBATTANT



# GPRA
## *Portrait*

***Lamine Khène est né en 1931 à Collo, dans la wilaya de Skikda. En 1947, à l'âge de 16 ans, il intègre les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) au sein duquel il est un militant ardu en faveur de l'indépendance de l'Algérie. En 1955, alors étudiant à la Faculté de médecine d'Alger, il est l'un des membres fondateurs de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema). En 1956, il participe activement à la grève des étudiants, il a 24 ans. C'est à ce moment qu'il décide de mettre un terme à ses études de médecine et de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN). Convaincu de la justesse de sa décision, il rejoindra les maquis de la Wilaya II, alors dirigée par Zighoud Youcef, s'attellera à mettre en place le service de santé de cette même armée de libération et sera promu au grade de capitaine.***



Abderrahmane Khène

*Par Abderrachid Mefti*

1er rang, de g. à dr. : **Vincent, Dumortier, X, Mirada prof de dessin, X, X, Cipriani.**
2e rang : Benbouzid, Malmassari, X, Daoud, Girard, Chouraqui, X, Khene, Bouchenak, Giannoni.
3e rang : X, Donnadieu, Temmime, X, Descamp, Singer, Mokrane (ded), X, X.
4e rang : Louadfel (ded), Bourgoin, X, Dupuis, Yacono.

## Aux origines de la grève des étudiants et de la création de l'Ugema

C'est le 8 juillet 1955 qu'a été créée l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema), neuf mois après le déclenchement de la guerre de Libération nationale, lors du congrès constitutif qui s'est tenu à la salle de la Mutualité de Paris. Près d'une année plus tard, à la faculté d'Alger, les étudiants algériens avaient pris conscience de leur participation au combat libérateur en organisant des regroupements et des réunions destinés à apporter leur soutien à l'ALN et à la cause nationale. C'est à ce moment-là que l'idée d'une grève générale a germé. Selon M. Khène, *«le déclenchement de la grève a été décidé par les étudiants eux-mêmes, à la majorité et après concertation, (…) sans qu'ils aient reçu une quelconque instruction de quelque partie que ce soit»*.C'était lors d'une réunion au cercle des Oulémas, à la place des Martyrs, sous sa présidence que la rédaction de l'appel à la grève fut lancé, et à propos duquel M. Khène a indiqué que ce fut une *«lourde responsabilité»* que de le rédiger. La motion *«recueillera quasiment tous les suffrages»*, a-t-il dit. *«J'ai donné le texte à Salah Benkobbi, qui était un membre du bureau de section de l'Ugema, qui l'a transmis pour sa part à Benkhedda»*, a-t-il signalé.

## Départ pour le front le 1er juin 1956

Lors d'un entretien livré au quotidien *El Watan*, Lamine Khène relatera les circonstances de son ralliement à la Wilaya II historique le 1er juin 1956. Avec son compagnon de la faculté d'Alger, Allaoua Benbaâtouche, ils prendront le train à destination de Constantine, où ils devaient rencontrer Mme Anne-Marie Chaulet, une enseignante française acquise à la cause algérienne, qui assurera la liaison avec les combattants de la Wilaya II. Après avoir pris, le lendemain, le chemin des maquis du Nord-Constantinois, ils seront au rendez-vous d'un groupe de plusieurs moudjahidine. Ce fut là leur premier

contact avec l'ALN. Huit mois auparavant, l'offensive du 20 août 1955 avait relevé le moral des combattants et libéré la zone de toute pression de l'armée française.

## Rencontre avec Zighoud Youcef et premières leçons d'hygiène

Après avoir été pris en charge, Lamine Khène se souvient, disciplinés qu'ils étaient son compagnon et lui – du fait qu'ils possédaient une formation de secouristes et avaient quand même suivi des études de médecine durant quatre années –-, avoir donné une première leçon d'hygiène aux combattants venus à leur rencontre. Une fois rejoint le PC de la Wilaya 3, Zighoud s'y trouvait en compagnie de son état-major, en l'occurrence Ali Kafi, Salah Boubnider dit Saout El Arab, Ali Mendjeli, Abdelmadjid Kahlerass, Amar Chetaïbi, Amar Benaouda et Mahdjoub Belaïfa

## Premier bombardement, première intervention chirurgicale

Lamine Khène se souvient, quelques jours après son arrivée dans les maquis nord constantinois, d'un bombardement perpétré par l'aviation puis l'artillerie françaises, à la suite de la localisation du lieu où se trouvaient les principaux responsables de la Wilaya II. A ce sujet, Lamine Khène dira : «Ce fut un bombardement au canon 105 millimètres. Lorsque ce dernier cessa et après s'être mis à l'abri en compagnie des autres combattants, on m'a amené un djoundi qui avait une partie des fesses complètement arrachée par un éclat d'obus. Il fallait opérer à la lueur d'une bougie. L'intervention s'est passée dans des conditions inimaginables (…). J'ai ainsi effectué mon premier acte de chirurgie de guerre. Par bonheur, le blessé était jeune et vigoureux. Il a pu s'en remettre.»

## Parcours politique et responsable de haut niveau

En 1957, Lamine Khène intègre le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), puis, en 1958, occupe les fonctions de secrétaire d'Etat au sein du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Une fois le recouvrement de l'indépendance acquis, il reprend puis termine ses études en médecine, qu'il avait abandonnées en 1956. En 1965, il est désigné à la tête d'un organisme de mise en valeur des richesses du sous-sol algérien. Le 24 septembre 1966, il est nommé ministre des Travaux publics dans le gouvernement Boumediene II. Fin novembre 1972, il est élu secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), dont le siège est à Vienne (Autriche), fonction qu'il occupera jusqu'à sa mise à la retraite en 1986. Aujourd'hui, Lamine Khène vit à Alger, il est âgé de 81 ans.

A.M.

1- Abderrahmane Khène, 2- Abdelhafid Boussouf, 3- Houari Boumediene, 4- Mustapha Ben Aouda, 5- Mohamed Boudaoud dit Mansour, 6- Hadj Saphar

# LES PREMIERS CONTACTS DU GÉNÉRAL DE GAULLE AVEC LE GPRA

Abderrahmane Farès

Georges Pompidou

Bien avant la constitution du GPRA le 19 septembre 1958, et dès son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle avait entamé les premiers contacts avec les dirigeants du FLN, dont certains restèrent secrets et informels.

Le 1er juin 1958, il convoque Abderrahmane Farés qui avait cessé toute activité politique et vivait à Paris. Celui qui fut président de l'Assemblée algérienne déclarait déjà en 1956 au gouverneur général de l'époque Robert Lacoste : « le seul interlocuteur valable reste le FLN ». Tout en n'ayant pas rejoint le FLN, il gardait des contacts poussés avec ses dirigeants, notamment avec Ferhat Abbas. Il avait ses entrées auprès des milieux libéraux français et était apprécié par les dirigeants gaullistes. De Gaulle lui aurait proposé de rentrer dans son gouvernement. Il aurait refusé après avoir consulté le FLN. Il fut alors chargé d'une mission de contact avec le FLN en relation étroite avec Georges Pompidou alors directeur du cabinet du général de Gaulle. Selon certains témoignages il aurait été partisan d'une indépendance de l'Algérie par étapes. Il aurait conseillé au gouvernement français de proposer un

*Par Boualem Touarigt*

état algérien autonome au sein de la communauté française avec application stricte de l'égalité en droits et en devoirs entre tous ses habitants. Cet état autonome aurait pu par la suite demander son indépendance, conformément aux nouvelles dispositions de la constitution française. Il semble que c'était aussi la vision défendue par de Gaulle. Ferhat Abbas était loin de cette position. Il avait affirmé à la conférence de Tanger de juin 1958 : « La position de de Gaulle signifie la guerre ». Pour lui, il fallait rejeter la politique d'intégration et rester ferme sur le préalable de la reconnaissance du droit à l'indépendance. Dans un rapport au CCE de juillet 1958 il affirmait que tout serait perdu sans la combativité guerrière et le soutien populaire ; même s'il fallait manifester de la souplesse et se préparer à la négociation.

Le 18 août 1958 (le GPRA n'avait pas encore été constitué), Abderrahmane Farés et Ferhat Abbas se rencontrent à Montreux en Suisse. Farés informe le représentant du CCE que de Gaulle était prêt à entamer des pourparlers. Abbas répond que la direction du FLN était favorable à une rencontre officielle en terrain neutre.

De son côté, René Brouillet, secrétaire général aux affaires algériennes auprès du général de Gaulle dépêcha l'écrivain algérien Jean Amrouche pour mener de premiers contacts avec des représentants du FLN à Rome. Il s'agissait de sonder les intentions des dirigeants de la révolution.

Le CCE reste prudent. Le gouvernement français renforce la pression sur les organisations algériennes établies en France. Le FLN décide de porter la lutte sur le territoire de la métropole. Abdelhafid Boussouf exprime dans une interview à une revue française la position du CCE : « On veut nous pousser à tomber dans un piège ». Le 11 septembre 1958, René Brouillet envoie à Ferhat Abbas une lettre portée par Abderrahmane Farés dans laquelle il lui propose une rencontre à Paris. Le délégué du CCE demande une rencontre avec une personnalité officielle en terrain neutre. Le général de Gaulle lui transmet alors ce qu'on appellera « le document Pompidou » qui n'aborde que les aspects pratiques de l'éventuelle visite d'une mission du FLN en France. Ferhat Abbas exige un rencontre officielle de haut niveau en terrain neutre. Le document Pompidou est jugé inacceptable politiquement.

Le 3 octobre 1958, au cours d'un voyage en Algérie, le général de Gaulle lance le plan de Constantine, annonçant une réforme agraire, la création d'emplois, la construction de logements ainsi que l'officialisation de l'égalité en matière de droits politiques et d'accès aux emplois publics. Au même moment, Ferhat Abbas avait rencontré en Suisse Abderrahmane Farés et Jean Amrouche qui avaient insisté sur la volonté du gouvernement français d'ouvrir des pourparlers. A Tunis, il donne un entretien à un journaliste autrichien dans lequel il affirme la volonté du GPRA d'entamer une phase nouvelle : « Nous souhaitons la coopération avec les Français sur la base de nouvelles relations, dès que nous aurons obtenu l'indépendance. » Dans un entretien au journal du FLN El Moudjahid, le président du GPRA réaffirme sa disponibilité pour une rencontre officielle en terrain neutre. A la fin du mois de septembre une rencontre informelle réunit le ministre français Robert Buron avec Ahmed Boumendjel au cours d'un colloque en Italie.

Le 20 octobre Ferhat Abbas rencontre à nouveau Abderrahmane Farés, cette fois-ci au Caire qui lui tient le même langage optimiste sur la volonté de négociation du gouvernement français.

Le 23 octobre 1958, le général de Gaulle, au cours d'une conférence de presse offre « la paix des braves » aux combattants de l'ALN, les invitant tout simplement à se rendre. Le GPRA réagit fermement le 25 octobre en appelant les combattants à renforcer la lutte et rappelant sa conception de la négociation : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas simplement un problème militaire. Il est essentiellement politique. La négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie. Notre but est l'indépendance ». Les contacts sont rompus. On apprendra plus tard, que de Gaulle avait au même moment nommé le général Challe comme adjoint du général Salan chef de l'armée française en Algérie avec pour mission de se préparer à la relève et mettre au point un plan pour éliminer les combattants de l'ALN. Sa nomination est confirmée le 19 décembre et son plan est mis en application à partir de février 1959.

La volonté de négociation du général de Gaulle a-t-elle été exagérée par les différents intermédiaires, dont certains avaient peut-être eu le grand espoir de les voir aboutir rapidement, parce que parties intéressées ? Comment comprendre que très tôt, dès le mois de juin 1958 le président français avait voulu prendre contact avec les dirigeants du FLN ? L'appel à la reddition des combattants de l'ALN signifiait-il un virage ou la continuité d'une politique ? Comment comprendre sa démarche ? Avait-il une stratégie et laquelle ?

*B.T*

# LE GPRA DE 1958 À 1962

De g. à dr: **Saâd Dahlab,Mohammedi Said, Krim Belkacem ,Benyoucef Benkhedda, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf et M'hamed Yazid**

Le GPRA fut constitué à un moment particulier de l'histoire de la guerre de libération. L'alliance de la tendance dure des Européens d'Algérie et de la frange extrémiste de l'armée française avait conduit à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Celui-ci, dès le début de son gouvernement, montra sa stratégie : renforcer les moyens militaires pour obtenir une victoire sur l'ALN et transformer en profondeur l'Algérie par une série de mesures politiques, économiques et sociales. Il voulait garder l'Algérie à la France. La France nouvelle qu'il voulait construire en avait besoin : pour son pétrole, ses bases militaires, son centre d'expérimentation nucléaire. Mais il avait compris qu'il ne pouvait maintenir la situation antérieure. Il était convaincu que l'Algérie coloniale avec l'exclusion totale des populations algériennes était condamnée. Il fallait transformer profondément le pays pour espérer le garder rattaché à la France. Pour lui, il était indispensable que les Algériens soient dirigés par leurs compatriotes. Il s'attacha donc à améliorer la situation des populations (ce fut le plan de Constantine) et à dégager une élite locale favorable à

*Par Boualem Touarigt*

De g. à dr. : **M'Hamed Yazid, Lakhdar Bentobbal, Krim Belkacem, Benyoucef Benkhedda, Mohammedi Saïd, Abdelhafid Boussouf, Saâd Dahlab**

des liens forts avec la France. En même temps, il voulait obtenir une victoire militaire rapidement pour réaliser son projet. Il n'excluait pas l'indépendance à terme d'une Algérie « collaborant étroitement avec la France » mais dirigée par une élite locale proche de la France. Cette démarche, de Gaulle la prépara aussi pour les colonies africaines qui étaient loin de représenter les mêmes enjeux en instaurant la communauté française dans sa nouvelle constitution, un ensemble d'Etats liés à la France, avec la possibilité d'accéder plus tard à l'indépendance.

La tâche du GPRA s'annonçait extrêmement rude. Il devait d'abord renforcer la lutte armée. Sur ce point, il put acquérir d'importantes quantités d'armement. Le renforcement de son audience internationale lui permit d'obtenir une aide financière qui compléta le soutien conséquent de l'émigration algérienne. Le GPRA mit en place une véritable administration des finances dirigée par Ahmed Francis. Le bouclage des frontières, par l'installation des barrages électrifiés, rend extrêmement difficile le ravitaillement des combattants de l'intérieur. Le harcèlement des frontières, même s'il oblige l'armée française à mobiliser une quantité importante de troupes (plus de 80.000 hommes), est très meurtrier pour l'ALN. La gestion des troupes restées en Tunisie est très délicate et les conflits sont fréquents. La nomination d'un état-major avec des officiers provenant de différentes wilayas permet la réorganisation de l'ALN extérieure en introduisant plus de discipline et de cohésion. Malgré le blocage du ravitaillement et les considérables moyens mis en place pour l'exterminer, l'ALN tiendra le coup au prix de très lourds sacrifices et rendra une victoire militaire de l'armée française impossible. En 1960, les populations algériennes des villes réoccuperont la scène politique en affirmant leur attachement à l'indépendance et leur soutien au FLN.

C'est sur le plan diplomatique que les résultats du GPRA sont les plus marquants. Aussitôt reconnu par les pays arabes, six pays asiatiques et trois pays africains, il reçoit un accueil favorable aux Etats-Unis et en Europe occidentale. En 1959 et en 1960, le GPRA accumule d'importants succès diplomatiques dans les pays socialistes : Chine, Vietnam, URSS. Il reçoit une aide matérielle et financière de plus en plus conséquente. En décembre 1960, l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît le droit du peuple algérien à l'autodétermination.

Face à la politique du général de Gaulle et soumis à de fortes pressions pour négocier, le GPRA mène un

combat extrêmement difficile. Dès son arrivée au pouvoir, de Gaulle sonde les intentions du FLN en envoyant des émissaires non officiels. On fait même parvenir un document secret dit « document Pompidou » dont l'auteur avouera plus tard que la discussion ne devait porter que sur les aspects militaires du cessez-le-feu. Cette apparente volonté de négociation est suivie par la déclaration du général de Gaulle du 23 octobre 1958 offrant « la paix des braves », en fait demandant la reddition des combattants de l'ALN. Le GPRA réagit fermement : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas simplement un problème militaire. Il est essentiellement politique. La négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie. Notre but est l'indépendance. »

Le GPRA reste ferme dans sa position. Celle-ci est confortée par l'échec du plan Challe en Algérie. Malgré tous les moyens dont il disposait, le chef de l'armée française en Algérie arriva à reconnaître qu'il ne pouvait assurer une fin totale des combats. « Si ce qu'on attend de moi est que je puisse dire : la moitié de l'Algérie est totalement pacifiée, il ne s'y produit plus d'attentats, il n'existe plus ni OPA ni bandes rebelles, je ne peux pas garantir au gouvernement un tel bulletin de victoire… » Le Mire a ce commentaire : « Il a promis à de Gaulle une victoire mais il sait que la victoire ne signifiera pas la fin totale des combats. » (*Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris 1982). L'ALN maintint sa présence, malgré d'énormes pertes. La volonté d'indépendance s'installa profondément au sein du peuple algérien qui le montra avec force à plusieurs reprises.

Malgré les moyens financiers utilisés pour la transformation de l'Algérie, de Gaulle ne put pas faire émerger une troisième force crédible pouvant contrecarrer l'influence du FLN sur les populations. Au contraire, les représentants des élites algériennes encore dans les institutions officielles reconnurent la représentativité du FLN et demandèrent l'ouverture de négociations avec lui. Il en fut ainsi des 13 députés et 12 sénateurs algériens qui firent une déclaration dans ce sens le 8 mars 1961.

En avril 1958, une figure marquante de ce qu'aurait pu être cette troisième force, Abdelkader Sayah, président de l'Assemblée algérienne, alors réfugié en Allemagne, avait assuré Ferhat Abbas qu'il se plaçait sous l'autorité du FLN. Il rejoignait un de ses prédécesseurs Abderrahmane Farès qui déclarait en septembre 1956 dans une lettre au gouverneur général Lacoste : « La solution du

**Benyoucef Benkhedda,** 2e à partir de la droite, avec Hô Chi Minh

problème algérien est politique et non militaire…Le seul interlocuteur valable à l'heure actuelle est le FLN qui a su grouper derrière lui la quasi-unanimité du peuple algérien. » Dans le même ordre d'idées, il faut relever que l'opinion publique française n'acceptait plus la poursuite de la guerre. Les référendums sur l'autodétermination puis sur les accords d'Evian furent approuvés par une majorité écrasante.

Elargissant son audience internationale, étant arrivé à regrouper la population autour de l'indépendance, ayant rendu impossible une victoire militaire grâce à la résistance de l'ALN, le GPRA dut aussi faire face à de multiples manœuvres politiques du gouvernement français jusqu'à l'ouverture des dernières négociations d'Evian. Les contacts furent plusieurs fois interrompus. De Gaulle chercha un temps à négocier également avec le MNA dont les militants en nombre extrêmement réduits étaient devenus des opposants armés à l'ALN. Le 1er avril 1961, le GPRA suspendit toute participation aux négociations qui étaient annoncées à Evian, montrant sa détermination après la déclaration de Louis Joxe, ministre chargé des Affaires algériennes, sur l'association d'autres partis politiques aux négociations. Il rappela ses positions de principe sur la reconnaissance du droit à l'indépendance de l'Algérie, la représentativité du FLN et l'intégrité territoriale du pays. De Gaulle fit de nouvelles ouvertures surtout après l'échec du putsch des généraux. Les contacts reprirent le 20 mai 1961 à Evian. Les positions avaient peu évolué et le GPRA montra sa détermination en refusant la trêve des combats. Les négociations furent suspendues le 13 juin et reprirent le 20 juillet 1961 à Lugrin sans succès. Les négociations achoppèrent sur la question du Sahara que de Gaulle voulut dissocier. Il évoqua même une possible partition de l'Algérie. En juillet 1961, les Algériens manifestent dans les villes pour l'indépendance et l'unité du territoire. La répression fait des centaines de morts.

Le CNRA se réunit du 9 au 27 août 1961 à Tripoli. Les débats tournent autour de la négociation avec le gouvernement français. La majorité des délégués redoute une modération du GPRA dans les derniers pas vers l'indépendance. Les combattants craignent un compromis avec des concessions excessives qui ne les satisferont pas. Ils exigent des positions fermes sur les droits de la minorité européenne sans statut privilégié, le respect de l'indépendance économique de l'Algérie indépendante, et des concessions mesurées et limitées dans le temps sur les bases militaires. Benkhedda est désigné comme président du GPRA ce qui fut compris comme un durcissement des positions du FLN dans la négociation qui avait été entamée. L'ALN est sous l'autorité d'un Comité interministériel de guerre, composé de trois ministres : Belkacem Krim, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf. Belkacem Krim, vice-président, et tout nouveau ministre de l'Intérieur, conduira les négociations d'Evian. Les représentants de l'ancienne UDMA quittent le gouvernement où les anciens centralistes du MTLD se retrouvent en force avec Benkhedda et Saad Dahleb. Le troisième GPRA a pour tâche désormais de gérer la fin de la guerre et de préparer l'indépendance. Le 5 septembre 1961, de Gaulle céda sur la question du Sahara. Le 8 novembre 1961 des contacts eurent lieu entre les experts. La grève de la faim déclenchée par les cinq dirigeants emprisonnés suspendit ces contacts qui devaient reprendre le 9 décembre 1961 aux Rousses. En janvier, le gouvernement français facilita la visite de ministres du GPRA aux dirigeants emprisonnés. Le 10 février des contacts officiels eurent lieu aux Rousses avec des délégations renforcées notamment du côté algérien par la présence d'experts militaires. On régla les questions de la gestion de la période transitoire entre le cessez-le-feu et le scrutin d'autodétermination dans ses aspects politiques et militaires, la sécurité des populations, de l'organisation du référendum. On trancha aussi les questions de la présence militaire française en Algérie après l'indépendance, l'exploitation des richesses naturelles, les mesures diverses d'ordre judiciaire. Le CNRA approuva le projet d'accord lors de sa session du 22 au 27 février par 45 voix pour et l'opposition de 4 délégués. Les négociations reprirent en plénière le 11 mars 1962. Le GPRA dut céder devant les dernières exigences du gouvernement français sur la double nationalité des Algériens d'origine européenne. Le 18 mars 1962, les accords mettaient fin à la longue période coloniale. Ils consacrèrent finalement la reconnaissance par la France du droit à l'indépendance du peuple algérien, revendication contenue dans la déclaration du 1er novembre 1954 et de laquelle le GPRA ne dévia pas.

A l'heure de l'indépendance, les contradictions internes du mouvement de libération s'aiguisent et remontent à la surface. Jusque-là contenues par des compromis qui furent souvent très difficiles à trouver mais qui préservèrent la règle du consensus le plus large, les contradictions éclatent au grand jour.

*B.T.*

# LE PLAN CHALLE ET LA STRATEGIE DU GENERAL DE GAULLE

*Par Boualem Touarigt*

Comment comprendre le plan Challe, lancé en févier 1959 par l'armée française pour obtenir une victoire totale sur l'ALN? Quel rôle devait-il jouer dans les objectifs politiques du gouvernement français? Quels ont été les moyens mis en œuvre, les tactiques utilisées? Comment l'ALN a fait face ?

Le plan Challe n'avait pas que des objectifs militaires. Il doit être compris comme un élément déterminant de la stratégie politique du général de Gaulle.

Dès le déclenchement de la guerre de libération le 1er novembre 1954, le gouvernement français a eu une réaction simple en estimant qu'il était face à des actes de banditisme qu'il fallait sévèrement réprimer. Une révolte de plus, comme il y en avait tant eu auparavant. La répression s'abattit sur les populations et sur des militants du mouvement national, y compris sur ceux qui n'avaient joué aucun rôle dans le déclenchement de la lutte armée. On envoya des renforts et on a pensé en terminer très vite.

La lutte armée s'intensifia dans l'année qui suit à tel point que l'on vit pointer officiellement des solutions politiques préconisées par le gouvernement français. Le problème algérien n'était pas nouveau et l'on ressortit les nombreux avertissements qui avaient été lancés à partir de 1945. Il ne suffisait peut-être pas de réprimer et il fallait faire quelque chose. C'était une sorte de premier résultat de la lutte armée. Les dirigeants français reconnurent la nature du mal et dans leur grande majorité préconisèrent des mesures à caractère économique et social. Sur le plan politique, l'éventail des positions fut assez large. Il y eut ceux qui refusèrent toute réforme politique. Le 3 janvier 1957, André Voisin secrétaire général du mouvement des élus locaux d'origine européenne déclarait : « les populations algériennes demandent du travail, du pain et de la justice. On juge leur donner satisfaction en leur accordant un bulletin de vote par tête, de valeur strictement égale en vertu des principes sacrés de la démocratie classique… La démocratie numérique est dépassée. » Les partis qui participèrent aux différents gouvernements, avancèrent des propositions de nature politique. Jusqu'en 1957 il y eut une série de discussions sur des projets de réformes politiques, en fait des reprises des textes déjà adoptés auparavant mais jamais appliqués. Mendès France, qui fut un bref moment, chef du gouvernement proposa des élections libres et la définition d'un nouveau statut de l'Algérie élaboré par les instances élues. Le plan du gouverneur général Soustelle comportait des mesures politiques (instauration d'un collège unique) et sociales (redistributions des terres et créations d'emplois) et proposait plus d'égalité (effort dans la scolarisation, accès aux emplois publics, équivalence des salaires). La crainte du gouvernement français était de voir la règle du suffrage universel accorder la majorité à des élus algériens. Il ne put jamais surmonter cette contradiction : suffrage universel et domination politique des Européens. On préconisa plusieurs formules dans le nouveau statut préconisé pour l'Algérie, notamment des pouvoirs réduits pour les instances élues au suffrage universel (où les Algériens auraient pu être majoritaires) au détriment d'instances nommées par le gouvernement français, dotées de la réalité du pouvoir afin de maintenir la domination européenne. Le maire d'Alger Jacques Chevalier, réputé libéral, reconnaîtra en août 1957 que le recours au collège unique était inévitable mais : « il sera sans doute nécessaire d'établir une chambre haute dans laquelle les Européens auraient une représentation plus importante » (Le Monde du 9 août 1957). Le ministre résident Robert Lacoste déclara : « en face de l'assemblée algérienne pourrait par exemple exister une assemblée dont le recrutement serait différent de la première, la décision intervenant après accord des deux assemblées » (conférence de presse du 16/09/1957).

## Les réformes envisagées pour l'Algérie

L'idée d'une réforme de l'Algérie avait pourtant progressé. Certains préconisèrent une large autonomie dans une France fédérale (par exemple le parti radical dans sa déclaration d'août 1956, et le maréchal Juin à la même période). D'autres envisagèrent dès 1957 le découpage en territoires ethniquement homogènes et le ministre Jules Moch alla jusqu'à suggérer un « Etat musulman » à côté de trois départements français. Cette idée de partition fut reprise plusieurs fois plus tard. La majorité des Européens d'Algérie refusèrent toute réforme impliquant le suffrage universel. Ils exigèrent le maintien du double collège. Les agriculteurs du Constantinois déclarèrent en septembre 1956 que c'était là « le seul moyen d'éviter l'éviction des Français de souche dans toutes les assemblées délibérantes ». Pourtant le grand capital colonial de type capitaliste (par différenciation avec la propriété coloniale de taille

**Le général de Gaulle** au centre de la photo et à l'extrême gauche **le général Challe**

plus réduite de type parcellaire) était prêt à céder ses terres moyennant indemnisation.

Mais toutes les mesures proposées se rejoignaient sur un point central : il fallait obtenir au préalable une victoire militaire sur l'ALN. Un premier pas avait été fait cependant par le gouvernement de Guy Mollet qui avait accepté des contacts secrets avec le FLN pour obtenir un cessez le feu. Il le déclara lors de sa conférence de presse du 10 janvier 1957 où il précisa sa démarche : cessez-le-feu et élections libres dans les trois mois pour discuter du nouveau statut. Il confirma son attachement au collège unique et annonça des mesures économiques et sociales pour améliorer les conditions de vie des Algériens. Pour lui, le FLN n'était pas représentatif de la majorité du peuple algérien et les contacts avec lui avaient échoué parce qu'il exigeait le préalable de l'indépendance. Le journaliste Jacques Fauvet interprétait ainsi la position de Robert Lacoste, alors ministre résident : « Il est persuadé qu'il faut tenir aussi longtemps qu'on n'entrevoit pas de solution permettant de préserver à coup sur la présence française» (09 janvier 1957). Les gouvernements français se retrouvaient dans une situation inextricable. La guerre de libération s'étendait, la « pacification » était moralement et financièrement trop coûteuse. On estimait en 1956 à 317 milliards de francs les dépenses militaires et on ne parvenait pas à susciter une adhésion populaire. Les méthodes de l'armée française renforçaient les rangs du FLN et empêchaient l'émergence d'une élite algérienne favorable au gouvernement. De plus le vote des pouvoirs spéciaux, l'appel aux militaires et l'emploi généralisé des mesures de répression allaient compliquer le problème. Le gouvernement français se rendit compte qu'il fallait gagner à sa cause au moins une partie des Algériens et dégager une élite locale opposée au FLN. Les mesures de « pacification » éloignaient cet objectif et les représentants des élites algériennes jusque-là considérées comme modérées avaient rejoint le FLN. L'aile extrémiste de l'armée devenait partie prenante du jeu politique et s'était alliée aux éléments les plus durs de la minorité européenne. Pour le FLN la démarche était relativement claire. Il devait obliger le gouvernement français à négocier avec lui sur la base de l'indépendance. C'était sa position dans la déclaration du 1er novembre 1954 et il s'en tenait à sa stratégie du congrès de la Soummam : étendre la lutte armée, ancrer l'idée d'indépendance au sein du peuple algérien, regrouper toutes les forces politiques, élargir son audience auprès de l'opinion française en métropole, obtenir des victoires diplomatiques sur la scène internationale.

Dès son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle reprend à son compte les propositions des précédents gouvernements. Il applique le suffrage universel avec collège unique (contenu dans la loi-cadre de Robert Lacoste adoptée en janvier 1958) lors du référendum sur la constitution le 28 septembre 1958. Il élargit les mesures économiques et sociales préconisées par ses prédécesseurs en en faisant le plan de Constantine qu'il annonce le 3

octobre 1958. Cette démarche doit être mise en relation avec ses mesures strictement militaires : le 15 octobre, il désigne Challe comme adjoint du général Salan qu'il remplacera le 19 décembre comme commandant en chef de l'armée en Algérie, avec la mission de mettre sur pied un plan pour en finir avec l'ALN (le plan Challe débuta le 6 février 1959).

## Le général Challe

Le 23 octobre de Gaulle offre « la paix des braves », demandant la reddition des combattants de l'ALN. Le GPRA qui venait d'être constitué un mois plus tôt, répliqua aussitôt le 25 octobre par un communiqué : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie, n'est pas simplement un problème militaire, il est essentiellement politique. La négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie. Notre but est l'indépendance. » Il appela à renforcer la lutte armée. Le général de Gaulle résume sa stratégie dans son discours du 8 janvier 1959 où il réserve « une place de choix à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement liée à la France. » Il accepterait une Algérie indépendante, mais pas avec le FLN. Il compte sur son plan de Constantine pour la transformer et sur le plan Challe pour la pacifier.

## De Gaulle vise l'élimination de l'ALN

Il cherche une victoire militaire pour que le GPRA ne soit plus en mesure de dicter ses conditions, et il espère dégager une élite algérienne favorable au maintien de liens forts avec la France, appuyée par une majorité de la population. Il sait que si la guerre continue, il sera impossible de dégager cette troisième force. Il devait s'en ouvrir aux militaires lors d'une visite en Algérie fin août 1959 : « même en la pacifiant complètement, nous ne garderions pas l'Algérie pour longtemps si nous ne la transformions pas de fond en comble afin d'en faire un pays moderne. L'évolution prévue par le plan de Constantine que nous avons étudié doit permettre cette transformation sur le plan matériel. Mais il est nécessaire aussi qu'intervienne une transformation morale. L'ère de l'administration indirecte des autochtones par l'intermédiaire des Européens est révolue. » Mais il n'oublie pas le volet militaire de sa stratégie en affirmant : « …J'ai constaté des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification menée ici. Elle devra être achevée.» Un mois plus tard, le 16 septembre 1959 il annonce qu'il consultera les Algériens sur leur avenir et demandera à tous les Français d'entériner ce choix. Le 29 septembre le président du GPRA annonce qu'il est prêt à négocier sur l'indépendance. Mais de Gaulle ne relâche pas sa pression militaire. Le Plan Challe continue. L'opération "Jumelles" commencée le 22 juillet 1959 dans la wilaya 3 continuera jusqu'au 3 avril 1960. L'opération "pierres précieuses" entamée le 6 septembre 1959 dans le Constantinois se déroulera en plusieurs étapes dont la dernière "Jade Onyx" est déclenchée en mai 1960. Dans le Hodna l'opération "Etincelle" de juillet 1959 est suivie en juin 1960 par "Flammèche". C'est en 1960 que seront engagées les opérations "Prométhée" dans le sud Oranais et "Cigale" dans la région centre, "That" dans les Ouled Naïl. En octobre 1960, le Général Crépin

Le général Challe

Le général De Gaulle

(qui avait succédé à Challe le 24 avril 1960) déclencha dans les Aurès la série d'opérations "Trident" planifiées par son prédécesseur et qui avaient été programmées initialement pour avril 1960. C'est en 1961 (« Isère » en mars et « G9 » en septembre) que furent clôturées les dernières grandes opérations dans les Aurès. Au cours de ce qu'on appela « la tournée des popotes » qu'il fit début mars 1960, de Gaulle aurait dit, d'après Claude Paillat (dossier secret de l'Algérie) : « Il faut que le succès des armes soit incontestable. Si les rebelles déposent les armes, l'armée doit les prendre, mais je n'y crois pas. Alors il faut que l'armée aille les chercher. » Trois mois plus tard, de Gaulle s'adresse directement au GPRA à qui il déclare qu'il est prêt à négocier avec lui directement. Cela débouchera sur la première rencontre de Melun le 21 juin 1960 qui ne donna aucun résultat mais qui valut par son côté psychologique. Le 5 juillet 1960, Ferhat Abbas déclare : « Nous devons renforcer nos moyens de lutte et notre combat armé. L'indépendance ne s'offre pas. Elle s'arrache. La guerre peut être encore longue. » Il reprend la même position dans sa proclamation du 1er novembre. Le 4 novembre de Gaulle reconnaît l'existence future d'une Algérie algérienne « qui existera un jour ». Les manifestations des Algériens en décembre 1960 dans différentes villes sont réprimées dans le sang. Elles montrent l'assise populaire de l'idée d'indépendance. La pacification est un échec malgré les moyens déployés, et l'émergence d'une troisième voie est impossible. Les contacts entre le GPRA et le gouvernement français reprennent en février 1961. Après le putsch raté du 21 avril, le gouvernement français annonce une trêve unilatérale le 20 mai 1961. Il suspend les grandes opérations militaires offensives pour une année. Le 22 octobre 1961, de Gaulle se prononce pour un référendum qui aboutirait à « l'institution d'un état algérien souverain et indépendant ». Un compromis est alors en vue sur deux questions essentielles qui avaient bloqué les négociations : l'exploitation du pétrole du Sahara et le maintien de bases militaires. De Gaulle devait faire face à l'aile extrémiste et violente des Européens d'Algérie qui s'était lancée dans une opposition armée contre son pouvoir avec le soutien d'une partie des militaires, hostiles à l'indépendance.

On voit ce que fut la stratégie de de Gaulle depuis 1958. Celui-ci espérait une victoire militaire totale pour ne pas avoir à négocier l'indépendance avec le FLN. Il avait au début comme objectif d'améliorer les conditions de vie des populations algériennes pour que celles-ci rejettent la rupture totale avec la France. Il espérait comme solution extrême une Algérie indépendante à terme mais où les représentants des Européens auraient eu la direction effective de l'économie, partageant le pouvoir avec des élus algériens attachés à la France, la troisième force qu'il a essayé de dégager. Dans une phase suivante, il ne compta plus sur la minorité européenne dont une grande partie rejoignit un mouvement extrémiste violent qui s'opposa à sa politique. Il cherchait cette nouvelle Algérie qui aurait accueilli pour une durée indéterminée des bases militaires françaises, et aurait confié à des entreprises françaises l'exploitation du pétrole du Sahara, assurant ainsi un approvisionnement régulier

et à bon prix de la métropole. Un pays certes indépendant mais avec une présence militaire française importante et la tutelle effective sur l'économie et la vie du pays. Il chercha à faire adhérer une majorité des Algériens à sa politique (d'où le plan de Constantine) et à dégager une direction favorable, jouissant d'une certaine crédibilité. Cet objectif ne pouvait être atteint qu'au prix d'une victoire militaire. L'impossibilité de réduire l'activité militaire de l'ALN et de dégager une troisième force en dehors du FLN, l'amena à négocier avec le GPRA le meilleur compromis possible. De Gaulle fit de plus en plus de concessions politiques, imposées par les circonstances et l'évolution des rapports de force sur le terrain, mais il ne relâcha jamais la poursuite des actions militaires pour être à chaque fois en position de force.

Une vue des lignes électrifiées

## La stratégie militaire du plan Challe

Le plan Challe comprenait un axe stratégique important sur lequel il s'est appuyé : l'isolement de l'ALN de ses sources extérieures d'approvisionnement. Les barrages électrifiés avaient été entamés en 1957. La ligne Morice, du nom de l'ancien ministre de la défense de la 4ème république s'étendait le long des frontières terrestres avec le Maroc et avec la Tunisie. En plus des barbelés, les barrages comportaient des lignes électrifiées avec une surveillance électronique qui repérait les tentatives de passage et faisait déclencher les tirs de canon et l'intervention des blindés. Des patrouilles assuraient la surveillance de jour comme de nuit, aidées par des reconnaissances aériennes. Ces barrages furent efficaces et rendirent très difficile l'acheminement des armes aux combattants de l'ALN. Ils mobilisèrent quelques 80.000 soldats français pour leur surveillance.

On chercha aussi à couper l'ALN des populations. Plus de deux millions de personnes furent déplacées vers des camps de regroupement. Leurs villages furent rasés et les territoires désertés furent considérés comme zones interdites où l'on intensifia les bombardements massifs. Cette pratique fut systématisée et on institua en novembre 1959 une inspection générale des regroupements de population.

Auparavant, dès 1955, le gouverneur général Jacques Soustelle avait institué les SAS qui visaient un objectif similaire. Gérées par des militaires, ses sections administratives spécialisées étaient destinées à rapprocher les services publics des populations rurales isolées, apportant l'école et des soins principalement. On chercha à réduire l'influence du FLN et à susciter des adhésions.

Le plan Challe se basait sur l'emploi de forces importantes pendant des périodes relativement longues qu'on utilisait pour occuper les terrains et rechercher les combattants de l'ALN. Cette tactique se basait sur l'utilisation intensive des hélicoptères qui permettaient de déplacer rapidement les troupes. Les grandes unités dites de réserve générale, qui dépendaient directement du haut commandement intervenaient massivement et par surprise sur

La ligne Morice

un vaste secteur qui était bouclé avec le soutien des troupes dites de secteur qui étaient sous l'autorité des chefs militaires locaux. Elles avaient pour mission de rechercher les combattants de l'ALN et, en liaison radio permanente, pouvaient être déplacées très rapidement sur les lieux de combat. Les unités opérationnelles constituées de troupes nombreuses (on utilisa 40.000 soldats pour l'opération jumelles) étaient transportées avec une grande rapidité sur le terrain grâce à l'utilisation massive des hélicoptères. Les troupes laissées en réserve étaient déposées par la voie des airs sur les différents points d'accrochage où il leur fallait un temps très court pour intervenir. Le général Challe s'en expliqua : «Il ne suffit pas d'effectuer un bouclage, de ratisser et de partir. Il faut rester et dans une très grande zone car le fellagha marche très vite dans une région qu'il connaît bien. Il faut donc le pousser vers l'inconnu. Si nous restons longtemps, si nous prenons le djebel, si nous l'occupons jour et nuit le rebelle va se cacher. Or il faut qu'il vive. On ne vit pas dans une cache. Surtout dans une guerre pareille. L'ennemi a besoin de contact avec la population sinon celle-ci se désintéresse de lui et du combat qu'il mène. Si chaque fois qu'il sort, quelle que soit la région, il tombe sur une zone alertée sa vie va devenir impossible. C'est ce que nous devons réussir : lui rendre la vie impossible. » On cherchait a entretenir une situation d'insécurité permanente au sein des zones de repli et de cantonnement de l'ALN en utilisant au mieux les capacités offertes par les hélicoptères en matière de reconnaissance, d'appui et de déplacement des soldats. On repère une katiba de l'ALN et on ne la lâche plus, on la poursuit et on l'oblige à éclater en petits groupes. Là interviennent les commandos de chasse mis en place par le général Challe. Il s'en expliqua ainsi : (d'après son chef d'état-major, le général de Boissieu) : « le quadrillage forcément un peu statique par un contrôle léger et dynamique d'unités qui, pourchassant sans trêve les bandes dans les djebels, créeront chez elles l'insécurité et leur rendront la vie intenable. C'est dans ce but que j'ai prescrit la mise sur pieds de commandos de chasse. » Plus tard il précisa sa conception : « Je veux de véritables chasseurs. Je veux que chaque commando soit accroché à chaque katiba, la marque comme au rugby, la fasse courir, la déplace à une zone voisine où un autre commando de chasse prendra le relais. Il faut les épuiser et leur faire changer de terrain. » Ces commandos de chasse, petites unités extrêmement mobiles, ont été constituées en majorité de supplétifs algériens, et vivaient de jour comme de nuit dans les maquis, agissant sur renseignements soutirés auprès de la population. En liaison radio avec leur commandement, elles traquaient les petits groupes de l'ALN, issus des unités que l'intervention massive des troupes de réserve générale avait forcé à éclater. Elles vivaient comme eux, sur les mêmes lieux, surveillaient leurs itinéraires, leurs lieux de ravitaillement, leurs refuges. Elles pouvaient bénéficier de

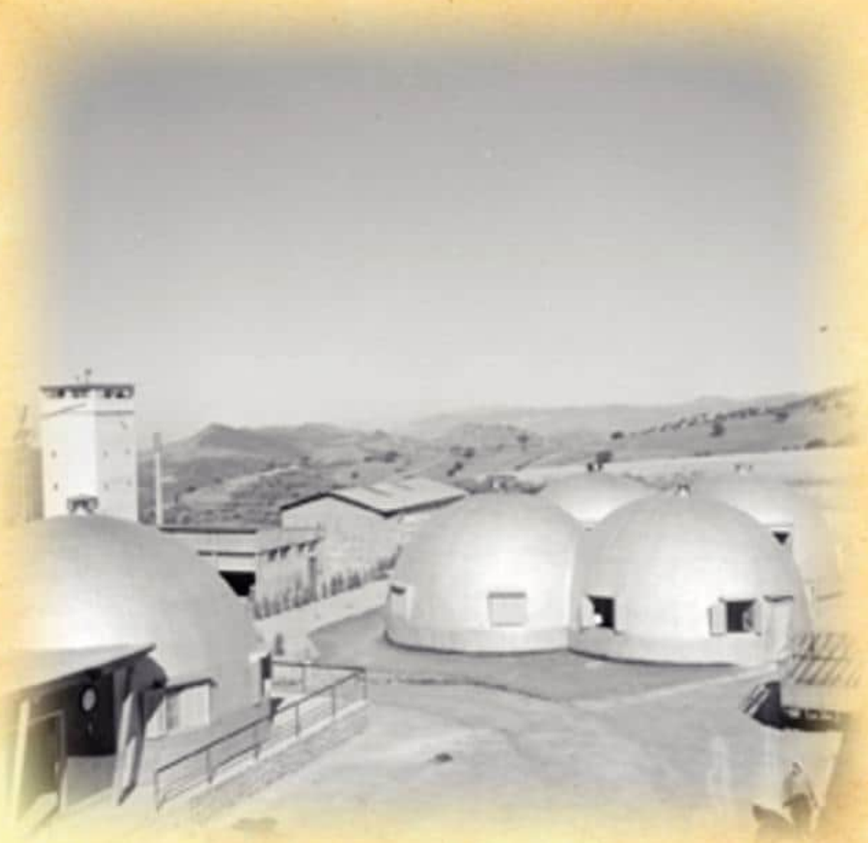
l'intervention de soldats héliportés et d'un appui aérien si nécessaire. L'armée française était arrivée dans bien des cas à comprendre qu'une unité de l'ALN vivait dans un territoire délimité où elle était connue des populations sans lesquelles elle ne pouvait tenir. Les commandos de chasse furent très souvent collés à des unités de l'ALN qu'elles poursuivaient sans cesse dans un territoire délimité jusqu'à les accrocher.

## Un camp de regroupement

Dans ce dispositif, le renseignement était indispensable. Il fallait récolter l'information qui permettait de déclencher les grandes opérations dans la surprise et avec le plus de chance de succès. Le général Challe mit en place un réseau de renseignement généralisé et institutionnalisé : les DOP (détachements opérationnels de protection). Il s'en expliqua ainsi : « Dans une guerre subversive, dans une guerre de maquis, le prisonnier doit être interrogé rapidement par ses vainqueurs. Le renseignement se décante petit à petit. On doit remonter la filière. Et il est difficile pour un non spécialiste de tirer quelque chose d'un prisonnier. » Il veilla à ce que ces unités soient dirigées par des spécialistes. Les commandos de chasse vivant dans les maquis avaient aussi besoin de soutirer l'information auprès des populations des villages isolés et des prisonniers, et de l'exploiter rapidement, utilisant des méthodes violentes, sans contrôle aucun, loin de tout témoin.

Les résultats furent différents. Les

Une SAS



combattants résistèrent par exemple mieux en Kabylie. « On estime que la rébellion n'a perdu que 40% de son potentiel. Les rebelles ont su se fractionner et courir plus vite » (Le Mire). Challe qui commanda directement les 40.000 hommes engagés dans l'opération Jumelles aurait dit : « Les katibas ont disparu. Où ? En profondeur ! Dans la population ».

Paradoxalement, l'ampleur du plan Challe a pu jouer sur le renforcement du moral des combattants de l'ALN : c'étaient les dernières cartouches de l'armée française. Celle-ci n'avait pas autre chose à mettre en place, pas d'autre plan aussi coûteux. Il n'y aurait rien après. Les deux parties étaient engagées dans une sorte de guerre d'usure. Pour l'une, les moyens colossaux devaient aboutir à une victoire rapide. Pour l'autre, il fallait tenir à n'importe quel prix, survivre et renaître ensuite. Le temps ne jouait pas en faveur de l'armée française. On sait maintenant que Challe avait un délai limité. Le premier ministre Michel Debré l'aurait prévenu : il faut pouvoir dresser un bulletin de victoire au mois de juillet 1959. Le général Georges de Boissieu confirmera : « ce n'est pas sans étonnement que le général Challe reçoit fin avril une curieuse lettre du premier ministre lui prescrivant de lui soumettre un programme de réorganisation de notre système militaire, prétextant que la situation en Algérie ne peut continuer à obérer indéfiniment les finances de l'Etat » (cité par Le Mire).

L'opération Jumelles, en Kabylie, sous le commandement du **général Challe**

## La pacification est inutile

En 1959, de Gaulle reconnut six mois après le déclenchement du plan que la pacification pouvait s'avérer inutile. Il le dit aux militaires lors d'une visite en Algérie fin août 1959 : « même en la pacifiant complètement, nous ne garderions pas l'Algérie pour longtemps si nous ne la transformions pas de fond en comble.» En avril 1959 déjà il affirmait dans un entretien accordé à l'Echo d'Oran : « Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays…Si cette évolution échoue ; même si la pacification était définitive, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous, car à la première occasion elle se soulèverait de nouveau et cette fois, il n'y aurait plus de solution ».

Sur le plan strictement militaire, les initiateurs de ce plan en reconnaissent certaines limites : « le général Faure qui dirige tout ce cirque constate que les bandes ont déjà éclaté. Il va falloir s'armer de patience et entreprendre le long et indispensable travail de détail en surface. » (Le Mire sur l'opération Jumelles). Ce même auteur a ce commentaire : « Challe ne prétend pas liquider d'un coup l'ALN. Il veut affaiblir celle-ci afin de la rendre vulnérable aux actions des commandos de chasse. Il a promis à de Gaulle une victoire mais il sait que la victoire ne signifiera pas la fin totale des combats. Leur poursuite incombera aux commandos qui, pourchassant sans trêve les bandes dans les djebels, créeront chez elles l'insécurité et leur rendront la vie intenable ». Le général Challe aurait déclaré en février 1959 devant le comité de défense : « Si ce qu'on attend de moi est que je puisse dire : la moitié de l'Algérie est totalement pacifiée, il ne s'y produit plus d'attentats, il n'existe plus ni OPA ni bandes rebelles, je ne peux pas garantir au gouvernement un tel bulletin de victoire… ».

Les unités de l'ALN face à des troupes très nombreuses appuyées par d'importants moyens, intervenant sur de longues périodes sur un territoire étendu, sont obligées d'éclater en groupes de taille réduite, cesser temporairement leurs déplacements et réduire leurs activités. Les commandants de l'opération Jumelles constatent même qu'elles se sont fondues au sein de la population.

## Usage intensif de l'hélicoptère

Mais une fois ces grands moyens retirés, peut-on être sûr que l'ALN ne renouvellera pas ses forces? C'est l'hypothèse et le pari que fait Challe en affirmant que ce sera aux commandos de chasse de traquer les petites unités, supposant que l'affaiblissement des forces de l'ALN allait être définitif. Cette vision statique ne sera pas confortée sur le terrain. Avancer l'idée que les commandos de chasse, petits groupes parcourant les maquis suffiraient pour achever le travail d'élimination de l'ALN reviendrait à réutiliser une tactique déjà utilisée et qui avait échoué : celles de contre-maquis soutenus par l'armée française et combattant l'ALN.

Le plan Challe fut excessivement coûteux pour le gouvernement français ; mobilisant des dizaines de milliers d'hommes à chaque

fois, grevant considérablement les dépenses publiques. Moralement il fut encore plus coûteux et rendit vains et dérisoires les efforts faits en matière économique et sociale. La recherche à grande échelle du renseignement extorqué aux populations, systématisée dans toutes les unités militaires engendra des abus qui éloignèrent encore davantage les populations algériennes. Le regroupement des populations par son ampleur eut des conséquences négatives maintes fois décrites et étudiées. Il ne joua pas pour l'adhésion des Algériens à la politique de de Gaulle.

## Quelle indépendance ?

L'indépendance était inéluctable. Jusqu'en 1958, on imagina l'Algérie comme intégrée dans un état fédéral avec la France, comme région partagée entre provinces regroupant en majorité les Européens et provinces musulmanes, comme territoire où le pouvoir politique et économique serait entre les mains de la minorité européenne par des montages juridiques complexes accompagnant un suffrage universel et une participation plus apparente que réelle des populations algériennes à la gestion des affaires communes. La vision de de Gaulle n'a pas été fondamentalement différente. Après y avoir cru au début, il c
omprit qu'il ne pouvait compter sur la minorité européenne d'Algérie dont une partie resta extrémiste et hostile à toute évolution. La France ne pouvait devenir une grande puissance si la guerre durait en Algérie obligeant le maintien d'une très nombreuse armée et empêchant de dégager des moyens financiers pour industrialiser la métropole.

Usage intensif de l'hélico dans l'opération Jumelles

Le général de Gaulle voulait faire de la France une grande puissance militaire et industrielle, jouant un rôle important au niveau mondial, non inféodée à une alliance. Il chercha à dégager une force politique algérienne disposant d'un certain appui populaire et surtout distincte du FLN qu'il considérait comme peu malléable. Il ne la trouva pas, contrairement à certains pays d'Afrique où une élite locale assurait encore à la France une domination politique et économique, plusieurs décennies après l'indépendance. L'intérêt de la France, pour de Gaulle était l'exploitation du pétrole du Sahara pour assurer une indépendance à la France, le maintien de bases militaires et d'un centre d'essais nucléaires. Il ne semble pas que la minorité d'origine européenne fut une grande préoccupation pour de Gaulle, surtout que la position du FLN a été constante sur ce point : on retrouvera dans les accords d'Evian les positions énoncées par le FLN dans sa déclaration du 1er novembre 1954. De plus, l'appui accordé par une majorité de cette population à un mouvement extrémiste et violent diminua considérablement les possibilités de la voir jouer un rôle politique majeur. On ne chercha plus à garder l'Algérie à la France. On avait besoin du pétrole algérien et de bases militaires en Algérie. Comment réaliser cet objectif sans mener une guerre trop coûteuse et impopulaire ? De Gaulle fut alors convaincu que l'option militaire ne pouvait pas réussir et il négocia alors avec le GPRA le meilleur compromis possible.

*B.T.*

# *Hadj Moussa Akhamokh*
# LE MOUDJAHID QUI A FAIT AVORTER LES PLANS COLONIAUX

*Par Djamel Beltey*

Hadj Moussa Akhamokh

Chef spirituel des tribus berbères du Hoggar, homme bleu de la tribu de Kel Rela, qui réclame sa descendance de la reine mythique des Touaregs, Tin Hinan, Hadj Moussa Akhamokh aura marqué l'histoire algérienne par sa personnalité et son charisme. Ce « vaillant moudjahid », comme l'appelle le Président Bouteflika, a été l'un des piliers de la Guerre de libération dans le sud du pays et s'est mis au service de la lutte en achetant et en convoyant des armes de la Libye voisine pour l'armée de libération, notamment dans la Wilaya VI. Il aura aussi fait avorter les plans coloniaux de séparer le Sahara du nord de l'Algérie, en refusant l'alléchante offre de de Gaulle, lorsqu'il le recevait en 1961, de le nommer sultan sur un état qu'il comptait créer au sud.

Ce Targui, fier de ses origines et ses traditions, est né en 1921, et a vécu dans une famille de résistants, puisque son père, son oncle et son grand-père sont inscrits parmi les meneurs de la résistance targuie ayant conduit une farouche résistance face à l'occupant colonial et engagé de nombreuses batailles.

L'on rappelle particulièrement les différentes batailles livrées par les Touaregs depuis 1830, sous le commandement de cheikh Amoud et cheikh Bakda notamment celle de Tinhert près de Tin Trabin (1881), qui a coïncidé avec la résistance du cheikh Bouamama dans le sud-ouest, celle de 1898 qui a mis en déroute les forces d'occupation françaises, les batailles de 1881 et 1899, celle menée à Tenessa (1902), par le chef spirituel Moussa Ag-Amestane, et au cours de laquelle sont tombés au champ d'honneur 71 chahids de la région, celles de Taharaq et Ilamane en 1916 et 1917, qui ont entraîné de nombreux morts et blessés dans les rangs de l'armée coloniale qui s'était vue contrainte de solliciter la trêve auprès du chef Moussa Ag-Amestane.

C'est dans cet univers que Hadj Moussa Akhamokh a grandi et fait ses premières armes au contact d'hommes rompus à la guérilla et la lutte dans le désert.

## Le vaillant moudjahid

Au déclenchement de la lutte armée de novembre 1954, ce « vaillant moudjahid», était un militant acharné contre les forces coloniales françaises et membre de l'Armée de libération nationale (ALN). Il se met au service de la lutte en achetant et en convoyant des armes de la Libye voisine pour la Wilaya VI.

En 1956, à la création du premier groupe de moudjahidine à In Salah, Bey Akhamokh et son frère Moussa, qui ont accueilli chez eux à Tamanrasset le moudjahid Mohamed Djeghaba en mission au Sud du pays, sur instruction du chahid Si El Haouès, font étendre la révolution dans toute la région du Hoggar et créent le Front du Sahara, en réponse à la propagande colonialiste, prétendant que la révolte ne concernait que quelques régions du Nord. Hadj Moussa Akhamokh a particulièrement œuvré à l'organisation de l'action révolutionnaire, dans la région de l'Ahaggar à travers la distribution de tracts, la mobilisation, le financement et la collecte d'armes.

A partir de 1958, les populations touarègues, qui ont adhéré en masse aux objectifs de la Révolution, sont ensuite passées à l'action malgré la répression coloniale qui s'est abattue sur les moudjahidine, entraînant l'arrestation de nombre d'entre eux et leur détention dans les geôles de l'ennemi. Cela n'a pas freiné pour autant la lutte de libération dans le Hoggar, puisque plusieurs opérations militaires et de résistance avaient secoué la région jusqu'en 1962.

## Patriote convaincu, il a choisi l'Algérie

Ce monument de la région du Hoggar et de l'Algérie a aussi manifesté un attachement ferme à l'Algérie et a déjoué toute tentative visant à diviser l'Algérie, tout comme ses prédécesseurs à ce titre honorifique, qui avaient refusé l'offre alléchante du général de Gaulle, qui leur proposait « l'indépendance» vis-à-vis du nord de l'Algérie à la fin des années 1940. L'Histoire retiendra que la France, qui, a proposé ouvertement à Akhamokh de le désigner comme sultan d'un état qu'elle comptait créer dans la région, a, au terme de discussions qui ont duré 17 jours, essuyé un refus net de l'amenokal.

Après des contacts qui avaient été établis en 1959 par la France, l'amenokal Hadj Moussa a été reçu le 14 juillet 1961 à Paris dans le but de lui soumettre l'idée de sa proclamation comme sultan d'un état que la puissance coloniale voulait créer dans la région, l'amenokal a eu cette réponse, on ne peut plus claire : « Je ne vous demande pas l'indépendance de l'Algérie et je ne suis pas là pour demander d'être indépendant de l'Algérie.» Hadj Moussa Akhamokh a donc perpétué ce legs de ses aïeuls, qu'il laissera à ces successeurs parmi les touaregs Algériens lesquels, aujourd'hui affirment tout haut leur attachement à l'Algérie.

A l'indépendance, l'Algérie officielle doit à cet homme d'exception d'avoir sécurisé nos frontières sud. Personnalité dont l'aura dépasse largement les frontières algériennes, il a ainsi contribué à la résolution du conflit de l'Azawed, au nord du Mali, et contribué au développement de la région.

*D.B*

*La bataille d'El Djorf*

# LA MISE À L'ÉPREUVE DE L'ALN

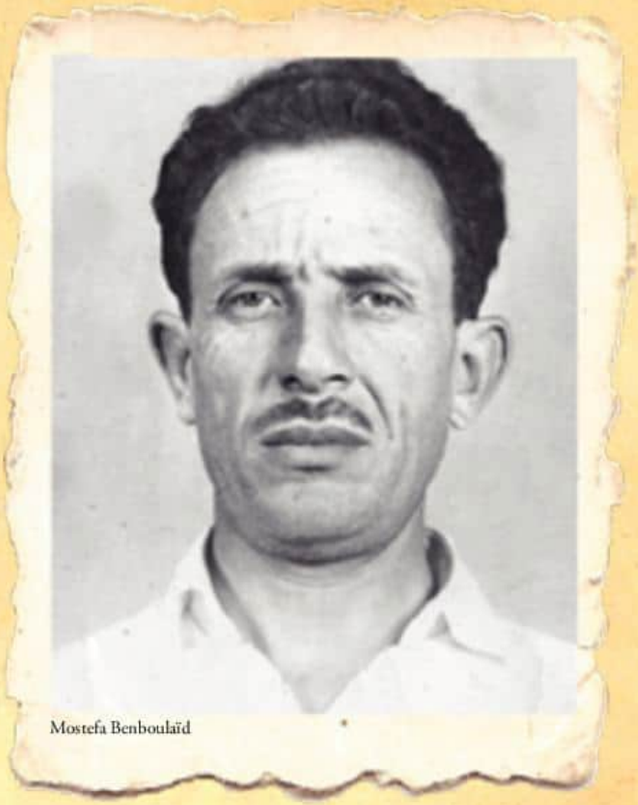
Des moudjahidine de l'ALN

***Des batailles d'envergure, il y en a eu durant la guerre de libération, mais celle d'El Djorf, dans les Aurès-Nemencha, reste indiscutablement la plus particulière. D'abord par la mobilisation de plus de 30.000 soldats français et d'un matériel de guerre jamais utilisé jusque-là en Algérie et ensuite par cette singularité d'être la première grande bataille qui a opposé l'ALN à l'armée française. Elle ouvrira le bal à toutes les autres batailles qui se sont déroulées dans différentes régions du pays.***

*Par Assem Madjid*

Mostefa Benboulaïd, le chef des Aurès, en prison à Constantine depuis son arrestation en février 1955 en Tunisie, Bachir Chihani prend les commandes des Aurès-Nemencha, secondé dans sa tâche par Adjel Adjoul et Abbès Laghrour. L'incarcération de Benboulaïd a laissé un grand vide dans une région plongée dans des luttes de leadership entre clans rivaux. Les Touaba de Omar Benboualïd, le frère de Mostefa, d'un côté, et les Serahna de Adjel Adjoul, de l'autre, n'ont pas facilité la tâche à Bachir Chihani, issu, quant à lui, du Khroub, dans la région de Constantine et l'ont ainsi contraint à chercher une issue pour sauver les meubles. Plus tard, et après la mort de Chihani, ces luttes vont s'exacerber à tel point qu'aucun chef n'a pu redresser la situation. Les chefs se succédaient mais la situation empirait au fil des années jusqu'à la nomination de Tahar Zbiri au début des années 1960.

C'est dans ces conditions, à la limite de l'exécrable, que Bachir Chihani décide de s'éloigner des Aurès et de son PC de Kimmel, pour mettre le cap sur les Nemencha dans le but d'organiser une porte ouverte sur la Révolution.



Mostefa Benboulaïd

Cela fait presque une année que la guerre de libération a commencé et l'ALN a plus que jamais besoin du soutien de la population pour continuer son œuvre libératrice. Le choix se porte sur El Djorf, situé sur Oued El Helaïl, en ce mois de septembre 1955. « Une région accidentée encaissée entre d'immenses falaises verticales, truffée de grottes, de galeries souterraines et, de plus, coiffée de deux rochers géants », témoigne Adjel Adjoul dans Les tamiseurs de sable de Mohamed-Larbi Madaci. Des gros moyens sont mis en œuvre pour la réussite de cette rencontre à laquelle sont conviés les notables de toute la région chaouie. Rien n'est laissé au hasard et beaucoup d'argent est débloqué pour l'achat de viande, couscous, légumes et fruits pour ce rassemblement auquel participent plus de 500 personnes dont au moins 300 moudjahidine, en plus des chefs comme Adjel Adjoul, Sidi Henni, Abbès Laghrour, Lazhar Cheriet et bien d'autres officiers de l'ALN. Le but est surtout de convaincre

Abbas Laghrour

Bachir Chihani

Des moudjahidine présentant de nouvelles armes

la population de la justesse de la cause et de « démentir dans les faits la propagande française qui présente l'ALN comme une bande de desperados ».
La fête atteint son comble quand Chihani prononce son discours explicatif sur les tenants et les aboutissants de cette guerre. Une parfaite symbiose règne entre moudjahidine et civils tous acquis à la cause. C'est maintenant fait et le tout nouveau chef des Aurès-Nemencha a réussi à transmettre le message dans une allégresse indescriptible dans la grotte qui servait de « salle de conférence ». Tous les doutes se sont maintenant dissipés et la Révolution passe désormais à une autre étape, celle de forcer l'ennemi à quitter le pays quel que soit le prix à payer. Rien n'indique que quelque chose se trame à l'extérieur et qu'un déploiement des forces ennemies se fait sans éveiller le moindre soupçon. Plus de 30.000 soldats, peut-être plus, bouclent tout le périmètre et n'attendent désormais que d'accueillir les moudjahidine qui s'apprêtent à quitter les lieux.
Adjel Adjoul raconte : « Franchement,

Soldat français en renfort sautant de l'hélico

Soldats français dans une mechta

je n'étais pas très chaud pour cette réunion de prestige. Je suspectais tout le monde. J'étais sûr que le 2e bureau avait infiltré ses éléments parmi les invités. A mon avis, c'était une erreur de mélanger civils et djounoud, mais Chihani avait décidé, nous n'avions qu'à obéir. » Ces doutes vont se vérifier quand, à l'aube, Bachir Chihani ordonne la dispersion. Les premiers partis reviennent vers la grotte et annoncent l'encerclement. C'est le remue-ménage mais les chefs veillent au grain et tempèrent les ardeurs des djounoud prêts à en découdre avec l'ennemi. Mieux encore, ils choisissent la voie la plus rationnelle consistant à percer les lignes ennemies au prix de leurs vies. Commence alors l'une des batailles les plus célèbres qu'a eu à livrer l'ALN. Elle dure plusieurs jours et plusieurs nuits. Les combats intenses et héroïques menés par les moudjahidine donnent du fil à retordre à l'ennemi assisté pourtant par des avions de combats, des tanks et des armes de tous calibres. Pendant que ces combats font rage, Bachir Chihani dirigent les combattants de sa grotte bien protégée par sa garde prétorienne. Adjel Adjoul, Sidi Henni, Abbès Laghrour, Louardi Guettal et Lazhar Chériet foncent droit vers les soldats ennemis. Il n'y avait pas d'autre alternative que de percer les lignes ennemies s'ils veulent que les pertes oient pas importantes dans les rangs des djounoud. Malgré un effectif réduit et un armement archaïque, ils opposent une farouche résistance. Tellement farouche que cette bataille est aujourd'hui intégrée dans le cursus de l'académie militaire de Saint-Cyr comme modèle de combat de guérilla. Pendant quatre jours et trois nuits, les combats s'intensifient et les pertes sont considérables d'un côté comme de l'autre. Ce n'est qu'à la fin du mois de septembre que les combattants de la liberté réussissent à desserrer l'étau et à infliger à l'ennemi l'une des plus grandes leçons de courage et de bravoure. Au lendemain de cette bataille, les deux camps comptent leurs morts. Au moins 80 maquisards sont dénombrés entre morts et capturés par l'ennemi alors que dans le camp adverse, les morts se comptent par centaines. Certains témoignage, comme celui de Bicha, avancent le chiffre de 400 morts, trois avions abattus et d'autres pertes aussi considérables les unes que les autres. La guerre de libération venait de connaître un grand tournant à travers cette bataille dont l'écho a dépassé les frontières. Bachir Chihani a réussi un double pari : celui de faire connaître la Révolution à l'intérieur du pays et de l'inscrire également dans la postérité.

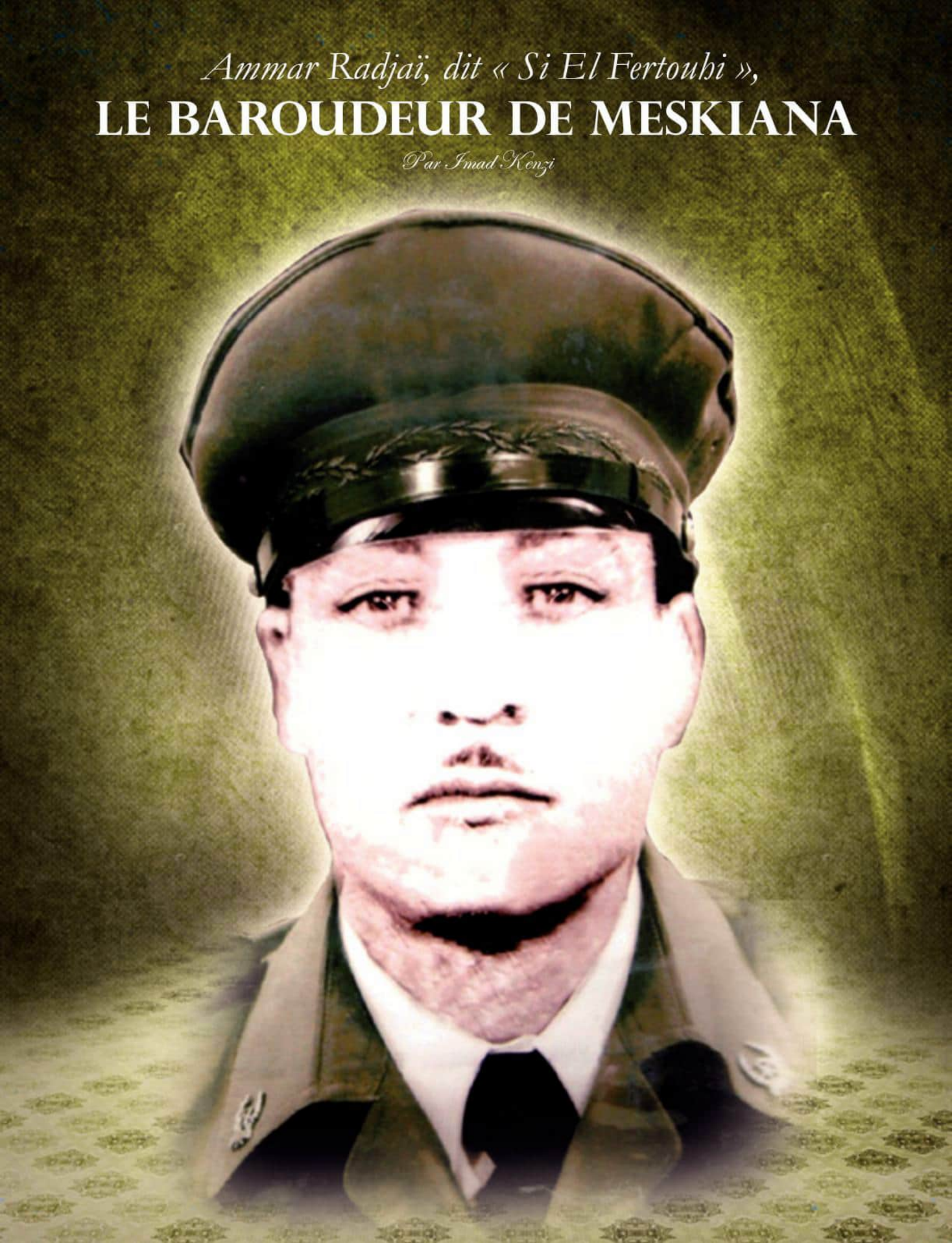
A. M.

*Source : Les Tamiseurs de sables de Mohamed Larbi Medaci*

*Ammar Radjaï, dit « Si El Fertouhi »,*

# LE BAROUDEUR DE MESKIANA

*Par Imad Kenzi*



De g. à dr. : **Benzaoui Harkati, Hamdi Hadj Ali, Ammar Radjaï, Abdellah Belhouchet, Boubdina Salah Essoufi**

Durant la nuit du 30 juin 1960, le commandant Ammar Radjaï dit Si Ammar ou encore « Si El Fertouhi », de retour de Tunis, tomba au champ d'honneur alors qu'il tentait de traverser la ligne Morice au niveau des frontières algéro-tunisiennes, plus exactement à l'est de la petite ville d'El Aouinet à proximité de Djebel El Kalb. Il fut brusquement électrocuté lorsque, carabine américaine entre les mains, il rampait sous les fils barbelés électrifiés que deux djounoud de l'ALN soulevaient de part et d'autre à l'aide de deux bâtons. Son corps inerte fut donc retiré par ses compagnons. Il avait été enterré durant la même nuit grâce au concours des populations de la tribu des Gouaoucha. On raconte d'ailleurs que le lieu de son enterrement fut changé quatre fois pour que l'ennemi ne trouve pas sa trace. Ammar Radjaï avait laissé cinq enfants qui vivaient avec leur mère parmi les refugiés algériens en Tunisie. Et c'était bien après l'indépendance, plus exactement vers la fin du mois de juillet 1962, qu'ils apprirent la nouvelle de la mort de leur père. Son fils Salah nous a confié que « le Comité interministériel de la guerre (CIG) allait désigner le commandant Slimane, Kaïd Ahmed, qui était alors membre de l'Etat-major général à Ghardimaou, pour nous présenter les condoléances, mais certains anciens compagnons de mon père s'y étaient opposés arguant le fait que ses enfants, encore trop jeunes, risquaient d'être traumatisés par une telle nouvelle. Voilà pourquoi, à mon avis, nous n'avions pas eu l'information du décès de mon père au moment de son électrocution au niveau de la ligne Morice. »

Au moment des faits, Ammar Radjaï était au commandement d'une expédition de 23 moudjahidines, dont le commandant Tahar Zbiri, qui devaient rallier le poste de commandement de la Wilaya I historique au cœur des Aurès. Parmi les autres officiers de l'ALN qui l'accompagnaient, il y avait également le colonel Slimane Déhiles dit Si Sadek, responsable de la Wilaya IV, qui comptait rejoindre l'Ouarsenis. C'était le Comité interministériel de la guerre qui avait

chargé le commandant Radjaï, vers la mi-février 1960, de conduire d'urgence cette délégation en mission spéciale pour franchir les lignes électrifiées et gagner ainsi le territoire algérien. Dans son cartable officiel, se trouvaient toutes sortes d'objets et de documents d'une extrême importance comme notamment des cachets officiels, des ordres de mission, des directives et des sommes d'argent destinées pour les besoins de la Wilaya I. Mais dès le départ, cette mission s'annonçait à la fois périlleuse et ardue. En effet, ce n'était qu'après plusieurs tentatives que Radjaï et ses compagnons réussirent à ouvrir une brèche dans la ligne Morice et entamer ainsi son franchissement. A ce propos justement, son fils Salah nous précise : « Cette expédition s'était malheureusement transformée en véritable odyssée. Elle avait duré plus de trois mois : du 14 mars 1960 à fin juin de la même année. Tout au long de cette période, ils faisaient face à plusieurs obstacles et à d'énormes difficultés à chaque fois qu'ils essayaient de franchir les lignes électrifiées et bien gardées par l'armée coloniale. Parfois, ils étaient accrochés en embuscade par l'ennemi. Parfois, ils étaient bombardés par l'artillerie de surveillance. C'était un marathon. Ils s'étaient à un moment donné rendus au sud de la Tunisie pour franchir ces lignes par le désert, mais c'était une vaine tentative. » Il faut dire que cette ultime mission du commandant Ammar Radjaï intervenait après sa participation active aux travaux du congrès du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) qui s'était tenu à Tripoli en Libye du 17 décembre 1959 au 18 janvier 1960.

## Parcours militant

C'est à Mechtab, une petite localité de la commune mixte de Meskiana qu'Ammar Radjaï, fils d'Abderrahmane et de Meziani Ouanassa, avait ouvert ses yeux pour la première fois le 21 janvier 1924. Après l'école coranique locale où il avait appris une partie du Saint Coran, il avait intégré l'école primaire de garçons de Meskiana (actuellement CEM Ibn Badis), où il obtint en 1937 son certificat d'études primaires. Après deux années au collège de Tébessa, Ammar Radjaï avait brusquement mis un terme à son cursus scolaire pour revenir auprès de ses parents. Cette décision s'explique, selon son fils Salah, par le fait que sa famille, à l'époque, n'était pas en mesure de subvenir matériellement aux coûts de sa scolarité. Le 15 octobre 1946, Ammar Radjaï décrocha un emploi dans les mines de fer de l'Ouenza où il exerça les fonctions de conducteur de centrale électrique de la mine. Il ne tarda pas alors à découvrir la lutte syndicale. Mais il n'avait jamais accepté d'adhérer à la section syndicale (CGT) de l'usine malgré l'insistance de son chef. Il avait préféré rejoindre les rangs du PPA/MTLD. Il milita d'ailleurs au sein de ce parti jusqu'au déclenchement de la révolution le 1er novembre 1954.

Après huit années passées aux mines de fer de l'Ouenza, il contracta au cours de l'année 1952 une tuberculose pulmonaire. Après une hospitalisation à Souk-Ahras, l'administration des mines lui accorda un congé de longue durée pour lui permettre de suivre sa convalescence dans une forêt prêt de sa région natale. Au même moment, il poursuivit son militantisme au sein de la cellule du PPA-MTLD de Meskiana qui était alors chapeautée par Ait Belkacem Amrane, plus connu dans la région sous le sobriquet d'Amrane le Kabyle. Ce dernier utilisait son local de tailleur pour les réunions politiques. Juste après le 1er novembre 1954, Ammar Radjaï avait pris contact avec le moudjahid Houha Belaid, responsable politico-militaire de la région de Meskiana, qui le nomma chef de l'organisation civile du Front de libération nationale, OC-FLN sur tout le territoire de la commune de Meskiana. Une nouvelle phase de militantisme allait ainsi s'ouvrir dans l'histoire de Si Ammar. Il avait entamé discrètement un travail de sensibilisation et de mobilisation au sein des populations rurales de sa région pour les convaincre de suivre la voie tracée par le tandem FLN-ALN.

## Ses importants faits d'armes

Le commandant Radjaï avait participé à plusieurs batailles que les djounoud de l'ALN avaient livrées contre l'ennemi dans sa région natale, notamment celles de Meskiana du 20 août 1956 et celles du mois de mars 1957 à Mesloula. Il avait également pris part aux batailles de djebel Garn Ahmar et du mont de M'zouria durant les années 1957 et 1958. Le premier fait d'arme d'Ammar Radjaï remonte au mois de février 1955 lorsqu'il attaqua, avec trois autres fidaïs, en plein jour à l'aide d'explosifs un lieu public très fréquenté par les soldats de l'armée française et leurs auxiliaires au niveau de la route nationale n°10 qui traverse la ville de Meskiana. Suite à quoi, il fut désigné secrétaire

Veste, Képi et Galons du Chahid **Ammar Radjaï**

des trois responsables de Meskiana à savoir : Amor Bougassi, Houha Belaid et Achour El Mouldi. Et avec le départ de Houha Belaid ayant définitivement quitté la région le 6 mai 1956, Si Ammar fut désigné par ses compagnons à l'unanimité comme chef politico-militaire de la région. Grâce à son abnégation et à son sens du devoir, il n'avait pas cessé de gravir les échelons. Ainsi, au mois d'août 1956, il fut nommé responsable de la zone 4 de la Wilaya I, zone qui s'étendait sur un immense territoire pour englober quatre communes mixtes à savoir, Meskiana, Ain Beida, Oum El Bouagui et Ain M'lila. Il avait dirigé cette zone d'une main de maître durant trois ans, du mois d'août 1956 au mois d'août 1959 alors qu'il assurait, avec le grade de capitaine, en même temps les fonctions de président du tribunal militaire de cette zone.

La disparition brutale du chef charismatique de la Wilaya I, Mustapha Benboulaid, durant la nuit du 23 mars 1956, avait provoqué un véritable bouleversement dans toute la région des Aurès/Nememchas qui resta sans commandant politico-militaire pendant plus d'une année. Face à cette situation imposée par les faits, et pour faire face à toute éventuelle asphyxie de la lutte armée dans la région, les capitaines Ammar Radjaï et Mahmoud Guennaz, respectivement responsables des zones 4 et 5 de la Wilaya I, avaient pensé à regrouper ces deux zones pour en faire une sorte de nouvelle « wilaya ». Ce projet, appuyé par Abdellah Belhouchet et Hamdi El Hadj Ali, n'avait pas duré plus de six mois (septembre 1956/mars1957), car il n'avait jamais été reconnu officiellement par le CCE.

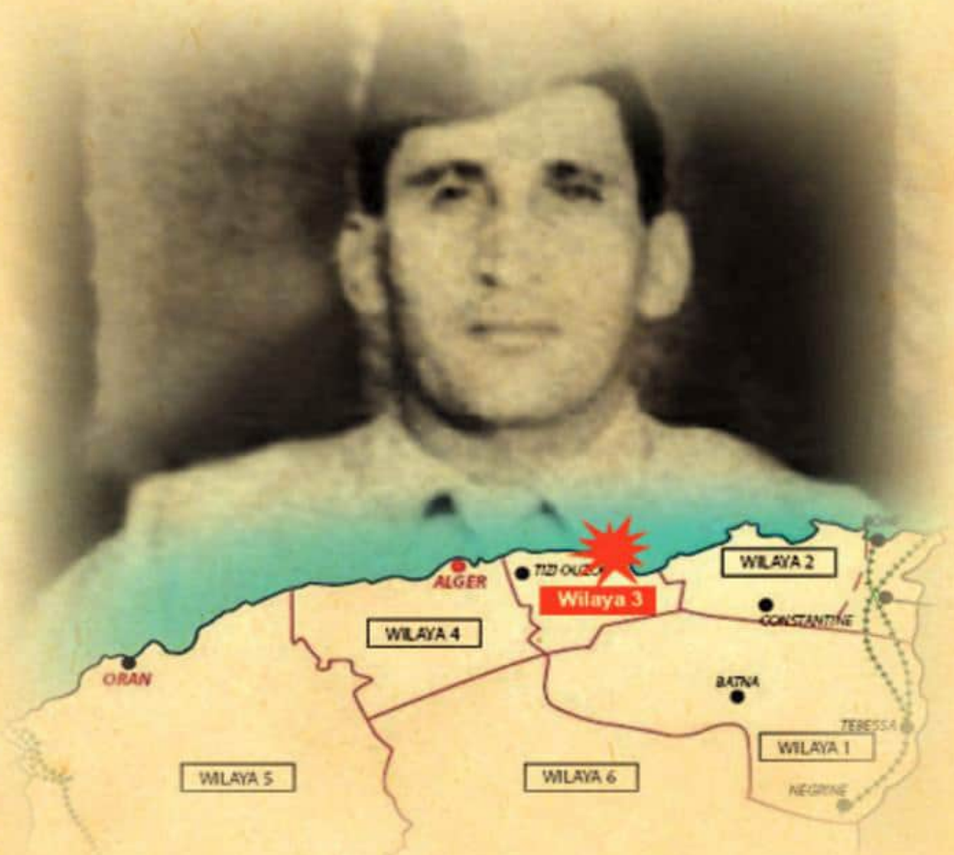
Au cours de l'année 1959, plusieurs missions d'urgence furent confiées par le GPRA au capitaine Radjaï avant d'être nommé au grade de commandant. Il devint ensuite membre à part entière du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA). Et avec son grade de commandant, il occupa le poste de chef politique dans l'organigramme du conseil de commandement de la Wilaya I dont la composante en 1959 était la suivante : 1. colonel Hadj Lakhdar Abid : chef politico-militaire de la wilaya ; 2. commandant Ammar Radjaï : commandant politique ; 3. commandant Ali Souahi : commandant d'information ; 4. commandant Tahar Zbiri : commandant militaire ; 5. commandant Mostefa Merarda dit Benoui : commandant des liaisons générales.

On doit dire enfin que par son courage, sa témérité et son sens de la responsabilité, le chahid Ammar Radjaï avait marqué l'ensemble de ses compagnons comme l'avait confirmé le moudjahid Tolba Mahiouf qui l'avait côtoyé dans les maquis de la zone 4, dans un témoignage recueilli par Salah Radjaï, fils de Si Ammar : « De Si Ammar, je garde le souvenir d'un homme simple mais très à cheval sur les principes à tel point qu'il était parfois accusé d'exagération car n'acceptant pas de compromis (cette notion était pour lui douteuse) ; d'un militant convaincu, patriote, secret, dynamique et travailleur ; d'un responsable organisé, compétent, convaincant, persuasif, juste et proche de ses hommes mais aussi intransigeant sur les problèmes de discipline, de nationalisme et de moralité ; et enfin d'un moudjahid courageux, stratège et baroudeur ne fuyant pas le front de bataille face à l'ennemi. » Allah yarhem echouhada…

*I. K.*

*L'un des plus grands exploits de l'ALN dans la Wilaya III*

# L'ENLÈVEMENT D'EL HOURANE




Le lieutenant **Mohamed Zernouh** dit El-Hourani, chef du 2e bataillon de choc de la Wilaya III

***L'histoire de la Wilaya III est émaillée de hauts faits d'armes mémorables et de batailles héroïques qui auront fait la gloire de l'ALN et de ses combattants, durant les années de guerre : des embuscades meurtrières en série, des accrochages à tout bout de champ..., avec toujours comme souci majeur, chez les moudjahidine, de récupérer le plus grand nombre d'armes. Peu à peu, les maquisards, toujours plus intrépides, envisageront d'aller chercher ces armes « à la source » ; c'est-à-dire à l'intérieur même des postes militaires français et des casernes, même si la tâche paraissait aussi bien complexe que périlleuse.***

*Par Fatch Adli*

Aussi, l'intensification des attaques contre les postes militaires devait-elle marquer une nouvelle stratégie de guerre, à un moment où les forces coloniales resserraient l'étau contre les maquis, dès l'adoption des « pouvoirs spéciaux », en 1958. Beaucoup de postes ont été « enlevés », avec plus ou moins de succès, par des unités combattantes de l'ALN, à travers les quatre zones de la Wilaya III, et ce dès les premiers mois du déclenchement de l'insurrection armée. Mais l'enlèvement d'El-Hourane, à l'extrême est de la wilaya, restera dans les annales. La nuit du 4 février 1958, une compagnie de l'ALN, relativement bien équipée mais très bien préparée, réussit le coup de maître en prenant d'assaut un poste militaire doté d'une dizaine de chars blindés, situé dans le petit village d'El-Hourane, à proximité de Hammam Dalaâ, dans la région de M'sila, qui marquait les limites territoriales de la wilaya III historique. Le héros de cette bataille : Mohamed Zernouh, sergent-chef en poste dans cette unité blindée, qui décida un jour de se mettre au service de la Révolution. Il a tout planifié avec des responsables locaux de l'ALN, notamment le responsable des renseignements et liaisons du secteur, le sergent-chef Abdelhafidh Adouane et l'aspirant Messaoudi Boubeker, en commençant, au début, par leur fournir des armes et des munitions. Cela ne suffisait pas ; les Moudjahidine ont voulu mettre à l'épreuve sa bonne foi, avant d'envisager toute idée d'envahissement du poste. Cela a duré plusieurs semaines. Et ce n'est qu'après avoir défriché le terrain, qu'un bataillon de choc commandé par le lieutenant Chaib Mohand Ourabah, secondé par Si Lahlou et Bouaina Amira (qui deviendra colonel de l'ANP, encore en vie), et avec la participation du lieutenant Nouri Mustapha, entreprit d'investir le poste militaire, pour s'emparer de tout l'armement qui s'y trouvait. Pendant qu'un groupe, conduit par Aslat Mokhtar, dit Si Méziane, assurait la protection des assaillants. Les soldats français furent surpris, cette nuit-là, dans leur sommeil –raconte aujourd'hui des témoins de cette bataille héroïque-, par les Moudjahidine. Il y eut quelques tentatives de riposte de la part de certains d'entre eux ; mais cela ne dura pas longtemps. Les valeureux combattants de l'ALN se sont vite emparés des lieux et firent prisonniers le lieutenant Olivier Dubos et 14 de ses hommes. Le butin était impressionnant : des quantités importantes d'armes toutes aussi précieuses les unes que les autres, dont des mitrailleuses 12/07 et des mitrailleuses « 30 Américaine », un mortier 80 et un mortier 60, ont été récupérées, et seront acheminées jusqu'au PC d'Akfadou, à dos de 35 mulets, d'après les récits. Devinant la réaction de l'ennemi qui consistait à déclencher des opérations de ratissage pour rattraper le convoi et pourchasser les Moudjahidine, ces derniers ont eu l'idée de dévier l'itinéraire, à l'Est, puis au Nord. Cette tactique s'est avérée fructueuse, puisque le convoi a pu atteindre sa destination, sans grandes difficultés. Les états-majors de l'armée française venaient de recevoir un coup de massue. Toutes leurs tentatives de retrouver les traces des « fellaghas » dans les montagnes denses de Kabylie furent sans résultat. A leur arrivée dans l'Akfadou, les héros d'El-Hourane ont été reçus par le commandant de la wilaya III, le colonel Amirouche, qui les félicita pour leur prise historique, et demanda à promouvoir le héros, Mohamed Zernouh dit El-Hourani, lequel avait, entre-temps, fui l'armée française. Il sera promu aspirant, avant d'être affecté dans un bataillon de choc, où il se distingua par son sens élevé de sacrifice. En janvier 1959, Mohmaed Zernouh, entre-temps promu lieutenant et décoré de la médaille de courage par le colonel Amirouche, partira à la tête du bataillon de choc en mission spéciale dans les Aurès où il aura à accomplir plusieurs actions de combat dont la plus en vue est la bataille du djebel Refaa prés de Merouana. Quelques jours après le retour du bataillon, au mois de mars de l'année 1960, le lieutenant Zernouh tombera au champ d'honneur dans une bataille prés d'El-Kseur (Béjaïa), après avoir combattu jusqu'à la dernière cartouche. Cette bataille, de par son importance, son impacte psychologique, les quantités d'armes qui y ont été récupérées, et surtout le rang de prisonniers, a dû changer le cours des événements au niveau de cette wilaya charnière. Aussi, l'exécution du lieutenant Olivier Dubos par l'ALN, en réponse à l'exécution d'un lieutenant de l'ALN, Hocine Salhi, par l'armée française, en mai 1958 augurait d'une période de durcissement de la confrontation entre l'armée de libération nationale et l'armée coloniale, dans la wilaya III, avec le déclenchement de l'opération Jumelles, suivi de la mort du colonel Amirouche et ses compagnons à Djebel Thameur, près de Boussaâda, fin mars 1959.

F.A

Des moudjahidine de la région de Msila

## *La bataille d'Imesdourar du 20 septembre 1959*

# FACE AU DÉCHAÎNEMENT DE L'ARMÉE COLONIALE

Des Moudjahidine de l'ALN

Le village Imesdourar près de Maillot (actuellement M'chedellah dans la wilaya de Bouira) fut le théâtre d'une des plus grandes épopées de la Wilaya III, le 20 septembre 1959, de par l'ampleur de la confrontation et des pertes infligées à l'ennemi, les quantités d'armes récupérées et aussi ses terribles et incroyables rebondissements. C'était en pleine opération « Jumelles », qui ambitionnait de pacifier la Kabylie en matant les maquis et en essayant d'isoler la population du FLN-ALN, avec un déploiement exceptionnel de troupes militaires, qui contrastait pourtant bien avec le discours pompeux du général de Gaulle sur l'autodétermination de l'Algérie.

Après cinq ans de lutte ininterrompue, les combattants de l'ALN étaient à bout de souffle ; l'accès aux villages pour s'approvisionner et s'y réfugier devenait de plus en plus difficile et périlleux. Dans ce village montagneux d'Imesdourar, quelque 300 moudjahidine, issus des Régions 2 et 3 relevant de la Zone II, s'étaient rassemblés dans l'attente d'un redéploiement ; toutes les précautions étaient prises pour prévenir une incursion de l'armée ennemie, et la vigilance était de mise, parce qu'ils savaient qu'ils n'étaient pas à l'abri d'une surprise.

Les deux chefs de compagnie qui constituaient les troupes, à savoir les aspirants Arezki Khezzaz et Abdelkader Benali, attendaient les ordres de leur chef qui était à leurs côtés, le capitaine Abdallah Moghni dit Si Ali,

*Par Fatch Adli*

chef de la Zone II, un homme d'une grande rigueur et un grand baroudeur qui a fait ses preuves au maquis et qui menait lui-même les combats.

Le village Imesdourar s'est avéré trop petit pour contenir un tel effectif de moudjahidine. A cela s'ajoutait la hantise d'être repéré par l'ennemi, qui avait déployé une armada à travers toutes les régions de Kabylie, soutenue par l'artillerie et l'aviation qui pouvaient intervenir au moindre mouvement suspect de moudjahidine, ou encore au moindre accrochage signalé. Le risque de se faire prendre en embuscade avait donc, à ce moment-là, paralysé presque totalement l'action des combattants de l'ALN, dont la tendance était, partout, au repli, dans l'attente de meilleurs jours.

Le village fut, en quelques heures, assiégé par les troupes ennemies. Le groupe du sergent M'hand Hamadi, dit « M'hand Ouchen », était déjà en position sur la crête au lieu dit « Ichoumahroum ». A l'arrivée des premiers assaillants, vers 8 h30, un déluge de feu s'abattit sur eux, tuant un certain nombre d'entre eux. Les djounoud purent récupérer quatre armes de guerre et un FM Bar sur l'ennemi. Devant la riposte insoupçonnée des moudjahidine, l'armée ennemie n'eut d'autre choix que de se replier pour permettre, suivant une tactique bien établie, à l'artillerie et à l'aviation de bombarder les lieux, intensément et sans ménagement, pendant plusieurs heures. Chose qui devait permettre aux soldats de regagner leurs positions, une fois que le terrain sera « nettoyé » par les feux… Mais, à leur retour, toute une section de l'armée se trouva encerclée par les combattants de l'ALN, lesquels avaient su se replier au moment des bombardements. Bilan : 34 armes et

Des moudjahidine de l'ALN prêts pour le combat

3 postes émetteurs récupérés, après la débandade qui s'ensuivit. Le plus grand trophée fut la capture d'un chef de compagnie de l'armée ennemie, qui avait le grade de capitaine.

Après le repli des troupes ennemies, l'aviation fut de nouveau appelée en renfort pour acheminer de nouvelles troupes et les lancer sur le champ de bataille. Là encore, ce fut l'hécatombe pour l'armée française : trois hélicoptères, deux Bananes et une Alouette furent abattus.

Les états-majors de l'armée coloniale se sentaient ébranlés et humiliés par une telle déconfiture, par des pertes aussi lourdes, face à des groupuscules de moudjahidine sous-équipés et qu'ils croyaient défaits à jamais : plus de 40 morts enregistrés et des dizaines d'armes de guerre récupérées. De son côté, les katibas de l'ALN enregistrèrent des pertes beaucoup moins importantes, mais toutefois assombries par la mort au combat de deux valeureux chefs de section.

A la tombée de la nuit, il fallait sortir de la zone de ratissage pour échapper à de nouvelles opérations de poursuite, certainement plus importantes, qui se préparaient. Les 300 moudjahidine devaient choisir des maquis inaccessibles au piémont du Djurdjura ; mais encore pour éviter de se faire repérer par l'ennemi, ils devaient emprunter des chemins détournés. Une demi-journée de marche pour y arriver, en deux escales. Ils arrivèrent exténués, usés par la fatigue et la faim, tôt le matin au lieu dit Lejdid, dans le douar des Aït-Ouakour, où ils s'offrirent une halte de quelques heures pour se reposer et dormir. Une halte qui leur sera, malheureusement, fatale. Car, au moment où ils avaient baissé la vigilance, ils furent surpris par l'ennemi qui, avec son armada lancée à leur poursuite, parvint à les assiéger et à les mettre en échec, malgré leur farouche résistance qui ne durera pas, cependant, longtemps. A la fin des combats, il ne restait plus que quelques survivants d'une compagnie, celle de la Région 3.

F.A

# *Commando Ali Khodja*

## *Souvenirs d'un combattant* de Hocine Aït-Idir

# AVOIR SEIZE ANS DANS LES MAQUIS

Des éléments du commando Ali Khodja

***Sorti il y a quelques mois aux éditions Alger-Livres Editions, le livre tant attendu de Hocine Aït-Idir, ancien membre du mythique commando Ali Khodja, est sans conteste l'un des plus beaux et plus captivants témoignages de guerre qui aient été publiés au cours de ces dernières années, de par son authenticité, son audace intellectuelle, ses angles de vues originaux et son style narratif, simple et limpide, avec lequel l'auteur nous emporte dans les méandres de la mémoire.***

*Par Fatch Adli*

L'auteur, mu par un sentiment de devoir de mémoire, ne se contente pas d'énumérer les hauts faits d'armes dans lesquels il a eu à prendre part aux côtés des valeureux combattants de cette unité légendaire de la Wilaya IV, ou de dresser des portraits élogieux de ses hommes; il s'est attelé, avec un rare souci du détail, à décrire toute l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée cette terrible guerre de Libération, avec son lot de drames, de trahisons, de démissions et d'incertitudes.

A travers son parcours révolutionnaire un peu particulier, Hocine Aït-Idir, qui a rejoint le maquis à l'âge de 16 ans en tant qu'infirmier-apprenti, raconte ce qu'était Alger, sa ville natale, pendant les années de guerre. Son livre fourmille de flashes, pris comme autant de puzzles, sur les manifestations du 11 décembre 1960, la grève des huit jours, les actions armées contre des cibles européennes, relatant l'initiation, parfois chaotique, de ses amis fidayîn et décrivant, sans complexe, les remords qu'a eus un de ses compagnons, après avoir lancé une grenade dans le bar où il travaillait comme serveur, tuant, entre autres, sa propre patronne qui lui avait remis de l'argent pour le voyage qu'il lui avait inventé, le matin-même, pour justifier son absence…

Au maquis, Hocine Aït-Idir nous fait vivre l'ambiance des moudjahidine, harassés par une guerre impitoyable, poussés parfois au désespoir, mais qui se montrent toujours prêts au sacrifice suprême, et nous fait apprécier la loyauté des hommes.

Sans grande prétention, le moudjahid

Si Ahmed Bougara

Commandant Azzedine

Hocine Aït-Idir dresse des trois portraits édifiants sur le héros Ali Khodja, qui a fondé cette campagne qui portait son nom, après sa mort, en 1956, sur l'illustre chef de la Wilaya IV, le colonel M'hamed Bouguerra, mort au combat le 5 mai 1959, et le troisième, plus saisissant, sur le commandant Ahmed Zerrari, dit Si Azzedine, qu'il a côtoyé de près et dont il a eu à découvrir l'envergure. L'auteur le décrit comme un héros irréprochable et dément ainsi implicitement toutes les scabreuses rumeurs qu'avaient fait circuler certains écrits à propos d'une affaire de mœurs qui l'aurait lié à une jeune infirmière au maquis.

A propos des femmes au maquis, le livre de Hocine Aït-Idir témoigne de l'apport inestimable de la femme algérienne dans la guerre de Libération et ses immenses sacrifices. Soumise aux rudes conditions de vie au maquis, elle mérite certainement les plus grands éloges.

Le témoignage de Hocine Aït-Idir s'attarde longuement sur les conditions carcérales de ces milliers d'Algériens détenus arbitrairement dans des camps de concentration et dans des « centres de tri », où beaucoup sont morts sous la torture, avant d'être jugés, et décrit la cruauté des bourreaux français, aidés parfois, dans leur besogne, par des collaborateurs algériens.

Outre une série de récits des principales batailles auxquelles l'auteur a assisté, en compagnie du commando Ali Khodja, le livre publie en annexe des dizaines de photos de moudjahidine et de moudjahidate– dont plusieurs sont inédites – ayant combattu dans la Wilaya IV historique en zone I ; en guise d'hommage, il dresse une liste exhaustive de membres de l'ALN et de l'organisation civile du FLN (OC-FLN) de son quartier Zghara d'Alger, où il a grandi, une autre, « non exhaustive », des innombrables actions conduites par le commando Ali Khodja, et une dernière liste des premiers compagnons d'Ali Khodja, des moudjahidine anonymes ou peu connus, en grande majorité, qui méritent d'être honorés.

*F.A.*

*Hocine Aït-Idir, Commando Ali Khodja. Wilaya IV. Zone I. Souvenirs d'un combattant, Alger-Livres Editions, Collection Etudes et Documents 2011, 268 pages - 680 DA*

# *Ali Khodja*
# UNE LÉGENDE DE L'ALN

*Par Djamel Belbey*

***Ali Khodja, de son vrai nom Mustapha Khodja, est né en 1931, à Alger au sein d'une modeste famille. Le chahid est décrit par ses compagnons d'armes, Bachir Rouis et le commandant Azzedine, comme un combattant doté de grandes facultés d'organisateur et d'un courage exemplaire. Totalement engagé dans la lutte.***

« Taille moyenne, corpulence athlétique, une volonté de fer, il parle à ses subordonnés avec une sérénité contagieuse », est le portrait que dresse de lui Bachir Rouis, ancien ministre de la Culture et de la Communication.

Bachir Rouis, qui a servi dans le commando dirigé par Ali Khodja, le décrit aussi comme un homme d'une très grande simplicité, ayant le contact facile avec les djounoud. « Il avait, rapporte-t-il, des facultés d'organisation très grandes. Il s'avançait toujours dans le cadre des opérations déclenchées avec son commando, en réunissant le maximum de chances de succès. La récupération des armes auprès de l'ennemi était un objectif essentiel dans le cadre de ses actions. En évoquant le contact avec les moudjahidine, Ali Khodja leur tenait le langage de la fraternité. Nous sommes tous des moudjahidine, leur disait-il. Il s'agissait d'un homme totalement convaincu, prêt à aller au sacrifice avant d'engager ses compagnons à le faire. Sa contribution à la lutte

de libération nationale a fait de lui un héros, lui, dont la modestie et la simplicité étaient connues de tous. Fidèle à ses convictions révolutionnaires et à son sens du sacrifice, Ali Khodja est mort les armes à la main au combat lors d'un accrochage avec des éléments de l'armée française coloniale. »

Le commandant Azzedine qui lui succédera à la tête du « Commando Ali Khodja » à partir de janvier 1957, le décrit lui aussi comme un génie de la guérilla qui a tenu un grand rôle. Le commandant Azzedine rappelle que c'est au sacrifice de héros comme Ali Khodja, Si Lakhdar et de milliers de moudjahidine que l'Algérie a atteint son objectif, celui de se libérer du joug colonial.

C'est à l'école primaire où il a appris la langue française que Ali Khodja a remarqué déjà la différence entre les élèves européens et algériens. Au service militaire, qu'il a fait deux fois, il constate que le racisme est plus flagrant. Il a été sergent appelé de l'armée française et rappelé pour ses compétences en tant qu'ouvrier-fraiseur dans une caserne de maintenance des armes « Arsenal», à Belcourt (Alger). Il a appris à manipuler avec dextérité les armes. Mais la troisième incorporation a coïncidé avec l´éclatement de la guerre de Libération.

Ali Khodja prend attache avec Ouamrane, par le biais de militants du FLN, en l'occurrence Ali Timizar et Ahmed Laghouati. Quand il lui donne l´ordre de rejoindre le maquis, il déserte le 17 octobre 1955 en compagnie de son ami Ali Souag, emportant quelques armes. Le responsable de la caserne où il travaille est allé festoyer. A son retour, en compagnie de sa femme, le commando chargé de dérober les armes de la caserne située à Hussein-Dey est surpris. Les membres du groupe prennent la fuite avec quelques armes et rejoignent le maquis. Ainsi commence l´histoire du commando Khodja, telle que présentée par ses anciens compagnons.

Au maquis, Ali Khodja est nommé au grade de lieutenant à la tête de la zone de Palestro (Wilaya IV) en tant que chef d'un commando de 110 djounoud, qui sera l'une des légendes de l'ALN. Le « commando », qui prendra son nom, même après sa mort et jusqu'à la fin de la guerre de libération, avait pour mission d'attaquer les militaires français et leur dérober les armes. Ali Khodja avait un comportement exemplaire : il insistait toujours pour que ses subordonnés ne tuent qu´en cas de nécessité.

Selon Bachir Rouis, qui a fait partie de ce premier groupe, la première opération se déroule sur une crête près de Lakhdaria. « Ali Khodja l´a bien préparée. Il a épié la relève, chronométré ses déplacements, répertorié l´emplacement de chaque sentinelle. Dans la nuit, un commando en tenue officielle monte sur la crête et prend possession du poste de surveillance. L´opération connue sous le nom «Côte 616» a été un succès. D´autres suivront où les armes et les tenues seront arrachées à l´ennemi sur le terrain des opérations », raconte-t-il.

Dans la nuit du vendredi 18 mai 1956 au samedi 19 mai 1956, le célèbre commando Ali Khodja tend une embuscade à une section de l'armée coloniale formée par de jeunes rappelés arrivant tout juste de la métropole, à Ouled Djerrah dans la région de Palestro (aujourd'hui Lakhdaria). Le combat de type guérilla dure moins de vingt minutes .Bilan : 21 rappelés du contingent tués et 4 autres capturés vivants. Les combattants de l'ALN ont perdu un homme. Seuls 5 membres de la 2e section du 9e régiment d'infanterie coloniale commandée par l'aspirant Hervé Arthur, avec les sergents Serge Bigot et Alain Chorliet, survivent à l'embuscade. Les moudjahidine du commando, une trentaine, ont récupéré les armes individuelles, le FM du groupe, les munitions et les moyens de transmission.

Selon des témoignages, les djounoud, que commandait Ali Khodja, ont eu un comportement exemplaire, à l'endroit des prisonniers. C'est un rescapé de cette bataille qui l'affirmait devant la presse à l'issue de sa libération. L'Echo d'Alger rapportait le témoignage du soldat Pierre Dumas : «Le soir, nous sommes arrivés dans une grotte, où nous devions être trouvés. Nous sommes restés du vendredi au mercredi. Nos gardiens n'étaient pas durs avec nous. Nous mangions très mal, eux aussi. Un jour, ils nous ont obligés à écrire des lettres à nos familles, pour faire savoir que nous étions prisonniers.» Cependant, la répression coloniale ne tardera pas à venir. Pendant 5 jours, 7 bataillons sont mobilisés pour traquer le commando. Des hélicoptères amènent de toute urgence les paras du 13e Dragon. Les représailles sont sanglantes. 80 innocents sont ainsi massacrés à Ammal.

Avec son commando, Ali Khodja organise plusieurs embuscades et attaques de postes militaires français, notamment l'attaque du poste d'Ain Defla avec récupération de plusieurs armes et des prisonniers, et l'attaque du village Ouled Moussa le 23 décembre 1956.

Recherché par le général Massu avec hélicoptères et bataillons, Ali Khodja tombe au champ d'honneur ainsi que 17 de ses compagnons, à l'âge de 22 ans, le 11 octobre 1956 au lieu-dit Haouch Ben M'rabet, dans les environs de Bordj el Kiffan. Son corps ne sera jamais retrouvé.

*D.B.*

*La bataille de Ouled Bouachra (Médéa)*

# LE JOUR OÙ SI M'HAMED BOUGARA EST TOMBÉ AU CHAMP D'HONNEUR

Bouachra, théâtre de la bataille où **Mohamed Bougara** est tombé au champ d'honneur

***Il est des faits de l'Histoire qui restent indissociables de leurs acteurs, a fortiori lorsqu'il s'agit d'événements ayant engagé des personnalités, dont les noms sont gravés à jamais dans la mémoire collective des peuples.***

*Par Djamel Belkey*

De dr. à g. : Ben Ali, Si Ahmed Bougara, Bachir Rouis, Med Bounaâma, Omar Ben Mahdjoub, Si Belahcen.

La bataille de Ouled Bouachra, qui eut lieu le 5 mai 1959 dans l'actuelle wilaya de Médéa et Wilaya IV historique, ne peut être évoquée sans le martyr Si-M'hamed Bougara, qui fut l'un des principaux architectes de la stratégie politico-militaire de la révolution ayant libéré le pays. Ce héros national est tombé au champ d'honneur, à l'âge de 31 ans, alors qu'il commandait, de 1957 à 1959, l'une des plus importantes wilayas de la Révolution, en l'occurrence la Wilaya IV, soit un territoire qui s'étendait au centre du pays, sur une superficie égale à celle de dix actuelles wilayas. De l'ouest de la Kabylie à la région de Chlef. Sur près de 250 km d'est en ouest, sur 200 km du nord au sud. Elle englobait notamment Alger, avant que celle-ci ne soit érigée en zone autonome, avant d'être à nouveau rattachée à la Wilaya IV.

La situation géographique de cette wilaya historique, connue pour sa position stratégique, de par sa proximité avec la capitale et le lien qu'elle constitue avec les autres wilayas, en a fait une zone durement surveillée, l'armée coloniale essayant systématiquement de réduire alors les «troubles» à des régions éloignées. Isolée de toutes parts et loin des zones frontalières, elle fut également l'une des wilayas qui était la

Le chahid **Si Ahmed Bougara** debout à l'extrême gauche avec ses compagnons d'armes

plus démunie en armement. Un handicap que ses dirigeants tentèrent de contourner par des contacts avec les autres Wilayas limitrophes.

La Wilaya IV fut aussi le théâtre des plus grandes opérations de contre-révolution, de contre-maquis et d'expérimentation de techniques de la contre-guérilla. Malgré cela, la wilaya de l'Algérois gardait un important potentiel militaire, estimé à quelque 5 000 djounoud, et a su remporter de précieuses victoires sur l'ennemi. Aussi, cette wilaya, qui s'est toujours singularisée par rapport aux autres Wilayas, a-t-elle réussi à transposer le combat en ville quand les campagnes étaient cernées et à disperser ses unités quand l'armée française lançait de grandes opérations militaires. A armes inégales, l'enfant prodige de Ath Yala, en l'occurrence, Si-M'hamed Bougara, de son vrai nom Ahmed, et ses compagnons dirigèrent les batailles de l'ALN contre les forces coloniales et démontrèrent leur capacité à résister au colonialisme aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Leur technique reposait sur la guérilla. «Face à un ennemi plus puissant, nous sommes appelés à définir dans notre lutte un type de guerre populaire pour lequel l'adversaire n'est pas préparé et notre arme absolue demeure l'organisation», disait-il à ses djounoud. L'Histoire retient que le chahid a réussi à imposer de véritables zones libérées dans l'Ouarsenis, le Zaccar, l'Atlas blidéen et les monts de Médéa. Tout comme il a dirigé de grandes batailles à Amrouna, Theniet El-Had, dans

Le chahid **Si Ahmed Bougara** assis à droite

l'Ouarsenis, à Bouzegza, dans le Zaccar et aussi à Oued El-Maleh et Oued Fodda. Autant de hauts faits d'armes réussis grâce à la détermination et à la sagacité des chefs militaires de l'ALN, qui suscitèrent non seulement la reconnaissance de l'ennemi, à l'instar du général Bigeard, mais aussi son acharnement à vouloir liquider ces chefs. Dans son livre, Le Torrent et la Digue, le général Massu écrivait : « A l'heure où l'on se plaît à dire que la rébellion a perdu la partie, parce qu'elle est étranglée aux frontières tunisienne et marocaine et parce que, incontestablement, le djoundi souffre dans le maquis physiquement et moralement, nous assistons à un phénomène déconcertant : au beau milieu du territoire algérien, la Wilaya IV fait montre d'une vitalité et d'un dynamisme extraordinaires. Elle s'est toujours singularisée par rapport aux autres wilayas. Cela a tenu à la personnalité rayonnante du colonel Si M'Hamed, moins intellectuel que son second, Kabyle brillant et réfléchi, mais un véritable chef de maquis. Grâce à lui, la flamme révolutionnaire brûle en Wilaya IV. Une révolution qui se veut pure et qui s'affermit par opposition au relâchement relatif régnant dans les autres wilayas. »

C'est dans ces conditions que Bougara, ce héros de la lutte de libération nationale, est devenu la cible de l'armée coloniale. Et le 5 mai 1959, il tombe en martyr lors de la bataille de Ouled Bouachra, durant laquelle sont mobilisées d'importantes forces armées françaises, y compris de l'aviation. Amirouche et Si El Haoues étaient morts depuis deux mois déjà. Bougara était devenu l'homme le plus recherché de l'intérieur.

**Si Ahmed Bougara** à gauche

L'état-major français avait fait de son élimination une priorité absolue. Mais en dehors de quelques rares témoignages de ses compagnons d'armes, notamment le commandant Si Lakhdar Bouragaâ, les circonstances exactes de sa mort restent inconnues. Et on ne connaît pas, à ce jour, de tombe à ce chahid, même si une stèle commémorative a été érigée en son nom et au nom de ses compagnons au cimetière des chouhada de Ouled Bouachra(Médéa).

Selon ces mêmes témoignages (voir site de la wilaya de Médéa), Bougara, qui se trouvait alors dans la région de Ouled Bouachra, à l'ouest de Médéa, depuis le 15 mars, avait, peu auparavant, participé à une grande bataille près de djebel Ellouh, au sud de Aïn-Defla.

« En pleine nuit, des éclaireurs ont sonné l'alerte. Des unités françaises faisaient mouvement dans le secteur. Elles étaient en opération depuis le 23 avril, dans le cadre de l'opération Couronne.

Elles avaient atteint les premières lignes où se trouvaient les guetteurs. Si M'Hamed a donné l'ordre de se disperser. Lui-même, avec son escorte, prendrait une autre direction, pour se rendre vers le PC de la Wilaya. » « Bougara avait rapidement regagné son PC, où il avait trouvé une section, qui avait en charge le poste de transmission, d'où avait été établi un contact radio par l'état-major avec le commandement de la Wilaya IV, la veille de la mort de Bougara. En faisant rapidement le point, les moudjahidine avaient rapidement réalisé que l'opération de ce 5 mai 1959 n'était pas une simple opération de routine, comme on en avait pris l'habitude. Les unités engagées étaient plus nombreuses, et sa durée exceptionnelle. Il s'agissait d'une opération d'envergure. Bougara fut informé de la conclusion à laquelle étaient arrivés les officiers : l'opération était destinée à briser la Wilaya IV, et lui-même en était la cible principale. »

Vers 10 heures, les premiers coups de feu éclatent. A la fin de l'accrochage, ses compagnons, qui se rendent sur les lieux de l'opération, ne trouvent aucun indice de sa présence, jusqu'au 8 mai. Ce jour-là, des avions militaires français larguent des tracts sur la région. Avec un message funeste, annonçant la mort de Bougara. Quinze hommes en tout sont tombés avec Bougara.

Mohamed Teguia, dans son témoignage dans le livre Frères Contemplatifs en Zone de Guerre : Algérie 1954 : 1962 Wilaya IV, écrit : «La disparition du colonel Si M'hamed, au sens propre et au sens figuré, car son corps ne fut pas retrouvé, fut un coup rude pour l'état-major de la Wilaya, dont il représentait l'élément d'équilibre, celui qui se conformait le plus aux principes d'équité, de sagesse ; sa perte, en ce temps trouble, ne fut pas connue par les djounoud. Un mystère planait ; les combattants encore vivants, revenus sur les lieux de l'accrochage retrouvèrent les corps de tous leurs compagnons morts au combat, qu'ils enterrèrent, sauf celui de Si M'hamed. » Un rapport conclut que le colonel Bougara a été donc fait prisonnier, alors qu'il avait été blessé dans un combat contre les troupes du colonel Challe, dont les grandes opérations couvraient, à cette époque, tout le territoire de la Wilaya IV. Si M'hamed était vivant, mais blessé, et est mort sous la torture. Son corps était donc entre les mains des troupes de Challe au lendemain de cette bataille, c'est-à-dire le 6 mai 1959.

Revenant sur ces circonstances, le commandant Bouragaâ a indiqué qu'ils s'étaient quittés la veille de sa disparition, soit le 5 mai 1959 alors qu'ils étaient dans la zone d'Ouled Bouachra au nord de Ksar Boukhari. « Si M'hamed était depuis quelques jours perturbé. Plus particulièrement à son retour da la réunion qui s'était tenue dans la Wilaya II. Alors que je devais faire sortir ma katiba de la zone de danger (encerclée par l'armée française), il me conseille d'agir comme une guêpe. Piquer et prendre le départ car mes hommes étaient épuisés et les munitions manquaient. Informé que son PC était encerclé, le colonel Bougara revient à son point de départ à Ouled Bouachra. Un accrochage eut lieu à ce moment. Pendant trois ou quatre jours, nous n'avions pas de nouvelles de lui. Nous avons appris sa mort par un certain Kaddour El-Baghdadi, un rescapé de l'accrochage », confie le commandant Bouragaâ. Les archives de la Fondation historique de la Wilaya IV font état qu'au début de l'été 1959 le colonel Bougara se trouvait avec une importante unité dans la région de Médéa. Il s'agissait d'une dernière sortie puisqu'il est rappelé que, dans la nuit du 4 au 5 mai 1959, «des phares de véhicules français ont commencé à converger de toutes les directions vers la région où il se trouvait ». «C'était un encerclement mené avec plusieurs milliers d'hommes. Au petit matin, la bataille a commencé. Elle a duré des heures. Plusieurs dizaines de moudjahidine y sont tombés. Parmi eux, Si M'hamed Bougara », relèvent les archives de la Fondation. Le colonel Si Hassan, nom de guerre de Youssef El-Khatib, ancien chef de la Wilaya historique IV, dit privilégier une version, «plus plausible», corroborée par certains témoignages, selon laquelle Si M'hamed Bougara aurait été blessé lors de la bataille, le 5 mai 1959, fait prisonnier et torturé à mort par les services spéciaux de l'armée française.

*D.B.*

*Mohamed Djellali dit si Mustapha*

# « SI MÉLIANI MENOUAR AVAIT UN GOÛT PRONONCÉ DU SECRET »

*Par Assem Madjid*

De. g. à dr. : M'hamed Yazid, Mohamed Seddik Benyahia, Méliani Menouar, Abdelhafid Boussouf. A l'arrière plan un reporter Yougoslave

Quand il se met à (re) feuilleter les pages de l'histoire, sa mémoire se met en branle et ne rate aucune étape tellement celle-ci le passionne encore même à un âge relativement avancé. A l'évocation de son ami d'enfance et compagnon d'armes Méliani Menouar, Mohamed Djellali dit si Mustapha marque un temps d'arrêt. Tout un pan de la vie remonte alors à la surface. L'enfance, l'adolescence, la fuite au Maroc et enfin le MALG défilent et si Mustapha, encore vivace, n'oublie aucun détail, notamment quand il se remémore la périlleuse traversée au Maroc pour échapper aux forces coloniales qui se sont mises à leurs trousses ou encore quand il relate le parcours de si Menouar que ce soit à Mascara, sa ville natale, où au Maroc une fois au service de la Révolution.

L'histoire débute à Mascara, au lycée de garçons, aujourd'hui rebaptisé Djamel-Eddine-El-Afghani. « La grève des lycéens à Mascara au printemps 1958 représente le tournant dans la vie de Méliani Menouar dit Djamel ». Une grève spontanée déclenchée pour exprimer le soutien à la révolution. Durant celle-ci, Méliani a montré son sens de l'organisation et de meneur. «On aurait dit qu'il s'était déjà préparé à cette grève où qu'il avait reçu des directives de l'ALN pour la déclencher », raconte si Mustapha. A partir de cette date, la vie de Méliani Menouar connaîtra d'innombrables rebondissements, les uns connus de sa famille et les autres ignorés jusqu'à nos jours tellement il cultivait le secret, devenu par la force des choses une seconde nature chez ce moudjahid qui va connaître une fulgurante ascension, une fois enrôlé dans les rangs du MALG.

Recherchés par les forces coloniales, le jeune Méliani, alors âgé de 20 ans, si Mustapha et une dizaine de lycéens quittent clandestinement Mascara et se réfugient au maquis. « Dès cette période et avant même

de traverser la frontière, Méliani a montré de grandes capacités de leader. Il ne laissait rien au hasard. Tout était minutieusement étudié. » La traversée n'est pas une simple sinécure. D'abord, le groupe de lycéens est tombé dans des accrochages. « Nous avons rencontré le colonel Bencherif du côté de Sidi Bel Abbès et ensuite nous nous sommes retrouvés nez à nez avec le commando Lounici dans un violent accrochage avec les forces coloniales. »

Le long des pérégrinations, Méliani Menouar, alias Djamel, ne s'est jamais départi de son rôle de meneur que les membres du groupe lui ont tacitement reconnu. « A la frontière, nous avons rencontré plusieurs dizaines de civils qui attendaient de traverser les fils électrifiés », se souvient si Mustapha, y compris de ce groupe de légionnaires allemands (12 ou 15) protégés par les éléments de l'ALN. « Le plus dur restait alors à faire. Celui de traverser la zone interdite sans susciter les soupçons de l'ennemi. C'était au mois de juin de la même année. Notre groupe était soudé. En plus de Méliani et moi-même, je peux, au risque d'oublier quelques noms, citer Dahou Ould Kablia, Mustapha Chentouf, Mohamed Ould Kablia, le frère de Dahou, Attar Houari, H'mida Bakhti, Ahmed Oudane et Moula Serdoune. » La traversée effectuée au sud d'Oudja, à Berguent, les lycéens de Mascara seront orientés dans des centres dirigés par le MALG et c'est justement là que Méliani est choisi pour faire partie du proche entourage de Abdelhafid Boussouf.

« Le choix s'est évidemment porté sur si Djamel. Et ce n'était pas fortuit. Il était tout indiqué à assumer des responsabilités tant sa discrétion était sans faille. » Commence alors une autre vie pour cet officier du MALG qui, en un laps de temps très court, va gravir les échelons jusqu'à occuper le poste de directeur des liaisons générales en remplacement de Mohamed Rouaï en 1960. Bien que contraint à faire preuve d'un haut sens de la responsabilité, Méliani n'oublie jamais

(1) Ait Mesbah « Azzedine » - (2) Larbi Tabeti « Ali » - (3) Chaala Hamza « Lakhdar » - (4) Kasdi Merbah « Merbah » - (5) Meliani Djamel « Djamel » - (6) Khalef Kamel « Kamel » - (7) Djaker Djellal « Mouffok » - (8) Bakhti Ahmed « Athmane » - (9) Ouddane Ahmed « Habib » - (10) Nedjar Mohamed « Abdeljelil » - (11) Ould Kablia Dahou « Selmane », actuellement ministre de l'Intérieur - (12) Ba' Amar - (13) Mekkioui Nourredine « Mokhtar » - (14) Rouaï Mohamed « Tewfik » - (15) Madani Haoues « Abdellatif » - (16) Le fils de Rouaï Mohamed - (17) Si Ahmed Abdelmadjid « Abdellah » - (18) Ould Kablia Mohamed « Rafik », frère de M. Dahou Ould Kablia

1- Menouar Meliani 2- Mohamed Rouaï dit Tewfik, 3- Ait Mesbah Azzedine, 4- Larbi Tabti, 5- Mohamed Ould Kablia (frère de Dahou), 6- Madani Haoues « Abdellatif »7- Yazid Zerhouni, 8- Rouaï Nadjib fils de Mohamed, 9- Mekkioui Nourredine « Mokhtar »

de rendre visite à ses amis, histoire de se ressourcer. « Personne ne sait ce qu'il faisait ni quel poste il occupait mais il venait souvent nous rendre visite. »
A la création du GPRA, Méliani, connu pour être très proche de Boussouf, est nommé adjoint de Mohamed Rouaï, un poste très sensible qui lui valut d'être l'une des pièces maîtresses dans le MALG. Jusqu'à l'indépendance, celui-ci est resté dans l'ombre ne sortant la tête que sporadiquement. Homme de confiance de Boussouf, si Menouar n'a jamais renié ses convictions, y compris quand, quelques années après l'indépendance, Ahmed Ben Bella est déposé par Houari Boumediene. L'officier du MALG qu'il était vouait une admiration sans limite au premier président de l'Algérie indépendante. Son sens de la responsabilité et son haut degré de maturité politique lui valurent d'être nommé à la présidence de la République en tant que conseiller de Ben Bella, et ce, jusqu'en 1965, date du redressement historique dirigé par Boumediene.

Jusqu'à sa mort survenue le 31 août 1998 à Paris, Méliani occupa de très hautes responsabilités dans différents pays européens. Consul général à Genève de 1965 à 1969, il représenta l'Algérie à Paris, Lisbonne et Brazzaville. Il termina sa longue carrière en Algérie en tant qu'inspecteur au ministère des Affaires étrangères. Une carrière bien remplie, pleine de rebondissements, débutée à l'âge de 20 ans à l'appel du devoir national et achevée 61 ans plus tard, toujours au service de la nation. Avant de terminer son récit, Si Mustapha, l'ami d'enfance de Méliani Menouar, a cette réflexion qui, à elle seule, résume l'incroyable parcours de ce moudjahid qui a sacrifié toute sa vie pour son pays. « C'est insupportable d'oublier les hommes. Il faut affronter son histoire. » Comme pour laisser entendre que l'histoire de cet homme n'a pas encore dévoilé tous ses secrets. Ce même secret que Méliani a cultivé durant toute son existence.

A.M.

*La Wilaya IV historique en comptait plus de 70*

# DES CENTRES DE DÉTENTION, THÉÂTRE DE TORTURE ET DE LIQUIDATIONS PHYSIQUES

Une scène de torture

*Par Djamel Belbey*

Le colonisateur français a, dans sa tentative de contenir la révolution, créé nombre de centres de détention ou étaient internés les Algériens qui affichaient leur appartenance et sympathie pour l'Armée de libération nationale (ALN), pour les «dissuader» d'entreprendre une quelconque action révolutionnaire. Des milliers d'Algériens, de tous âges ont, ainsi connu les affres de la torture, l'humiliation et l'assassinat de sang-froid, lors de leur « séjour » dans ces camps de

Le camp Morand, à Ksar El Boukhari - Berrouaghia

Des Algériens détenus dans des camps dans des conditions inhumaines

concentration, que l'administration coloniale a mis en place, à travers plusieurs wilayas historiques.

Les exemples ne manquent pas. Rien que dans la zone 2 de la Wilaya IV historique, l'administration coloniale a créé plus de 70 centres de détention, dont certains portaient les noms tristement célèbres d'El-Djebassa, Moulin Sportiche, El-Koudia El-Hamra à Tablat, désigné aussi sous le nom du «centre n°602», spécialisé dans les exécutions sommaires, Camp Morand, ou encore Zmala à Berrouaghia, et Bir Hamou à Ksar-El-Boukhari . Et d'autres comme, ceux de Damiette, à la périphérie est de Médéa, et Ain-Gueroumi, dans la commune de Mihoub, au nord-est de la wilaya, ou encore, Aïn Er-Riche, dans la localité de Berrouaghia. Autant de lieux sinistres qui ont vu défiler des milliers d'Algériens, accusés de soutien et de sympathie avec les moudjahidine.

Dans la Wilaya IV, plus de 21 prisons et des centaines de camps de torture ont été construits par les autorités coloniales françaises. Près de 2000 Algériens avaient été condamnés à mort dans ces prisons, sans procès, témoigne un moudjahid rescapé du sinistre camp Morand. Mohamed Metidji était alors un jeune lycéen ayant rejoint les rangs de l'ALN à la suite de l'appel du 19 mars 1956, et arrêté quelques mois après lors d'une opération militaire dans les maquis de la Wilaya IV historique.

Le Camp Morand, à Ksar-el-Boukhari, ex-Boghari, communément appelé Camorra, fut l'un des sept grands centres militaires des internés (CMI), créé à la suite du vote du décret du 17 mars 1956 qui accorda des « pouvoirs spéciaux » aux militaires, légalisant le recours à la torture et l'émergence de juridictions spéciales. À l'instar de celui de Bossuet, Tefeschoun, Saint Leu, Paul Cazelle, Beni-Messous, Sidi Chahmi et des centres

Un centre de détention

Des détenus algériens attendant d'être fixés sur leur sort

de détention réservés exclusivement aux combattants de l'ALN, qui ont vu le jour à la faveur de cette loi, ce lieu de « non-droit » était le théâtre d'actes de « torture et d'exécution extrajudiciaire», dont l'une des victimes n'était autre que feu Aissat Idir, interné de force et exécuté de sang-froid, quelques jours après sa libération de prison.

C'était un « enfer sur terre », pour les 3.000 Algériens, dont de nombreuses femmes, qui «croupissaient» à l'intérieur des geôles de ce sinistre centre de détention et qui ne furent libérés qu'à l'indépendance. Beaucoup n'ont pu en ressortir vivants

La torture, encore et toujours

Pour cause, les travaux forcés, exécutés à l'extérieur du camp, sous la torture et l'humiliation, comme le décrit le moudjahid, Belkacem Metidji, qui évoquera également les scènes douloureuses de l'assassinat sauvage des trois frères Bouskin, «dévorés une heure durant par des chiens dressés par les soldats français...»

D'autres témoignages poignants rapportés par des «miraculés» du

Scène de torture

Scène de torture

«Camp Morand» font état de prisonniers qui étaient obligés de s'asseoir sur des réchauds allumés, d'autres contraints de tournoyer nus pendant de longues minutes, devant les railleries et les moqueries des légionnaires présents dans la salle de torture ; on se souvient de plusieurs de ses compagnons de détention, exécutés, leurs cadavres furent exposés au milieu du camp, et on ordonna aux détenus de défiler autour d'eux. Les tortionnaires ont fait usage

en outre, de «corvée de bois», pour se débarrasser des prisonniers soupçonnés d'échafauder des plans d'évasion. Elle fera de nombreuses victimes, parmi lesquelles les chahid Maamar Senouci, Mustapha Khalef, Abderrahmane Madani, Mustapha Kella et tant d'autres, assassinés de dos et de sang-froid par les soldats du camp.

Ces camps sont légion. Dans d'autres wilayas, dont Boumerdès, il a été a recensé 41 centres de torture disséminés à travers le territoire de la wilaya, notamment au niveau des communes de Bouzegza Keddara, Bordj Menaiel et Legata, connues pour avoir été des fiefs des moudjahidine. Des fermes des colons avaient été transformées également en lieux de torture dont Haouch Bouguendoura (Boumerdès).

A Sétif, la commune de Mezloug, daïra de Ain Oulmane, à une dizaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya, il existait aussi un ancien centre de détention de Ksar El Abtal où périrent sous la pression de pratiques abjectes du colonialisme de nombreux moudjahidine transférés vers cette structure.

Outre Constantine, à Batna, le centre de détention administrative opérationnel de 1957 à 1962 était connu sous le nom de la ferme Lucas, ou encore « domaine Saint-François», situé à 25 kilomètres de la ville de Batna, dans la commune de Djerma. « Nous étions des dizaines encaqués comme des harengs dans les box... Il y avait même des femmes incarcérées dans le box du bâtiment du milieu...», témoignaient ainsi les rares survivants. « Il ne passe pas un jour sans que les éléments du DOP amènent des innocents à Dar El Karmoud (maison des tuiles) pour les exécuter froidement et les jeter dans le puits», racontent-ils.

Tissemsilt, au camp de concentration d'Ain Sfa, des moudjahidine et des détenus algériens ont subi les formes les plus inhumaines et les plus abjectes de torture. C'est également au niveau de ce camp que furent exécutés 1.871 prisonniers durant la période allant de 1955 à 1958. Ce centre de détention implanté sur une ferme à 5 km de la ville de Tissemsilt comptait jusqu'à l'indépendance, près de 5.000 détenus.

«Tous les moyens disponibles étaient tolérés pour la pratique de la torture, dont le générateur électrique et la baignoire», témoigne, un moudjahid, en faisant

Des civils algériens en détention

Des soldats français sur le point de torturer un détenu

état de ces souffrances atroces, que subissaient les détenus, qui étaient ensuite pendus ou traînés et mutilés à mort. Même les enfants ne furent pas épargnés par l'enfer de ce camp, notamment Ali Bey, âgé alors de 13 ans à peine, qui fut arrêté en 1957 avec sa famille avant d'être torturé pendant huit jours puis transféré parmi les autres prisonniers.

A Alger, la prison de Barberousse ou Serkadji, servait aussi de lieu de détention, de torture, où périrent de valeureux martyrs, notamment Ahmed Zabana guillotiné, un 19 juillet 1956. La bataille d'Alger a levé le voile sur les pratiques du sinistre Bigeard, qui a coulé des Algériens dans des cuvettes de béton et leur a fait subir la gégène, mais aussi sur des centres secrets de torture comme la Villa Susini (El Biar), et l'usine de confiseries à Hussein Dey, où les officiers de l'armée française rivalisaient de cruauté dans la torture des Algériens.

*D.B*

*L'Emir Abdelkader, ami des saint-simoniens*

# SPIRITUALITÉ ET ENGAGEMENT

par Ammar Belhimer

# Emir Abdelkader
## *Contribution*

Emir Abdelkader

La pensée de l'Emir se limite-t-elle à l'art de la guerre, à l'exégèse religieuse et à la poésie ? De récentes révélations sur la relation entre l'Emir et deux illustres saint-simoniens montrent que, loin de l'image de « mormon » qu'en donnent les photos de l'époque, il était en phase avec les idées révolutionnaires de son temps, même s'il fit un point d'honneur à respecter la promesse faite à Lamoricière, lors de sa reddition, de ne plus se consacrer qu'à la prière et aux études religieuses. C'est en tout cas le sens que donnent de récentes recherches à l'intimité de ses rapports avec Ferdinand de Lesseps et Ismaÿl Urbain.

Thomas Ismaÿl Urbain, petit-fils d'une esclave noire de Guyane, chrétien et saint-simonien, converti à l'islam en Égypte à l'âge de 23 ans au plus fort de la mission d'Orient, par amour pour une Egyptienne, interprète militaire, était chargé par le ministre de la Guerre de la responsabilité de la détention de l'Émir à Pau, puis à Amboise. Cette relation révèle de nouvelles facettes de l'Emir. Des révélations d'autant plus précieuses qu'elles sont étalées sur une longue période : de 1852 jusqu'à leur dernière rencontre à Paris en 1865.

L'Emir partage avec son « ange gardien » saint-simonien, une branche élitiste et industrialiste du socialisme, sa foi en un Islam ouvert et tolérant, une commune appartenance à l'islam, leur souci de réconcilier les fils d'Abraham et de faire entrer l'islam dans la modernité à partir d'une approche commune spirituelle, humaniste et résolument tournée vers l'avenir.

A ce titre sont mis en valeur les efforts de l'Emir pour construire un « État moderne » : une armée régulière, formée, hiérarchisée, soldée, réglementée ; une instruction publique ; une monnaie ; une administration ; une justice ; un patrimoine ; un territoire unifié et sécurisé ; une capitale – centre de l'activité militaire, culturelle et économique (Tagdemt) – ; l'amorce d'une industrie « nationale » ; on note ses progrès dans l'édification d'un pouvoir central basé sur la noblesse religieuse et le djihad, nécessaire pour se garantir « l'appui des masses ».

Les deux hommes se rencontrèrent la première fois le samedi 23 juin 1849, au château d'Amboise, où l'Emir Abdelkader est interné depuis le 8 novembre 1848, après avoir été séquestré à Toulon puis à Pau. Urbain est conquis

par la personnalité de l'Emir : « Abdelkader n'est pas du tout fanatique mais très pieux. J'ai rencontré des idées très tolérantes chez un de ses khalifes nommé Si Kaddour et nous avons parlé de l'Islamisme à me réjouir le cœur. Et puis on éprouve un si grand plaisir à sentir qu'on console de nobles souffrances. » Aussi, « le caractère élevé et les manières aimables avaient dès les premiers jours conquis (son) estime, (son) admiration et (sa) sympathie».

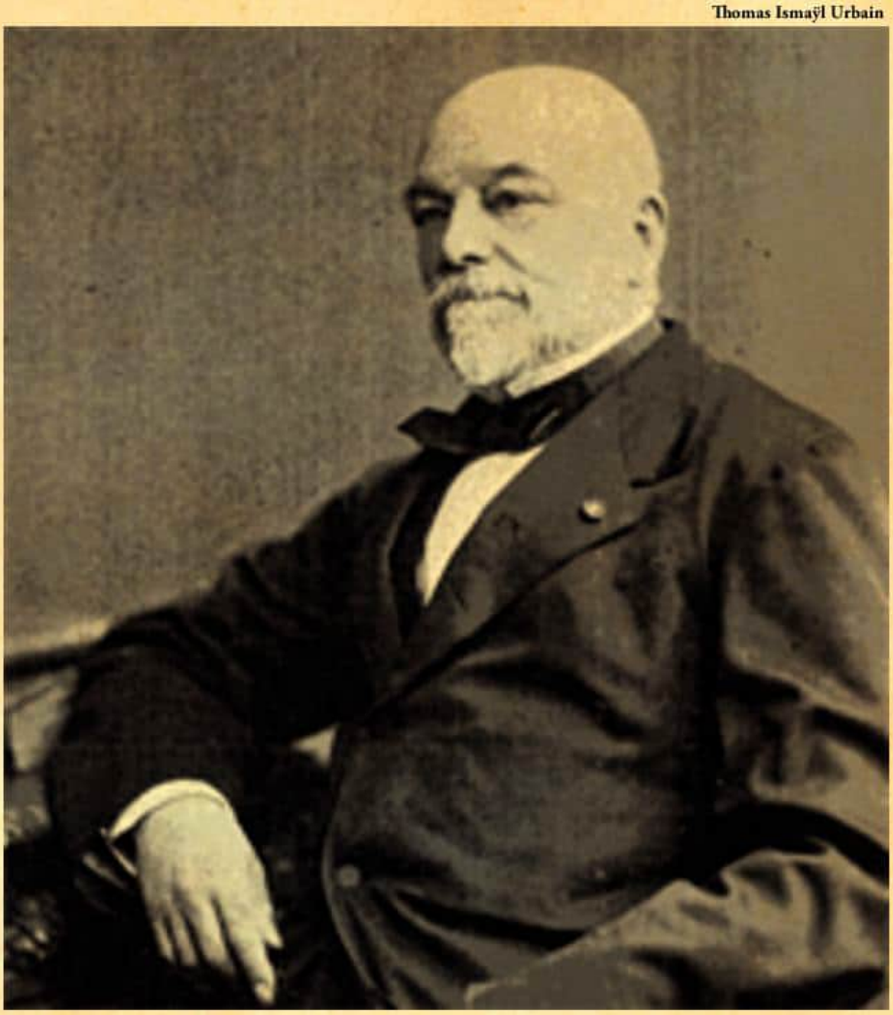
Les demandes d'ouvrages en langue arabe formulées par l'Emir, couvrent un large éventail d'intérêts : ouvrages de spiritualité, de philosophie, de littérature, de législation.

Urbain exprime aussi sa très grande compassion pour le peuple algérien «si misérable et abandonné».

Revenons au couple Urbain-Abdelkader. La proximité et les affinités des deux hommes dans leur pratique religieuse commune, vont entretenir ce que Michel Levallois appelle «une relation convergente» qui a pour socle « un islam enraciné dans la tradition muhammadienne, à la fois spirituel et intérieur, ouvert au monde, à sa diversité et à sa modernité »(*).

Témoin de cette ouverture un premier acte intellectuel majeur : Le Moniteur universel du 9 juillet 1855 publie la Lettre aux Français, un document manuscrit que l'Emir avait remis au président de la Société asiatique dans laquelle il donne une appréciation des trois religions juive, chrétienne et musulmane et qui parut à Urbain « relever de la pensée d'un philosophe humanitaire et déiste ».

Thomas Ismaÿl Urbain



Un an plus tard, dans la Revue de Paris du 1er avril 1856, Urbain publie un très long article intitulé « De la tolérance dans l'islamisme » dans lequel il se propose de rompre avec des « erreurs et des préjugés » qui entachaient, à tort, l'image de l'Islam et d'Abdelkader, jadis présenté, de son aveu même, comme un « sectaire implacable », « un sombre fanatique altéré de sang et de vengeance ». Cette contre-vérité fondit comme neige au soleil. Urbain reconnut avoir découvert pendant sa captivité la noblesse de ses sentiments, sa bienveillance, l'élévation de sa pensée et de ses sentiments, sa tolérance religieuse.

Et de conclure par une longue citation extraite de la Lettre de l'Emir : « Ces trois religions n'en font qu'une… On pourrait les comparer aux enfants d'un même père, qui sont nés de mères différentes… si les musulmans et les chrétiens voulaient m'en croire, ils se mettraient d'accord ; ils se traiteraient en frères … ».

Le second saint-simonien proche de l'Emir est Ferdinand de Lesseps.

Ils se rencontrèrent pour la première fois à Pau. Lesseps en chemin rend visite à l'interné pour marquer son adhésion au mouvement constitué

pour exiger sa libération. Le contact entre les deux hommes est excellent.

Plus tard, confronté à des difficultés de main-d'œuvre, Lesseps, en quête d'ouvriers syriens, se rend à Damas où Abdelkader le reçoit triomphalement. C'est leur deuxième rencontre. L'Emir, entièrement converti au canal, s'engage à en faciliter la bonne image et l'exécution.

L'Emir, à trois reprises présent sur le chantier du canal, répand la bonne parole. Le spectacle des travaux l'émerveille.

Le 17 novembre 1869, il est son invité, aux côtés du khédive Ismaïl, de l'impératrice Eugénie, de l'Empereur d'Autriche et d'une pléiade de personnalités venues de toutes les cours et chancelleries de la très chrétienne Europe, pour l'inauguration du canal de Suez, œuvre d'un ingénieur saint-simonien, Ferdinand de Lesseps. Ce dernier était allé le visiter à Pau en 1848, l'avait revu à plusieurs reprises et l'avait fait traiter généreusement par la Compagnie du canal. Il l'avait convaincu de l'utilité du projet et l'Emir avait accepté, par profonde conviction et surtout pour la force du symbole, de s'en faire le propagandiste auprès des autorités égyptiennes et des ouvriers du chantier. « Peu nombreux sont ceux qui savent que, sans son appui à Ferdinand de Lesseps, le canal n'aurait jamais été percé. C'est Abdelkader, alors en retraite à Médine et à La Mecque en 1863-1864, qui convainc les autorités religieuses de la région du bénéfice que les peuples arabes tireraient de cet isthme terrestre reliant l'Orient et l'Occident », tient à préciser Bruno Etienne (**).

La présence de l'Emir au canal est internationalement remarquée et saluée, inscrite sans conteste dans la modernité.

Urbain pensait être fidèle à la grande figure de l'Emir en se proposant de faire aimer la France par les indigènes d'Algérie, « à force de bienfaits ». Il se voulait le continuateur de son combat, pacifique celui-là, contre l'Algérie coloniale et pour la construction d'une Algérie franco-musulmane.

En 1882, deux ans avant sa mort, la réalité coloniale s'imposait avec cynisme : le décret dit « du rattachement » faisait de l'Algérie un territoire français à part entière, mais après qu'eurent été prises les précautions contre les indigènes, c'est-à-dire le décret instituant les 27 mesures dérogatoires du code de l'indigénat. Urbain dénonça cette imposture avec des accents anticolonialistes.

A la mort d'Abdelkader, à Damas, le 26 mai 1883, Urbain rédigea une nécrologie pour Le Journal des Débats dans laquelle il rend hommage au guerrier courageux qui avait accepté sa défaite et « qui, sans rien perdre de sa fierté native et de sa foi, s'était efforcé d'empêcher de nouveaux et sanglants conflits entre chrétiens et musulmans ». Dans un second article, publié le 15 juin, il stigmatisa la politique de la France en Algérie qui a rendu un hommage unanime à Abdelkader, mais qui n'en a pour autant tiré aucun enseignement : « L'Emir Abdelkader est pour tous les musulmans algériens un saint et un héros… les Indigènes diront qu'Abdelkader est bien mort puisqu'on les persécute sans pitié. »

Urbain mourut à Alger, huit mois après l'Emir, le 30 janvier 1884, salué par quelques-uns comme le défenseur des Arabes, calomnié par les autres comme un renégat, un apostat, un traître à sa religion et à son pays.

Abdelkader n'est pas un illuminé. C'est un homme de son temps, alliant à merveille spiritualité et engagements. Dans l'ensemble, s'il suivit la voie soufie, le tasawwuf, la voie akbarienne, à la « quête de la proximité divine, de la connaissance de Dieu et de la Sagesse », il ne se refusa pas aux sollicitations du pouvoir temporel : il accepta de prendre la tête de la résistance aux envahisseurs, de devenir « Commandeur des croyants », chef de guerre, de protéger les chrétiens de Syrie, de soutenir « le chantier du siècle », de veiller aux intérêts de sa famille et de ses compatriotes algériens immigrés en Syrie.

*A.B.*

*(*) Michel Levallois, « D'Amboise à Damas, rencontres et convergences entre Abdelkader et le saint-simonien Ismaïl Urbain », in Ahmed Bouyerdene, Éric Geoffroy et Setty G. Simon-Khedis (dir.), Abd el-Kader, un spirituel dans la modernité, Damas, Presses de l'Ifpo (« Études médiévales, modernes et arabes », no PIFD 237), 2012, p. 39-50.*
*(**) Bruno Etienne, Nouvel Observateur, numéro hors-série n°54 (avril-mai 2004), consacré aux « Nouveaux penseurs de l'islam ».*

# LE MOUVEMENT NATIONAL ET LA MINORITÉ EUROPÉENNE

*Par Boualem Touarigt*

Emir Khaled

Ceux qui écrivent sur l'Histoire ou en parlent n'arrivent pas toujours à la regarder en face. L'interprétation des faits, parfois leur simple narration, le tri de l'information n'échappent pas à des impératifs d'ordre politique, à des visions partisanes, à l'idéologie portée et affirmée et à celle qui imprègne l'inconscient. Les historiens idéologues ou partisans chercheront les faits qui confirment une vision en écartant ceux qui pourraient la contredire ou la relativiser.

Des écrits et des débats récents nous révèlent une permanence dans l'approche par quelques-uns de la colonisation française en Algérie et la manière de traiter la résistance algérienne et la guerre de libération. Ce qui laisse la place à la perpétuation de certains mythes comme l'a d'ailleurs montré la loi française du 25 février 2005 qui énonçait textuellement: « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre mer, notamment en Afrique du Nord.» Cette approche de la colonisation s'articule autour de quelques points forts :

- la colonisation a eu des effets positifs : elle a permis la scolarisation des Algériens et a fait réaliser de grands travaux ;
- la guerre de libération a utilisé des moyens moralement condamnables, les méthodes utilisées par la police et l'armée en Algérie n'ont été qu'une réponse au moins justifiable et compréhensible face aux exactions des combattants du FLN ;
- les colons européens ont fait de gros sacrifices pour développer le pays. Ils ont tout le temps été exposés à la menace des Algériens qui n'ont jamais accepté leur présence.

Dans un précédent numéro de *Mémoria* nous avions montré la nature du système colonial en faisant référence aux textes officiels français et en utilisant les statistiques des administrations françaises. Le mythe de la scolarisation des Algériens ne tient pas : au 30 juin 1957, les étudiants algériens étaient 260 sur 4.700, soit 5,5% alors que les Algériens représentaient 89,5% de la population. L'étude des différents textes régissant les droits et les libertés des habitants de l'Algérie montre clairement que les inégalités, les privations de droits ont été le résultat de lois et de règlements librement adoptés par les autorités légales qui sont allées jusqu'à bafouer les dispositions constitutionnelles: droits, libertés, juridictions, peines selon les appartenances confessionnelles des concernés. Il en fut de même des inégalités devant l'impôt, la santé, les emplois publics. Les chiffres officiels des montants des impôts dits « arabes » que les paysans algériens étaient seuls à payer ont montré leur part importante dans le financement de la colonie. Le principe de la laïcité ne fut pas respecté pour l'Islam et l'association des oulémas algériens réclama tout le temps son application.

Nous parlerons ici de la minorité européenne d'Algérie. La guerre de libération a-t-elle été une guerre de religion, menée par des fanatiques qui cherchaient à massacrer et à jeter à la mer les Européens d'Algérie ? Nous ne trouvons dans un aucun texte du mouvement de libération nationale une telle revendication. Même les tendances que l'on a appelées « indépendantistes », qui affirmaient la spécificité du peuple algérien en défendant son identité propre et refusaient son assimilation, ont toujours demandé l'égalité des droits et des devoirs entre tous les habitants de l'Algérie, toutes confessions confondues. Une lecture des textes du mouvement national nous éclaire à ce sujet.

## L'émir Khaled en 1927 : des droits égaux

On peut faire remonter les premières expressions d'un mouvement national algérien moderne à 1912 où un regroupement de notables élus se proclamant « comité de défense des intérêts musulmans » remet au président du Conseil, Raymond Poincaré, le 26 juin 1912, une série de revendications en contrepartie de la décision d'imposer la conscription militaire aux « indigènes ». Celles-ci sont modérées et portent sur des aménagements du service militaire pour le rendre plus égalitaire et des compensations politiques pour une meilleure représentation des Algériens dans les assemblées locales et un accès plus étendu à la citoyenneté française. Elles furent contenues dans une note qu'on appellera plus tard « Manifeste du Jeune Algérien ». Après la Première Guerre mondiale, une partie de ce mouvement « Jeune Algérien » se regroupa derrière l'Emir Khaled pour demander une politique d'association avec des revendications restant modestes en matière de droits et de libertés. En 1924, l'Emir Khaled, alors exilé, demanda au Président Herriot, en juillet 1924, une représentation égale entre les deux communautés et la suppression des mesures d'exception. En 1926, se constitue au sein de l'émigration maghrébine en France l'Etoile Nord-africaine, laquelle exposa par son secrétaire général Messali Hadj les « revendications algériennes » au congrès tenu à Bruxelles du 10 au 14 février 1927 par la Ligue contre l'oppression coloniale. Pour la première fois on demandait l'indépendance de l'Algérie, le retrait de l'armée française considérée comme armée d'occupation, la généralisation

Messali Hadj

des assemblées élues au suffrage universel, la levée de toutes les mesures d'exception. Malgré son caractère radical, ce programme restait égalitaire et social et parlait pour les Algériens de « droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie » (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1928)

En 1928, l'Etoile Nord-africaine se fixait comme but fondamental « l'indépendance des trois pays de l'Afrique du Nord ».

La Fédération des élus des musulmans d'Algérie, constituée en juin 1927 par des élus favorables à l'assimilation, réclamait la suppression des lois d'exception, l'égalité de droits entre tous les habitants et demandait une meilleure représentation des Algériens.

Le 22 mai 1931, sont déposés les statuts d'une association dénommée « Association des oulémas d'Algérie » dont l'article 4 précise l'objectif : « Cette association a pour but de combattre les fléaux sociaux, jeux de hasard, paresse, ignorance, ainsi que tout ce qui est, par sa nature, interdit par la religion, réprouvé par la morale et prohibé par les lois et décrets en vigueur. » Le même jour était déclarée la création de l'association « Ezzakat » qui vise à « favoriser l'instruction et l'éducation intellectuelle, économique et sociale des musulmans d'Algérie », domiciliée à la même adresse que la précédente au cercle du Progrès, 9, place du gouvernement.

## Abdelhamid Ben Badis

L'Etoile Nord-africaine, dissoute en 1929, est reconstituée le 28 mai 1933 avec comme but déclaré l'indépendance des trois pays du Maghreb. Sa section algérienne adopte un programme radical, le 28 mai 1933, réclamant l'indépendance avec une armée nationale, la généralisation à tous les niveaux des assemblées élues au suffrage universel, la levée de toutes les mesures d'exception avec un contenu social fort avec l'aide aux petits paysans, accompagnant une réforme agraire avec « respect de la petite et moyenne propriété ». Il énonce clairement « le suffrage universel à tous les degrés de l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie » (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1934).

La Fédération des élus de musulmans d'Algérie présente au ministre de l'Intérieur une série de revendications, le 5 mars 1935, portant sur la suppression des juridictions et des mesures d'exception, une plus large représentation au sein des assemblées élues, l'égalité d'accès à l'enseignement et aux services publics. Elle résume sa plate-forme ainsi: « L'Algérie étant devenue une province française, les

indigènes musulmans français demandent simplement pour eux l'application du droit commun français et le retrait des règlements spéciaux auxquels ils sont assujettis au détriment de leurs intérêts. » (*Questions nord-africaines*, juin 1935).

## Ben Badis en 1936: «Cette patrie algérienne musulmane est pour la France une fidèle amie »

En 1936, le mouvement national algérien avec ses différentes composantes franchit un pas important en réalisant un rassemblement unitaire dont l'initiateur fut le cheikh Ben Badis qui se fixe comme objectif principal la reconnaissance de la personnalité algérienne, qu'il ne va pas considérer comme incompatible avec la coexistence de communautés religieuses différentes au sein d'un même Etat égalitaire. Il affirme dans un appel du 3 janvier 1936: « Il est indispensable qu'un congrès se réunisse de toute urgence dans la capitale ou ailleurs et qu'un large débat soit constitué et clôturé par la formule fixant pour toujours, du point de vue politique, le sort de six millions d'êtres humains qui sont tantôt considérés comme Français sans jouir des droits afférents à cette qualité, tantôt traités en étrangers dans leur propre pays. » Il affirmera dans un article paru dans la revue *Echihab* d'avril 1936 sa vision d'une Algérie algérienne voulant être une amie de la France : « Cette nation algérienne et musulmane n'est pas la France. Elle ne saurait être la France. Elle ne veut pas devenir la France. Elle ne pourrait pas devenir la France, même si elle le voulait. Elle est même une nation très éloignée de la France, par sa langue, par ses mœurs, par sa religion et elle ne veut pas s'y intégrer. Elle a une patrie limitée, déterminée : la patrie algérienne, dans ses frontières actuellement reconnues, et dont l'administration est confiée à M. le gouverneur général désigné par l'Etat français. De plus cette patrie algérienne musulmane est pour la France une fidèle amie. Sa fidélité est celle du cœur et non point une fidélité apparente. Elle lui offre la sincérité de l'ami pour son ami et non point celle du domestique pour son maître. Dans la paix et la sécurité, elle demande à la France de respecter sa langue et sa religion, de lui aplanir la voie du progrès dans le cadre de sa religion, de sa langue et de sa morale propres. Elle lui demande de la gratifier de la liberté, de la justice et de l'égalité afin de devenir un modèle de progrès, d'égalité et de bien-être, et pour l'administration française et pour la coopération franco algérienne…

Abdelhamid Ben Badis

Aussi, nous, Algériens musulmans qui vivons dans notre patrie algérienne, à l'ombre du drapeau tricolore français et unis solidement avec les Français, dans une union que n'affectent ni les petits événements ni les crises superficielles, nous vivons avec les Français en amis fidèles. Nous respectons leur gouvernement et leurs lois, nous obtempérons à leurs impératifs et à leurs interdits. Et nous voulons qu'ils respectent notre religion et notre langue, qu'ils protègent notre dignité et qu'ils nous guident dans la voie de la renaissance politique, sociale et économique.» (Ce texte a été repris par Ali Merad dans *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris 1967, texte qu'il a lui-même traduit).

L'initiative de l'association des oulémas aboutit au congrès musulman du 7 juin 1936 à Alger. Un comité exécutif de ce congrès présente le 7 juillet 1936 une « charte revendicative du peuple algérien musulman ». Cette plate-forme propose ce qu'elle considère comme une solution juste: on ne réclame pas l'indépendance, mais le « rattachement pur et simple à la France » avec l'égalité totale des droits, l'abrogation de toutes les lois répressives et discriminatoires, les libertés individuelles et collectives pour tous, le suffrage universel

pour toutes les assemblées dans un collège unique. Elle comportait un élément important : affirmation de la spécificité du peuple algérien comme peuple musulman avec maintien du statut personnel et application de la justice musulmane. La charte réclamait textuellement : « La séparation de l'Eglise et de l'Etat. » (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1936).

En fait, les courants politiques qui adhèrent à ce Congrès musulman acceptent l'idée d'une France laïque, multiconfessionnelle, garantissant l'égalité de traitement pour tous ses citoyens. C'était en 1936. L'association des oulémas avait été le moteur de ce congrès, animée par ce qui semblait essentiel pour elle : l'unité des forces politiques algériennes et la proposition d'une sorte de compromis historique qui assurait l'égalité des habitants de l'Algérie en en faisant des citoyens égaux en droits et en devoirs, mais en préservant l'identité musulmane des Algériens.

L'accession au pouvoir du Front populaire avait fait naître de grands espoirs. L'Etoile Nord-Africaine, pourtant hostile au Congrès musulman qu'elle trouvait trop modéré présenta en février 1936 une série de revendication au nouveau gouvernement qu'elle confirma au ministre de l'Intérieur le 20 juin 1936. Dans ce dernier document, le mouvement affirme : « Afin de faire renaître l'espoir dans le cœur des Algériens et de faire revenir le calme dans les esprits, un gouvernement de Front populaire devra s'attacher à renoncer à la politique de la race privilégiée qui a inspiré jusque-là toute la législation et l'organisation administrative en Algérie, source de haines et de vexations. » (*El Oumma* juillet-août 1936). Il présente une série de revendications portant sur l'égalité totale en droits et en devoirs, l'extension des libertés individuelles, l'abrogation des lois répressives, l'égal accès à l'école et aux services sociaux, l'arrêt de la colonisation. Dans un souci d'unité, le Congrès musulman invita Messali à s'exprimer au meeting organisé à Alger le 2 août 1936. Celui-ci resta modéré en avançant sa principale revendication : « Un parlement algérien élu au suffrage universel sans distinction de race et de religion. » (*El Oumma* septembre-octobre 1936). Cette modération n'empêcha pas son parti d'être dissous le 26 janvier 1937.

Les 17 et 18 octobre 1936, la fédération algérienne du Parti communiste français se transforme en Parti communiste algérien. Le manifeste, qui est adopté à cette occasion, avance une série de revendications sociales condamnant la colonisation et les inégalités, les lois répressives dont il demande l'abrogation. Il affirme un ancrage culturel et historique : « Nous sommes les dignes continuateurs des héros nationaux algériens Abdelkader, Mokrani, Khaled.» Il déclare soutenir l'action du Front populaire en France et prône l'union la plus large des habitants de France et d'Algérie.

## Le PPA en 1937 : « Ni lutte de race ni lutte de classe »

Le Parti du peuple algérien est constitué le 11 mars 1937 reprenant la suite de l'Etoile Nord-Africaine. Dans sa déclaration d'avril 1937, ce mouvement politique rejette l'assimilation qu'il considère comme une chimère : « Le Parti du peuple algérien défendra tout le peuple algérien, il ne fera aucune distinction entre ses enfants ; il travaillera précisément pour que l'ensemble de la population, sans distinction de rang ni de religion puisse jouir des mêmes droits, des mêmes libertés, en accomplissant les mêmes devoirs. » Il résume ainsi son mot d'ordre : « Ni assimilation ni séparation, mais émancipation. » Il prône une très large autonomie interne de l'Algérie avec l'égalité totale en droits et en devoirs de tous ses habitants, sans pour cela réclamer l'indépendance : « En repoussant l'assimilation, le Parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France. L'émancipation de l'Algérie sera l'œuvre de ses enfants et l'aide effective du peuple français qui doivent, tous les deux, collaborer pour le bien-être général des deux pays et pour leur sécurité. » Il insiste à la fois sur la collaboration entre deux pays indépendants qui collaboreront en toute amitié sur la scène internationale et sur le nécessaire rapprochement entre les communautés : « L'action du Parti du peuple algérien ne sera ni lutte de race ni lutte de classe ; aux autres communautés vivant chez nous, il tendra fraternellement la main, sans tenir compte de leur race et de leur religion ; la seule condition qu'il demandera à tous, c'est l'union de tous et la participation de tous à la direction politique, économique et sociale de notre pays .» (*El Oumma*, avril 1937)

Le Front populaire ne répondra pas aux attentes des différents mouvements politiques algériens dont les plus radicaux étaient prêts à accepter une large autonomie interne en restant liés à la France, avec une totale égalité en droits et en devoirs entre toutes les populations. Le projet Blum Violette, pourtant extrêmement modéré qui prévoyait des améliorations dans le statut des Algériens musulmans, ne fut même pas discuté.

En 1937, l'association des oulémas se recentre sur ce qui lui paraît fondamental : la protection du musulman contre

les risques de déviation. Le cheikh Ibn Badis présente le 15 mai 1937 un manifeste en 20 points dans lequel il s'attaque violemment à certaines pratiques qu'il traite de paganisme (points 14 et 15) et s'en prend aux zaouïas (point 16). Il donne aussi une leçon de tolérance en prônant la fraternité entre les populations. Pour lui, l'Islam « …de même qu'il appelle à la fraternité islamique entre tous les musulmans, (...) rappelle aussi et à titre égal le devoir de fraternité humaine à l'égard de tout le genre humain, il établit une égalité absolue au point de vue de la dignité humaine et des droits de la personne entre les gens de toutes races et de toutes couleurs, il impose comme règle absolue la justice entre tous les hommes sans distinction d'aucune sorte, il laisse aux sectateurs de chaque religion leur liberté religieuse et le soin de comprendre et d'appliquer les enseignements de leur foi comme bon leur semble… » (traduction française parue dans *Le jeune musulman*, juin 1952). Le congrès musulman malgré le refus du Parlement français de discuter du projet Blum Violette, cédant ainsi aux pressions des élus européens d'Algérie qui bloquent toute évolution, maintient cependant sa confiance au gouvernement du Front populaire. Dans sa réunion de juillet 1937, il demande aux autorités de considérer la célébration de la prise de Constantine comme une date qui « clôture un siècle d'adaptations pour ouvrir une ère nouvelle de concorde et de paix entre frères musulmans et français tous égaux et solidaires. » Il regrette que le projet Blum Violette n'ait pas été discuté par l'Assemblée française et rappelle ses demandes d'abolition des lois d'exception d'application de l'égalité de traitement entre tous les habitants de l'Algérie.

Le Parti communiste algérien rappelle ses exigences dans une déclaration d'août 1937 : application des lois sociales, abrogation des textes discriminatoires, adoption du projet Blum Violette, égalité dans les assemblées élues. Il menace d'appeler au boycott des élections. Le 12 août 1937, le cheikh Ibn Badis lance un appel à l'union des Algériens pour exiger la fin des mesures répressives et l'égalité en étant relativement modéré : « Exigez que tout musulman algérien ayant sa majorité soit électeur et que les musulmans algériens aient le même nombre d'élus que les Français dans chaque assemblée. » Il exprime son amertume devant le refus de reconnaître aux Algériens une identité propre en rappelant ce que Daladier avait affirmé un an auparavant : « Monsieur le ministre Daladier, président du Parti républicain radical et radical socialiste, nous a fait cette déclaration : Je vous dis en toute franchise que je m'opposerai à celle de vos revendications concernant la représentation parlementaire tant que vous conserverez votre statut musulman. » Ibn Badis appelle lui aussi à cesser toute collaboration au sein des différentes assemblées locales : « Décidez de ne plus y retourner sans que l'égalité y soit établie. » (Archives d'outre mer, référence 11.4.47, texte repris par Claude Collot et Jean Robert Henry *Le mouvement national algérien, textes 1912-1957*, L'Harmattan, 1978)

Le 29 août 1937, le Congrès musulman décide la démission immédiate de ses élus et la suspension de toute collaboration avec les autorités. Le Parti communiste algérien (participant au Congrès musulman) et le Parti du peuple algérien (ayant été toujours à l'extérieur) participent aux élections cantonales d'octobre 1937 en présentant des programmes assez semblables avec des exigences en matière de suppression des lois répressives, d'égalités de droits, de respect des libertés fondamentales et de mesures sociales d'aide. En novembre 1937, le gouvernement expose des projets de réformes pour l'Algérie. La Fédération des élus musulmans de Constantine élabore un projet de réformes qui sera soumis aux autorités françaises le 31 décembre 1937. Celui-ci comporte des mesures d'égalité devant la loi, l'application du suffrage universel dans un collège unique, la suppression des textes répressifs et discriminatoires, des mesures sociales (relèvement des salaires, assurances, aides aux nécessiteux) et des programmes d'équipements des régions déshéritées, des réformes agraires. En matière de représentativité, sa revendication semble modeste puisqu'il accepte une participation majoritaire des Européens dans les assemblées en réclamant : « Dans toutes ces assemblées, porter le nombre des élus musulmans aux deux cinquièmes de l'effectif total. » En décembre 1937, la revue *L'Entente franco-musulmane* publie un long article de Ferhat Abbas qui annonce une rupture avec les visions du passé. Pour l'auteur, il ne peut y avoir d'émancipation de l'Algérie sans la fin du système colonial qu'une caste de privilégiés cherchera toujours à maintenir, en s'opposant s'il le faut aux mesures prises par le gouvernement français. Il fait référence au professeur Challaye : « Il n'est pas possible d'améliorer le régime colonial. Il faut le transformer profondément, c'est-à-dire le détruire. » Il exprime la déception de l'espoir suscité en 1930 qui aurait pu être le point de départ d'une série de réformes « …qui aboutiraient étape par étape, au droit commun, à l'unification politique et administrative des deux sociétés et à la naissance d'une Algérie française véritable, réconciliée avec elle-même. » Il y a une prise de conscience qu'il ne peut y avoir d'égalité en Algérie parce que la logique de la domination coloniale fait qu'il y aura toujours une société assujettie à l'autre : « Vouloir

une colonie sans sujets est une hérésie des démocraties modernes contre laquelle les colons s'élèvent avec juste raison. » Pour lui, les parlementaires européens d'Algérie qui s'opposent au gouvernement de Paris, « restent dans la logique et la tradition coloniale : sociétés juxtaposées, sujétion perpétuée. » Il tire une deuxième leçon de l'expérience vécue en affirmant que l'élu algérien ne doit plus se contenter d'une action individuelle mais privilégier « l'action et la discipline d'un organisme s'appuyant sur la masse et agissant sur elle ». Il affirme même la nécessité d'un mouvement de masse : « Pour vaincre un régime aussi puissant que le régime colonial, le transformer et le détruire, c'est peu des associations d'élus. Il faut une action de masse, de toute la masse. »

Cette évolution des élus modérés a été aussi celle des oulémas qui rejettent les accusations de ceux qui ont vu en elle un danger et une source d'agitation. En février 1938, Ibn Badis signe un manifeste dans lequel il affirme l'identité propre des Algériens en refusant l'assimilation, tout en restant légaliste et respectueux de l'autorité française. Il affirme que le peuple algérien demande le respect de son identité tout en « … jouissant de tous les droits et remplissant tous les devoirs que lui impose la loi, sur la base de la justice et de l'égalité. » Il adresse un appel au peuple français dont il fait l'éloge : « Ton histoire est pleine d'actions d'éclat et de traits d'héroïsme et de générosité qui prouvent qu'en tout temps et en toute circonstance tu as défendu le droit, malmené les tyrans, couru au secours de l'opprimé et pris en pitié le faible…C'est toi qui t'es dressé comme un lion contre tous ceux qui ont attenté à ta liberté ou à celle d'autrui… Entre toi et le peuple algérien, il existe des affinités et des liens consolidés par le sang de ses fils et des tiens sur les champs de bataille. Peux-tu te souvenir de tout cela pour joindre ta voix à la sienne et défendre avec lui son droit méconnu comme il a défendu avec toi le territoire de ta grande patrie ? Nous attendons ta réponse qui ne peut être que : OUI ! » (Archives d'outre mer, référence 11.H.47, texte repris par Claude Collot et Jean Robert Henry Le mouvement national algérien, textes 1912-1957, L'Harmattan, 1978)

## Ferhat Abbas en 1938 : « Abolition des privilèges de la race »

A la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les partis politiques algériens dans leur totalité réclament une égalité totale des droits entre tous les habitants de l'Algérie et des mesures pour améliorer la situation sociale des Algériens musulmans. Les maires européens bloquent l'examen des projets de réforme politique, notamment le projet Blum Violette. Ferhat Abbas réclame « un régime d'égalité où les privilèges de la caste, de la naissance et de la race soient abolis » (*L'Entente franco-musulmane* du 28 juillet 1938) Le Parti du peuple algérien affirme le 17 juin 1939 : « Le peuple français si ardemment attaché au principe de la démocratie, doit tendre une main fraternelle, car il s'agit de ses intérêts et de son prestige, au peuple musulman algérien dans sa lutte contre les privilèges…» (Le Parlement algérien 17 juin 1939). Le 31 mars 1943, des élus algériens présentent au gouverneur général un long mémoire (qu'ils appelleront le Manifeste du peuple algérien) présentant la nature de la domination installée en Algérie et dans lequel ils condamnent la colonisation «c'est-à-dire l'annexion et l'exploitation d'un peuple par un autre peuple » et dans lequel ils présentent leur principale revendication : « La liberté et l'égalité absolue de tous ses habitants, sans distinction de race ou de religion. » Ils remettront le 11 juin 1943 au général Catroux un projet de réformes immédiates (en fait une version assouplie du texte précédent ayant été jugé irrecevable) contenant la création d'un gouvernement algérien avec une représentation égale au sein des assemblées élues, des mesures d'égalité en matière de libertés, d'enseignement et d'accès aux services sociaux, concluant par ces mots : « Et sur la terre algérienne luira une aurore nouvelle, illuminée par le sang généreux de tous les soldats de la liberté, fraternellement unis dans le sacrifice et la victoire. » (Publication du gouvernement général, Imprimerie officielle, citée par Collot et Henry). Ce texte en fait contrôlé de près par une commission où siégèrent des représentants de l'administration fut rejeté par le gouverneur général. Les autorités françaises de la Libération instaurent le 19 décembre 1943 une commission « chargée d'établir un programme de réformes politiques, sociales et économiques en faveur des musulmans français d'Algérie ». Celle-ci entendra différents leaders politiques algériens. Le Parti communiste algérien demandera un élargissement de la citoyenneté à un plus grand nombre de musulmans.

## Les Amis du Manifeste en 1944 : « Une nationalité algérienne incluant les différentes communautés »

Les autres intervenants considèreront que le projet Blum Violette de 1937 était désormais dépassé. Ferhat Abbas et Abdelkader Saïah au nom des amis du Manifeste

affirment : « Il s'agit d'abolir ces privilèges et d'abolir toute dictature en Algérie ». (Commission chargée d'établir un programme de réformes politiques, sociales, économiques en faveur des musulmans français d'Algérie, Imprimerie officielle, Alger 1944). Ils réclament une autonomie politique où la reconnaissance d'une nationalité algérienne incluant les différentes communautés ne s'opposerait pas à un droit de regard de la métropole. Le cheikh El Ibrahimi, au nom de l'association des oulémas, réclame l'application effective du principe de la laïcité : «Comment un gouvernement laïc peut-il inventer un clergé pour une religion démocratique qui n'a pas de clergé ? » Il dénonce l'immixtion de l'administration dans la gestion et le contrôle des lieux de culte et la mise sous tutelle des établissements d'enseignement religieux. Sur le plan politique il avance : «Créer la citoyenneté algérienne, dont bénéficieraient les différents éléments de la population de ce pays, sans discrimination raciale ou religieuse, avec les mêmes devoirs et les mêmes droits…Libre exercice de tous les cultes et libre disposition par chaque communauté de ses édifices religieux ainsi que de ses fondations pieuses. » Messali Hadj exprime la position du Parti du peuple algérien : « Le musulman algérien demande avec ardeur à jouir de la citoyenneté algérienne, lui garantissant le respect de sa langue, de sa religion, de ses droits politiques, sociaux, et économiques pour son émancipation.» Il réclame un parlement algérien « …élu au suffrage universel sans distinction de races ou de religions. Dans ce parlement trouveront place, sur le même pied d'égalité, Arabes, Européens et Israélites, et tous fraternellement unis travailleront, chacun selon ses capacités, pour une Algérie libre et heureuse. »

Le général de Gaulle promulgua l'ordonnance du 7 mars 1944 qui déçut les attentes de toutes les composantes du mouvement national. En réaction fut créée l'association des « Amis du Manifeste de la Liberté » (AML) à l'initiative de Ferhat Abbas et soutenue par les oulémas et le PPA. Ce regroupement rejeta l'idée de l'assimilation portée par l'ordonnance de 1944, tout en saluant comme positives les mesures d'ordre social. L'Association des oulémas présente le 15 août 1944 un mémoire dans lequel elle réclame l'application effective du décret du 27 septembre 1907 sur la laïcité : « Nous venons aujourd'hui, au nom de la religion et du peuple musulmans, demander avec insistance l'application franche et intégrale du principe de la séparation du culte musulman d l'administration algérienne …» (cité par Collot et Henry). En mars 1945 les AML rappellent leur revendication pour la reconnaissance d'une nationalité algérienne et « l'établissement d'une constitution algérienne démocratique et républicaine ».

## Ferhat Abbas en 1946 : « Un Algérien chrétien ou israélite frère d'un Algérien musulman »

La répression s'est accompagnée de l'interdiction des mouvements politiques algériens. Libéré le 16 mars 1946, Ferhat Abbas lance le 1er mai 1946 un appel dans lequel il affirme : « Un Algérien chrétien, israélite doit être le frère d'un Algérien musulman, sans que celui-ci cherche à exclure l'autre de la communauté ou que l'autre se croie obligé de l'assimiler ou de le réduire à l'esclavage. » Dans *Combat* (numéro daté du 26 juin 1946) il précise ses positions pour un fédéralisme : « Il s'agit de mettre le peuple algérien sur un pied d'égalité avec le peuple de France, pour mieux associer les intérêts qui ne sont pas contradictoires. Cette association trouvera son expression dans un système fédéraliste qui permettra à chacun des peuples groupés au sein d'une vaste et libérale communauté française d'évoluer sans entraves dans son cadre naturel. »

Le gouvernement entame en 1947 une discussion pour un nouveau statut de l'Algérie. Les différents partis politiques algériens avancent leurs propositions dont les moins radicales parlent de personnalité algérienne autonome. Les communistes parlent d'un « territoire associé dans le cadre de l'Union française » où « tous les Algériens et Algériennes, sans distinction d'origine, de race, de langue ni de religion, jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations ». L'Assemblée algérienne serait élue au suffrage universel direct et secret et les auteurs de la proposition de loi acceptent cependant que « à titre transitoire, le corps électoral est réparti en deux collèges distincts ». Les modérés de l'UDMA déposent le 21 mars 1947 une proposition de loi qui affirme que « la République algérienne est membre de l'Union française au titre d'Etat associé. » Selon ce texte, « tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ou de religion, à l'exclusion des ressortissants étrangers, sont déclarés citoyens algériens et proclamés égaux en droits et en devoirs. » (*Egalité* mai 1947). Le PPA (qui deviendra officiellement le MTLD créé le 7 septembre 1947) est marginalisé, poussé à une activité semi-clandestine. Le premier conseil national du nouveau parti réclame une Constituante « élue au suffrage universel et direct par un collège unique sans distinction de race ou de religion ». Ce parti se radicalise et devient dominant dans le mouvement national algérien. L'association des oulémas se concentre sur sa tâche principale et réclame le respect de la laïcité par l'application effective de l'égalité de traitement des différents cultes pratiqués en Algérie

en respectant la loi du 9 décembre 1905 et le décret du 27 septembre 1907. Elle affirme dans un document de 1950 : « En étendant au culte musulman le bénéfice de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, vous confondrez les trois cultes dans la même égalité de droits ». (Typo litho et Carbonnel, Alger, 1950).

La répression qui s'aggrave accentue la radicalisation des différentes composantes du mouvement national. L'UDMA, lors de son 3e congrès de septembre 1951 affirme son objectif principal qui est : « La reconnaissance de la personnalité algérienne par l'institution d'une république algérienne démocratique et sociale…accessible à tous les Algériens sans aucune distinction. » Le parti s'affirme même « ouvert à tous les habitants de ce pays quelles que soient leur origine ethnique et leur confession. » (*La République algérienne*, septembre 1951). Le Parti communiste appelle lors de son congrès de février 1952 à l'élection d'une assemblée nationale souveraine « élue au suffrage universel direct et secret par tous les Algériens sans distinction d'origine. »

## Le MTLD en 1951 : « Le droit des Européens de vivre et de travailler paisiblement »

Le MTLD se radicalise et envisage une préparation à l'action militaire. Dans un document de décembre 1951 (principes directeurs de la lutte du mouvement national algérien), il précise ses positions sur les questions du nationalisme à qui il enlève tout contenu extrémiste: « Le nationalisme libérateur dont la nation est le but et le cadre d'existence ne saurait être un principe d'action de nature essentiellement religieuse… Le mouvement national algérien n'en est pas pour cela une organisation religieuse voulant convertir des hommes de religions différentes.» Parlant des Européens d'Algérie, il affirme : « Il n'est nullement question de méconnaître leur droit naturel d'hommes de vivre et de travailler paisiblement… Ces étrangers d'origine européenne et de nationalité française jouiront de la nationalité algérienne dans la mesure où ils s'intégreront dans la communauté nationale,…en un mot dans la mesure où ils se sentiront fils de la patrie algérienne et agiront en tant que tels. » *(Réalités algériennes,* Alger 1951)

**Ferhat Abbas** au centre de la photo

Avec son appel du 11 décembre 1953, le comité central du MTLD publie un projet de programme d'action où il affirme parmi ses principes fondamentaux : « Election d'une assemblée nationale souveraine par tous les Algériens au suffrage universel direct ». (*La nation algérienne* septembre 1954).

L'étude des textes du mouvement national avant le déclenchement de la guerre de libération permet de tirer quelques conclusions :

- à aucun moment, un parti politique n'a affirmé vouloir établir la suprématie de la population algérienne musulmane sur les minorités religieuses chrétienne et israélite ;
- la revendication unanime a toujours été l'égalité des droits quelles que soient les confessions ;
- l'association des oulémas a toujours réclamé l'application de la laïcité en rejetant le contrôle du culte musulman par l'administration coloniale. Elle a exprimé une grande tolérance en appelant à la coexistence et au rapprochement des différentes communautés dans une même société sous l'autorité d'un même Etat qui devait être respecté par tous. Elle a même accepté à un certain moment des projets de statuts qui n'étaient pas totalement égalitaires pour les Algériens ;
- les différents mouvements indépendantistes (ENA, PPA, MTLD) ont toujours demandé une stricte égalité en devoirs et en droits entre tous les habitants de l'Algérie sans distinction de religions. En avril 1937, le PPA avançait son mot d'ordre : « Ni assimilation ni séparation, mais émancipation. »
- Les mouvements qu'on peut considérer comme «modérés» (Fédération des élus, UDMA) ont évolué lentement de l'assimilation à l'indépendance. En 1937, ils estimaient que le système colonial devait être détruit et ils acceptèrent en 1947 une solution fédérale avec une totale égalité entre les différentes communautés et une république algérienne membre de l'Union française au titre d'Etat associé.
- Le Parti communiste algérien qui s'autonomisa en 1937 regroupait un grand nombre de citoyens français. Il reprit à son compte les grandes revendications sociales des années trente et de l'après-guerre et avança des propositions égalitaires.

## Le FLN : « La ligne de démarcation ne passe pas entre les communautés religieuses »

La position du FLN envers la minorité européenne est clairement affirmée dans deux documents fondamentaux. La proclamation du 1er novembre 1954 réclamait la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle offrait en contrepartie : « Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs. »

Cette position du FLN a été constante. Le Congrès de la Soummam du 20 août 1956 réaffirmait des positions doctrinales : « La Révolution algérienne n'a pas pour but de « jeter à la mer » les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain… La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie… La ligne de démarcation de la Révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre, d'une part, les partisans de la liberté et de la justice, de la dignité humaine et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelle que soit leur religion ou leur condition sociale. » Mais il ne se contente pas de ces affirmations. La plate-forme est un document qui se veut fixer un objectif stratégique et déterminer les moyens et les démarches pour y arriver. Le FLN ne considère pas la minorité européenne dans son ensemble comme un fait imposé dont il faut tenir compte. Remarquons qu'il utilise le terme « Algériens d'origine européenne » pour désigner la minorité non musulmane dans sa globalité et non de Français ou de minorité chrétienne. Il y cherche des alliés pour son objectif d'indépendance et il ne la voit pas comme un tout homogène : « C'est pourquoi le FLN a entrepris avec succès la mobilisation de toutes les énergies nationales. Mais il ne laissera pas l'ennemi colonialiste s'appuyer sur la totalité de la minorité ethnique en Algérie, dresser contre nous l'opinion en France et nous priver de la solidarité internationale ». Pour la première fois, un mouvement national algérien parle de différences au sein des Algériens d'origine européenne : « Mais en raison de ses privilèges inégaux, du rôle qu'elle joue dans la hiérarchie économique, administrative et politique du système colonialiste, la population d'origine européenne ne constitue pas un bloc indissoluble autour de la grosse colonisation dirigeante. » Le document affirme que la prise de conscience qu'une victoire militaire maintenant le statu quo était impossible, les Algériens d'origine européenne n'avaient pas tous la même attitude. « Ce serait donc une erreur impardonnable que de mettre dans le même sac tous les Algériens d'origine européenne ou juive.» Il consacre une attention particulière

aux Algériens juifs : « Sans puiser dans l'histoire de notre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'Etat, de cohabitation sincère, la Révolution algérienne a montré, par les actes, qu'elle mérite la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante. » Pour le FLN, certains parmi les Algériens d'origine européenne (pour utiliser la même terminologie) peuvent être des alliés de la Révolution algérienne. Il tâchera même d'obtenir la neutralité bienveillante du plus grand nombre en les rassurant. Et la Révolution algérienne eut ses martyrs et ses combattants non musulmans.

## Cheikh El Okbi en 1957 : «Appartenance de deux éléments à une patrie commune »

Le 7 janvier 1956, le cheikh Larbi Tébessi s'exprimant au nom de l'association des oulémas déclare approuver les objectifs du FLN et appelle à la création d'un Etat indépendant ouvert à toutes les origines et à toutes les religions.

Le journal *Le Monde* du 14 novembre 1956 parlait d'un mémorandum du FLN remis à l'Assemblée générale de l'ONU où on pouvait lire : « La pression de l'opinion internationale peut amener la France à accepter des négociations avec les véritables représentants du peuple algérien et une solution pacifique du problème. » Le journal commentait : « Ils veulent en finir avec les discriminations raciales et religieuses de toutes sortes et protégeront les intérêts légitimes de la minorité française. »

Le même journal publie le 19 janvier 1957 un entretien avec cheikh El Okbi où celui-ci donne son avis sur le fait national algérien : « Je partagerais le point de vue du chef du gouvernement indien lorsqu'il déclare que l'Algérie n'appartient pas seulement aux musulmans mais aussi aux Européens qui y ont œuvré de leur mieux depuis des générations et y ont fait souche. Alors je ne vois pas en quoi ni pourquoi l'affirmation de ce « fait national » opposerait ici musulmans et Européens puisque sa reconnaissance ne ferait que consacrer légalement l'appartenance de deux éléments à leur patrie commune. » Dans le même entretien, le cheikh rend un vibrant hommage à l'archevêque d'Alger, Mgr Duval « dont le sermon au lendemain des évènements du 29 décembre est allé droit au cœur des musulmans ». Il continue : « Quand on envisage aujourd'hui d'instaurer une nouvelle armature politique et sociale dans laquelle aucune des deux collectivités ne pourrait dominer l'autre, c'est parce qu'on s'est aperçu – un peu tard – des ravages

Abane Ramdane

de tous ordres que ce système, dont les effets persistent, a pu causer. » Dans cet entretien, le cheikh El Okbi, figure marquante du mouvement des oulémas, adoptait une position proche de la déclaration du MTLD de décembre 1951. Sur le plan doctrinal, le mouvement religieux et le parti qui a été le plus indépendantiste d'où sera issu le FLN, n'opposent pas l'appartenance à la nation et l'appartenance confessionnelle.

Le 29 juillet 1957, Ferhat Abbas donne une interview au journal *La Gazette de Lausanne* où il estime possible une Algérie Nouvelle «… mais après une révolution politique et morale que les Français d'Algérie doivent faire aussi, comme nous, et selon les impératifs du siècle où nous sommes… Nous devons tous être des citoyens comme les autres devant une loi faite pour tous, devant des problèmes que tous ensemble nous résoudrons… Et il est faux de dire qu'il y a deux communautés en Algérie. En réalité, il y a deux camps : celui du colonisé et celui du colonisateur. Colonisés et colonisateurs ne peuvent plus à notre époque cohabiter. »

## Krim Belkacem en 1961 : le respect absolu de l'humain

Le 7 août 1957, Ahmed Francis et Abderrahmane Kiouane, émissaires du FLN, déclaraient à Stockholm au sujet des Algériens d'origine européenne : « Nous laissons le choix entre deux statuts : ou la citoyenneté algérienne avec l'égalité totale des droits, ou le statut de Français (les Français étant alors traités en étrangers non privilégiés avec les droits et les devoirs qu'implique ce statut). Nous offrons un choix qui n'existe ni au Maroc ni en Tunisie. »

Le 17 février 1960, Ferhat Abbas, président du GPRA, leur adresse un appel solennel : « L'Algérie aux Algériens. A tous les Algériens quelle que soit leur origine…C'est la terre qui façonne l'homme. Et la terre algérienne nous a façonnés. Elle nous a si bien marqués que nous pouvons vivre ensemble… Nous voulons que vous participiez à cette édification… Ne gâchez plus les chances d'une union riche de promesses… »

Le 1er août 1961, Krim Belkacem chef de la délégation des négociateurs du FLN a eu ce commentaire dans une conférence de presse, après l'échec des premières négociations de Lugrin: « Nous sommes le premier pays colonisé à prendre et à revendiquer la responsabilité d'offrir le droit de cité aux ressortissants de la puissance colonisatrice. En cela nous démontrons que nous ne sommes pas seulement en harmonie avec notre temps mais que notre politique est fondée à la fois sur la raison et le sens des réalités, la justice et le respect absolu de l'humain. »

Les négociations d'Evian n'ont jamais buté sur la question de la minorité chrétienne. On y retrouve la position constamment exprimée par le mouvement national puis par le FLN : égalité de droits et de devoirs entre tous les habitants de l'Algérie, de toutes confessions.

## Les Algériens d'origine européenne ne sont pas tous partis en 1962

Dans un ouvrage tout récent, Pierre Daum parle des Algériens d'origine européenne restés en Algérie après l'indépendance (*Ni valise ni cercueil*, Actes Sud, Paris 2012). Dans la préface, l'historien Benjamin Stora en souligne l'apport : « De façon érudite et passionnante, l'auteur remet en cause plusieurs idées reçues à propos du départ des Européens d'Algérie… Chiffres à l'appui, tirés de sources nombreuses et pertinentes, Pierre Daum nous livre une autre version, peu connue et dérangeante, mais bien plus

Krim Belkacem

conforme à la réalité : deux cent mille pieds-noirs sont restés à l'été 1962, finissant leurs jours dans leur pays, ou partant ensuite progressivement au cours des décennies suivantes…Et voici remise en cause une autre idée : tous les pieds-noirs n'étaient donc pas d'affreux colonialistes, attachés à leurs privilèges. » Pour Benjamin Stora, « un des intérêts du livre de Pierre Daum est de se situer hors des sentiers idéologiques occupés depuis bien longtemps par les partisans de la nostalgérie ».

Dans cet ouvrage, on apprend donc que les Algériens d'origine européenne (pour reprendre la terminologie du Congrès de la Soummam) ne sont pas tous partis à l'indépendance de l'Algérie. Dans de multiples témoignages, il nous parle des relations d'amitié entre des Algériens de différentes confessions partageant un même attachement à l'Algérie. Les départs s'étalèrent surtout à partir de 1966 et l'auteur en donne plusieurs raisons.

On ne peut donc considérer comme objectives les affirmations selon lesquelles la minorité européenne d'Algérie a eu des réactions « compréhensibles » parce qu'elle était visée par le FLN et par les religieux et qu'elle avait été condamnée à quitter précipitamment l'Algérie pour éviter d'être massacrée.

*B.T.*

# CHEIKH SIDI AMMAR BEN EL-HOCINE

* Par Mohamed Cherif Abbès
ministre des Moudjahidine

Depuis tant d'années que je souhaitais retranscrire ce que ma mémoire m'aurait permis de reproduire de la vie et de l'œuvre de mon père, l'érudit, l'imam et l'auguste maître cheikh Sidi Ammar Ben El-Hocine Ben El-Hadj Tahar Ben Abdallah Abbas, que Dieu ait son âme. Un vœu qui devenait un impératif auquel il fallait frayer un chemin entre les impératifs des obligations et le poids des engagements quotidiens, à mesure que les années passaient et que je voyais ses enfants, ses petits-enfants, plus d'une soixantaine, les cousins et leurs enfants, vaquer à leurs occupations quotidiennes, s'éparpiller aux quatre coins du monde ou s'atteler aux moyens d'assurer leur vie ou de l'améliorer selon les circonstances.

L'appréhension était grande de voir le fossé ne cessant de se creuser, au fil du temps, entre le legs de valeurs morales et d'érudition de mon père cheikh Sidi Ammar, que Dieu ait son âme, et le degré de connaissance, par les générations successives, de cette éminente personnalité.

J'ai lu l'innocence dans leur regard et j'ai alors compris qu'elles n'avaient enfreint aucun serment ni manqué à aucun engagement et qu'elles n'avaient pas fait montre d'une quelconque ingratitude. C'est alors que j'ai compris qu'il m'appartenait de consacrer un droit et de m'acquitter d'un devoir.

Un droit à l'endroit de ses enfants, de ses petits-enfants et de leurs frères algériens, en faisant connaître l'une des éminentes personnalités de la Nation. Tout en veillant à mettre en relief ses vertus et son apport à la préservation de nos constituantes et de nos spécificités et à leur défense, dans les circonstances les plus difficiles et les moments des plus ardus.

Une démarche à même de contribuer au raffermissement des liens qui doivent demeurer solides, afin d'assurer la transmission de cet héritage et de veiller à sa pérennité entre les générations, en tant que référence et modèle. Il s'agirait aussi pour moi de m'acquitter d'un devoir envers mon père, une sorte de don perpétuel, en faisant connaître son œuvre, d'autant que j'étais très proche de lui, parce qu'au-delà du père, il a constitué pour moi un modèle, un exemple, un appui aussi bien dans les moments de bonheur que dans l'adversité, et aussi un refuge dans la difficulté et un guide.

Je continue, encore aujourd'hui, des années après sa disparition, à m'inspirer de ses postures et attitudes et à puiser dans son héritage fertile et dont je ne me sépare jamais.

La vie de mon père cheikh Ammar était pleine et intense. Il veillait à mettre à profit chaque moment, s'astreignant à un mode de vie strict duquel il ne dérogera point sauf raisons impérieuses.

Il consacra la majeure partie à l'œuvre publique et à l'objectif qu'il s'était assigné, celui de servir l'Islam, contrecarrant ainsi les conspirations et autres complots ourdis contre lui par les sphères coloniales et les âmes faibles qui étaient restées dans leur sillage.

Il estimait, à l'instar des hommes de la Réforme, que la prise en charge des jeunes, la généralisation de l'enseignement et l'élimination des foyers de dépravation et d'hérésie restaient les meilleurs moyens de déjouer et de miner ces complots.

Un tel choix n'était pas aisé au regard de la période d'alors et des moyens de travail disponibles. Mais il était convaincu que pour celui qui prend pour repère le Prophète Mohamed (QSSSL), les difficultés, les défis et les moyens disponibles n'ont point d'importance.

Il disait toujours que notre force et le secret de notre triomphe résidaient dans notre attachement au Saint Coran et à la Sunna du Prophète Mohamed (QSSSL), garants du succès et de la réussite. Un attachement qui, selon lui, ne se limitait pas à la simple conviction certaine, mais qui allait de pair avec le travail et l'effort, dont le sou-bassement essentiel reste la sincérité en tout, plus particulièrement envers Allah, en se soumettant à Ses prescriptions et en s'éloignant de Ses interdictions.

C'est le sens du devoir qui m'a amené, comme je l'ai dit précédemment, à consacrer ces quelques pages à un homme qui a vécu avec ses semblables les périodes les plus difficiles qu'a connues le pays au cours du vingtième siècle, voire le monde entier, avec les deux guerres mondiales et la guerre froide. Un homme qui a également été témoin des étapes marquantes et des tournants décisifs de la lutte nationale pour l'affranchissement du joug colonial français.

Mais j'ai surtout voulu, à travers cette modeste contribution, qui n'est qu'une tentative individuelle parmi la somme d'occupations quotidiennes, de mettre en exergue l'importance que revêtent de telles démarches visant à faire connaître les illustres personnalités ayant marqué de leur empreinte des périodes historiques précises dans un domaine ou un autre.

Il apparaît clairement dans le parcours de mon père, cheikh Sidi Ammar, qu'il faisait partie des enfants de sa

**Cheikh Ammar** et ses enfants

génération qui ont été d'un apport certain au processus de réforme religieuse, en la dotant des motifs de son succès et de sa propagation.

Il a été aussi l'un de ceux qui ont compris, très tôt, tout l'impact positif qu'une telle réforme pouvait avoir sur le renforcement de la prise de conscience nationale. Ceux qui ont réalisé également qu'œuvrer sur ce front nécessitait des années de préparation, de qualification, de la patience, de l'assiduité et de la persévérance à toute épreuve.

Je saisis, également, l'espace que m'offre cette biographie pour rappeler les noms de certaines personnalités de sa génération ayant vécu les mêmes périodes et contribué activement à essaimer la conscience religieuse authentique, à la prise en compte populaire et à la sensibilisation quant aux éléments constitutifs de l'identité et aux droits spoliés.

Autant de facteurs qui ont placé le plafond des revendications à leur summum : la réalisation de l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale.

A vrai dire, chacun d'entre eux représente une expérience personnelle, une page exceptionnelle et un maillon indispensable d'un édifice complémentaire ayant porté le flambeau de la réforme et du renouveau et participé à l'élimination des poisons aussi bien que des conspirations instillées par la colonisation dans les esprits dans le but de les détourner, de les ex-ploiter et de les plonger dans la désespérance. Par la volonté de Dieu, la plupart d'entre eux joignirent les actes à la parole, passant par la formation et la mobilisation, ils se mirent au service d'une vie intellectuelle et religieuse renouvelée, à la lutte de Libération nationale. Ce qui leur permit, au demeurant, de prendre conscience de l'importance de ce qu'ils avaient semé dans les esprits, à la lumière de la persévérance et de la résistance manifestées lors

صور جماعية لتخرج مشايخ من الزيتونة عام 1934 و معهم بعض الطلبة الذين يواصلون دراستهم

de ces batailles. Le cheikh des martyrs cheikh Larbi Tebessi et cheikh Mohamed Laadoui, cheikh Ahmed Reda Houhou en sont les illustres exemples.

Cheikh Larbi (1895-1957) : un des pionniers de la Réforme religieuse. Il fit ses études à Zitouna et à Al-Azhar au Caire où il obtint un diplôme (Al-Alamia) en sciences islamiques. Il fut secrétaire général de l'Association des oulémas musulmans algériens. Il était un nationaliste et un militant inflexible. Il a été assassiné par les autorités françaises.

Cheikh Mechri Laadoui, dénommé Mohamed Laadoui : homme de science et de réforme, il naquit à Ouled Hannache, Bordj Laghdir. Diplômé de l'université Zitouna (Tunisie), il enseigna à l'Institut Ben Badis. Assassiné par les autorités françaises.

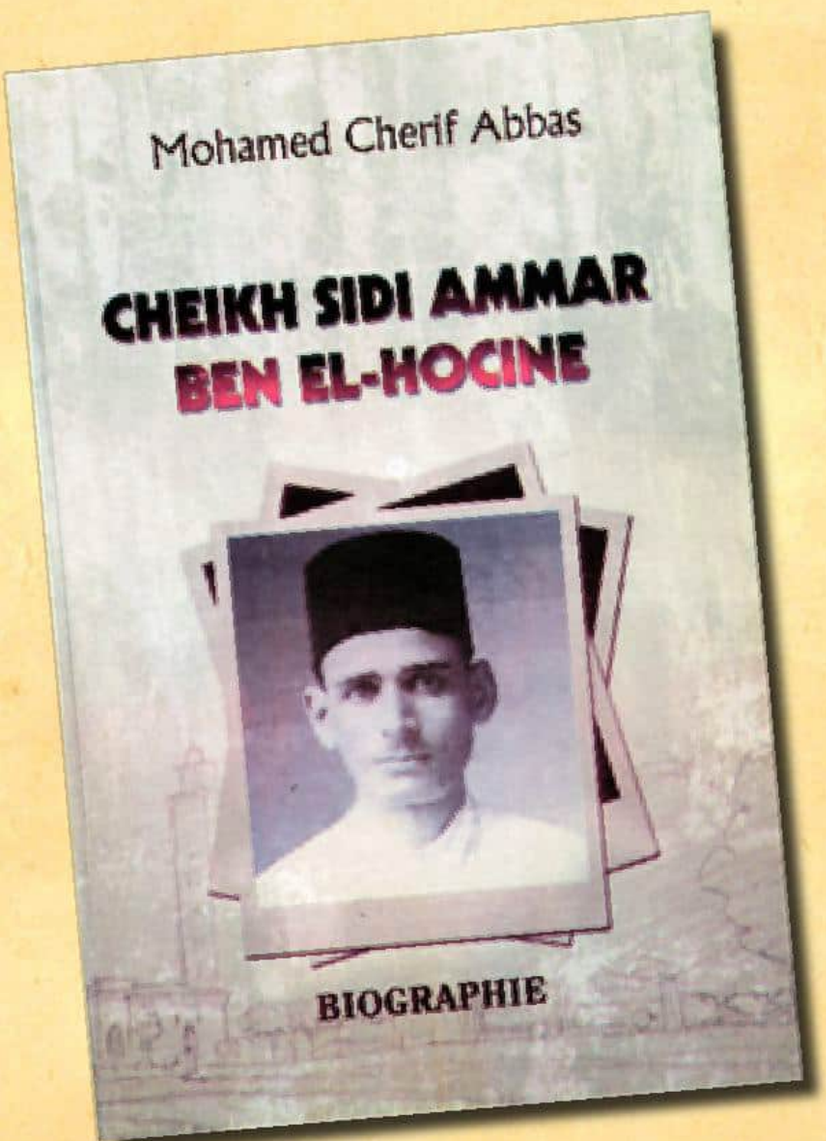
Cheikh Ahmed Redha Houhou (1911-1956) : écrivain, critique et réformateur social qui reçut une double formation en français et en arabe. Il émigra à Médine où il obtint un diplôme de l'Ecole des sciences légales. Il participa à la rédaction de la revue Al-Manhal éditée à La Mecque. Il revint au pays en 1946, pour rejoindre l'As-sociation des oulémas musulmans algériens en qualité d'enseignant puis en tant que directeur. Il devint par la suite secrétaire général de l'Institut Ibn Badis à Constantine. Il fonda l'association El-Mazher Al Kasentini pour le théâtre et la musique. Ses œuvres : Ghadat Oum El-Qora (La belle dela Mecque) ; Maa Himar El-Hakim (Avec l'âne d'El-Hakim); Sahibat El-Ouahy (La femme inspirée) ; Namadhidj bacharia (Spécimens humains). Redha Houhou tomba en martyr en 1956. Chacun de ces hommes exceptionnels, qui ont été des exemples d'honnêteté, de force et de patience, représente une valeur nationale incommensurable qu'on doit faire connaître et dont il faut s'inspirer.

J'ose espérer, à travers ce modeste effort, avoir attiré l'attention sur ce qu'il importe de faire avec l'aide de Dieu.

Mohamed Cherif Abbas, fils de cheikh Ammar

*L'érudit cheikh Sidi Ammar Ben El-Holcine,*
*de Mohamed-Chérif Abbas*

# DES ZAOUÏAS COMBATTANTES




*Traduit de l'arabe par Fatch Adli*

# Cheikh Sidi Ammar ben el-hocine

## *Mémoire*

C'est cheikh Sidi Ayachi, le père d'un de ses cousins, Sidi Salah Ben Abbas, qui avait fondé au douar Ouled Fadhel, village Aïn Lekseur, à Batna, cette zaouïa sur le modèle de la Rahmaniya. Celle-ci hébergeait les talebs et était en même temps considérée comme un centre de transit pour les voyageurs et un abri pour les démunis, les opprimés et les sans-abri. Cheikh Sidi Ammar y avait assumé la fonction d'imam, en présidant les prières du vendredi et des deux fêtes de l'Aïd, en plus de l'organisation des halaqate d'orientation religieuse. Il avait également consolidé l'activité de la zaouïa dans le domaine de l'enseignement, par des cours de langue et des sciences islamiques qu'il dispensait dans un style nouveau et plaisant qui rendait ces matières plus compréhensibles et plus attractives. Dès le début de son activité d'enseignant dans cette zaouïa et partout où il avait enseigné, y compris en son propre domicile comme nous allons le voir plus tard, il avait réussi à faire aimer le savoir aux jeunes de la nouvelle génération, en infusant un esprit d'émulation dans leurs rangs. Il tenait tant à la célébration des fêtes religieuses, telles que le Mawlid et l'isra wa el-mi'raj, la bataille de Badr, Leilet el-qadr, organisant des cérémonies conviviales regroupant talebs et leurs parents autour de la meïda du saint Coran et de la vie du Prophète. Et à chaque occasion, il prononçait un prêche devant ce public avec un langage à la fois accessible et pénétrant de foi et de piété. Il tenait aussi toujours, dans pareilles célébrations, à récompenser ces enfants en leur distribuant des confiseries – tout ce que permettaient ses moyens à l'époque –, et les tenait un à un pour les encourager. Il prodiguait ses conseils aux parents qui se réunissaient autour des tasses de thé et les exhortait à prendre soin de leurs enfants, à les éduquer et à leur inculquer la foi en Dieu. Il profitait aussi pour prédire un avenir meilleur à leurs enfants, dans le cas où ils les auraient bien formés et bien préparés aux attentes de la nation. Il ne ratait aucune occasion pour prévenir ses ouailles contre les méfaits de l'ignorance, du désespoir et de la résignation et ne cessait de répéter que si le colonialisme avait réussi à obnubiler beaucoup de gens, nous, par le savoir, nous pourrions révéler la vérité. Cheikh Sidi Ammar était plein de vivacité et d'enthousiasme, si bien que les gens aimaient tant le côtoyer et écouter ses discours. Avec son visage expressif, sa sagacité, les gens venaient en masse lui rendre visite chez lui pour lui signifier leur sympathie et leur gratitude. Il n'épargnait aucun effort pour les éclairer sur le chemin

photo de la zaouïa Errahmania prise dans les années vingt

de la justice, du savoir et du devoir.

Tous ces efforts étaient ajoutés à l'actif de la zaouïa, dont la renommée s'était étendue, à telle enseigne qu'elle devenait apte à former des candidats à la Zitouna. Ainsi, le nombre de ses fidèles ne cessait de se multiplier pour atteindre des niveaux inédits. Dans la première mission envoyée par la zaouïa en Tunisie, figuraient les deux fils du cheikh de la zaouïa, si Abdelhafid Abbas, tombé au champ d'honneur en 1961, et si Tahar Abbas, tombé au champ d'honneur à Bouarif en 1958.

Ces deux braves fils étaient à l'avant-garde des maquisards ayant répondu à l'appel de la Révolution, dans laquelle ils firent preuve, en tant qu'officiers de l'ALN en Zone 2 de la Wilaya I, d'un grand sens de sacrifice. Ils combattirent l'ennemi jusqu'au dernier souffle et lui infligèrent de grosses pertes. Grâce à son dynamisme et à la richesse de son savoir, son nom se répandait dans les tribus, dont les M'chounèche, lesquels lui envoyèrent, un jour, une délégation composée de membres du comité religieux pour tenter de le convaincre de devenir imam à la vieille et unique mosquée qui se trouvait à Srir El-Ghars. Un vœu qu'il exauça sans attendre. Il partit avec sa famille au milieu des années 1940 et s'installa dans le village de M'chounèche situé aux confins des Aurès et à quelque 30 kilomètres au nord de Biskra ; il y travailla comme imam.

### Les premiers fruits

Cheikh Sidi Ammar savait pertinemment l'importance et l'extrême sensibilité de la fonction d'imam à cette époque. Cela exigeait de lui qu'il s'activât sur plusieurs fronts et dans divers domaines. Il s'engagea notamment à lutter contre les hérésies et autres impuretés introduites à la religion par le colonialisme et ses supplétifs, vicieux

et faibles d'esprit. Il savait qu'il allait ouvrir un front avec les protecteurs de ces vices et ceux qui en tiraient profit. Il se devait aussi d'assurer l'encadrement de la vie spirituelle et sociale des enfants de son peuple et de les aider notamment à se prendre en charge et à maintenir les liens de fraternité, de solidarité et d'union, suivant les préceptes d'Allah le Tout-Puissant et de Son prophète. Cela revient à dire qu'il devait assumer un rôle d'adversaire à tout ce que le colonialisme ambitionnait de réaliser, par l'intermédiaire de ses supplétifs et de ses structures spécialisées qui s'employaient à imposer des modèles contraires à la religion, destinés à voiler aux ignorants la réalité et l'arbitraire dont ils sont victimes.

Cheikh Sidi Ammar avait assumé son rôle d'imam, conscient des exigences de l'heure. Il se démena pour vaincre le désespoir et la peur qui pesaient sur la population dans leur vie quotidienne et les démotivaient gravement. Il se donna à fond pour les orienter sur le droit chemin et leur éviter les voies fatales.

Sa joie fut indescriptible, quand il vit la conscience se propager et en voyant dans chaque acte, dans chaque parole une lueur d'espoir et une graine de fertilisation pour réaliser le grand objectif dont il rêvait. Les prémices de cette conscience commençaient à prendre forme et à prendre de l'ampleur dans toutes les régions où il activait, et partout en Algérie. La révolte d'Abdelkrim El-Khettabi dans le Rif marocain et les idées prônées par l'Emir Khaled, relayées ensuite par les pionniers du Mouvement national ne quittaient guère son esprit.

S'il avait bien réussi, lui, à déserter le service militaire obligatoire, il avait toutefois vu ses frères de sa tribu et des milliers d'autres jeunes algériens utilisés comme de la chair à canon et des boucliers pour les Français et leurs alliés européens. Il entendra parler des dizaines de jeunes et verra des familles perdre leur unique soutien dans une guerre qui n'était pas la leur. Il voyait les Français piller toutes les richesses du pays, pendant que la population mourait de faim, ravagées par les maladies et l'analphabétisme.

Dans ces moments difficiles, il se devait de se concentrer sur toute action ou toute idée susceptible de faire renaître l'espoir et de faire croire au salut et au changement. La source de toute cette énergie était le Saint Coran et la Sunna. L'exemple à suivre en la matière, et dont il fallait s'inspirer, était dans l'histoire glorieuse de la Oumma, et de ses exploits contre l'occupation et l'oppression. Il aimait tant réciter à ses ouailles ce verset coranique : *«Si vous faites triompher (la cause d') Allah, Il vous fera triompher et raffermira vos pas. »* (Sourate Mohammed, 6), en enchaînant avec le célèbre adage : « Quiconque fait confiance à la promesse de Dieu, Dieu ne le trahira pas. »

Le saint patron et imam, cheikh Sidi Ammar, avait ainsi réussi à réunir les gens autour de lui, lesquels admiraient en lui son courage, sa sagacité, sa perspicacité. Leur confiance s'était raffermie en découvrant son immense savoir et ses positions qu'il fondait toujours sur des arguments coraniques et scientifiques irréfutables.

Durant toute sa vie, il tenait à nouer des relations amicales avec les siens et ses proches et aussi avec les notables de la région qui lui vouaient amitié, estime et confiance et le consultaient sur toutes les questions ayant trait au bien général.

Parmi ces notables qu'il côtoyait, il y avait hadj Abdallah Abdassamad et hadj Salah Fadheli, si Messaoud Guerfi, Bekhouche Messaoud dit Bessaou, hadj Lekhmissi Bouzeghaia, ses deux frères hadj Maâmmar et hadj Belkacem, hadj Abdelhamid Fadheli, Mohamed Nekkache, hadj Abdallah Ben Mohammed Lakhadar de Kessas et enfin cheikh El-Hachemi Ben Rehhal.

Il fréquentait aussi beaucoup ses cousins et amis de Remila, parmi lesquels on peut citer ses cousins Othmane Ben Omar et ses deux frères Ammar et Salouh, hadj Saïd Achba et ses fils, si Chérif Oundjeli et son fils Radjem, hadj Abdelmadjid Ben Abid, Lakhdar Hebbal, El-Manaa Mederreg Narou, Zemmal Ahmed dit « Bounibane », et bien d'autres encore.

Il était de nature sociable et tenait tant à s'enquérir de la situation sociale de ses compatriotes, notamment des gens nécessiteux. Il appelait toujours à l'entraide et invitait tout le monde à faire preuve d'altruisme et de sens de sacrifice, même avec le peu de moyens qu'il possédait, car c'était le seul moyen pour vaincre les malheurs et la misère imposés par le colonialisme.

La solidarité avec les plus pauvres étant un devoir religieux ; mais, aux yeux de cheikh Sidi Ammar, c'était aussi une nécessité vitale, au vu des risques de disparition qui menaçaient les populations du fait de la famine et de la déportation vers les régions arides.

Ses admirateurs et amis sentaient bien sa sincérité, surtout qu'il donnait à chaque fois l'exemple par lui-même. C'est pourquoi ils partageaient avec lui ses sentiments et ses projections d'avenir et n'hésitaient pas à l'aider dans sa tâche. Cette ambiance de travail et de convivialité qu'il créa finira par troubler l'occupant et déjouer tous ses plans.

Tout en s'attelant d'arrache-pied à son action quotidienne, cheikh Sidi Ammar n'eut, à aucun moment, perdu de vue l'importance du rôle à jouer pour préparer les gens au grand jour, au jour où se réalisera le salut et le retour des choses à la normale. Il était persuadé de la nécessité de préparer la jeune génération, de la former, de lui inculquer le sentiment d'appartenance et de la doter des moyens nécessaires pour chasser définitivement l'occupant. C'est pourquoi, cheikh Sidi Ammar axait ses efforts sur l'enseignement, en formant des élèves pour les orienter ensuite vers l'université de la Zitouna.

Au bout de quelques années seulement, les grains semés commençaient à germer et à donner leurs fruits, avec les premiers groupes d'étudiants revenus au pays, qui entreprirent d'encadrer la vie religieuse et sociale des populations.

Dès le déclenchement de la Révolution, la plupart de ces étudiants rejoignirent le maquis et furent les premiers à avoir eu ce mérite, comme une grâce de Dieu. Certains d'entre eux survivront à la guerre et deviendront des bâtisseurs de l'Algérie indépendante. Ils contribueront à l'édification de ses institutions souveraines, à l'exemple de Mohamed Mehri, Zerrouk Moussaoui, que Dieu leur accorde longue vie, et bien d'autres, dont la liste risque d'être longue.

## La zaouïa combattante

La zaouïa, où le saint patron cheikh Sidi-Ammar exerça comme éducateur et prédicateur, est affiliée à la confrérie Rahmania, considérée comme l'une des plus importantes dans le pays, la plus ancrée dans la société algérienne et la plus attachée à ses spécificités. Et à l'image des autres confréries, fondées sur la doctrine achaarite et le rite malékite, la Rahmaniya est une structure sunnite pure qui ne souffre aucune déviation ou dépravation. La zaouïa est par essence réfractaire à tous les délices de la vie d'ici-bas et ne se soumet qu'à ce que Dieu recommande et ce qui est prescrit dans le message légué par Son prophète. Il était donc tout à fait naturel qu'une confrérie basée sur une telle charge de piété, de loyauté et d'adoration de l'Unique se soulevât contre tout acte d'agression visant à porter atteinte à la religion et aux croyants, par qui et pour qui la confrérie existe.

Il n'était pas alors surprenant que la confrérie Rahmaniya, avec ses nombreuses zaouïas présentes sur une large partie du territoire national, ait adopté une position hostile à l'invasion coloniale des croisés qu'elle n'aura jamais déviée ou changée, en dépit de toutes les souffrances que ses disciples ont eu à endurer.

La zaouïa Sidi El-Ayach du douar Ouled Fadhel appartient aussi à ce courant hostile à l'injustice et à l'oppression et luttant pour la préservation de la religion et de l'identité. Elle était ce creuset où coexistaient la pureté spirituelle et l'adoration de Dieu avec le savoir et l'aide apportée aux gens démunis.

Cela dit, l'épreuve de l'invasion lui dicta une autre fonction bien indiquée dans la religion : il s'agit de préparer les hommes à défendre la patrie et à protéger les enfants de la nation.

La zaouïa a, durant toute la période coloniale, beaucoup contribué à la prise de conscience religieuse et à la sensibilisation pour amener le peuple à se révolter contre l'occupation et l'oppression. Elle tenait à ce que ses disciples restent mobilisés tant que l'occupation existait. Ses hommes animaient la région par les prières, le savoir et le travail. Ils priaient la nuit et combattaient le jour, soit par l'esprit soit par l'action.

Lorsque les signes de la révolution commençaient à poindre à l'horizon, la zaouïa, grâce à ses hommes, à ses femmes et à ses disciples, étaient au rendez-vous. Ils se mêlaient dans la masse pour éclairer les égarés et inciter à prendre part à la bataille décisive et au devoir d'y adhérer massivement. La zaouïa devenait plus aguerrie ; et dès les premiers coups de feu, elle changea ses priorités et se transforma en citadelle pour combattants et en cellule active, en mettant toutes ses réserves humaines et matérielles au service de la cause sacrée.

Au début de 1955, la zaouïa deviendra un centre d'hébergement, de transit, de liaison et de transmission pour l'Armée de libération nationale.

Quelques années plus tard, en 1958, les autorités coloniales n'accepta plus de voir la zaouïa s'obstiner dans son action de djihad, faisant fi des menaces et pressions multiformes à laquelle elle était soumise pour l'en dissuader, à commencer par l'assassinat de plusieurs militants, dont le fils cadet du cheikh, Abdelwahab, que Dieu ait son âme.

Après avoir épuisé tous les moyens pour l'empêcher de soutenir la révolution, les autorités françaises décidèrent de mettre fin à ses activités en dynamitant le site avec toutes ses composantes, comprenant des logements abritant une quarantaine de personnes, une écurie contenant une trentaine de têtes de chevaux et de mulets, une étable pour bovins et une autre pour ovins, une mosquée pour la prière, une école coranique et une résidence pour les

élèves internes.

En quelques instants, une forte explosion retentit dans toute la région : la prestigieuse zaouïa fut soufflée. Après cet acte odieux, la famille se retrouva sans abri. Les autorités françaises, ne voulant laisser aucune chance pour reconstruire le site, emportèrent toutes les pierres de la zaouïa à Boulefrayes, pour les utiliser dans la construction d'une caserne militaire.

De tous les enfants de cheikh Sidi Saleh, il ne restait que l'aîné, qui échappa miraculeusement à la mort. La survie de cheikh Sidi Maancer, qui prit le relais pour prendre en charge la famille et poursuivre avec courage son combat révolutionnaire jusqu'au bout, symbolisait cette pérennité de la zaouïa qui, malgré le désastre qu'elle avait subi, continuait à rayonner de ses idées, de ses valeurs et de son esprit de lutte, que les épreuves rendirent plus ancrés et plus rayonnants encore.

## Un père exemplaire

Outre ce palmarès, il était un père exemplaire, tant il avait fondé son foyer sur la foi, la piété et la bonne conduite, conformément à ce que dit le Tout-Puissant dans un verset : «Ô vous qui avez cru ! Préservez vos personnes et vos familles, d'un Feu dont le combustible sera les gens et les pierres, surveillé par des Anges rudes, durs, ne désobéissant jamais à Dieu en ce qu'Il leur commande, et faisant strictement ce qu'on leur ordonne » (At-tahrim).

Toute sa vie, il vécut dans la pureté de l'esprit et la bonne foi. Il ne baissa jamais la tête, ni ne fléchit devant l'adversité. Chez lui, il était un exemple d'austérité et de modestie. Il se vêtit très simple, mais avait les mains et le cœur propres. Rien ne le distinguait vraiment des autres, hormis peut-être cet éternel éclat dans ses yeux. Ses paroles austères étaient pleines de sagesse et de rigueur.

C'est ainsi que doit être tout croyant puisant sa force de sa foi en Dieu.

Dans sa vie, il était aussi un bon gestionnaire, très rationnel. Ce qui lui permit de construire une maison en pierres et d'acheter deux palmeraies, qui étaient son lieu préféré pour méditer et se reposer. Tout en visitant de temps à autre ses champs et son bétail qu'il laissait à proximité de la zaouïa, à Ouled Fadhel.

Au début de son séjour à M'chounèche, la conjonctivite faisait rage dans la population. Cela le contraignit au bout d'un certain temps à quitter les lieux et à partir en Tunisie, où les conditions étaient meilleures du point de vue des soins notamment. Car il faut savoir que dans les deux villes de Batna et de Biskra, et dans toute cette vaste région aux reliefs si divers, il n'y avait qu'un seul médecin européen, le docteur Chatonet, spécialiste en ophtalmologie et qui travaillait et résidait dans la ville de Biskra.

En Tunisie, il se fit opérer avec succès aux yeux, avant de revenir à son activité à M'chounèche. Et avec lui revenaient les halaqate et les *dourous* à la mosquée, comme de tradition. Les fidèles s'appliquaient à réciter les deux célèbres poèmes de la *burda* et *el-hummaziya*, et à verser dans le *dhikr* et l'éloge du Prophète (QSSSL).

Vinrent ensuite les années de sécheresse et de famine dans les années 1940, où il fut contraint de céder tout son bétail, chevaux, mulets, bovins et ovins. Seul le foncier put être épargné : le tout d'une superficie de 40 hectares, y compris celle sur laquelle était bâtie la maison.

En fait, les grosses pertes qu'il essuya durant cette période, si dure pour tous les Algériens, furent une dure épreuve pour lui et sa famille. Non seulement, il se retrouvait privé de ses principales sources de vie pour replonger dans le dénuement dont il avait tant souffert depuis son jeune âge, mais il perdait là aussi les réserves matérielles sur lesquelles il comptait pour porter aide et assistance à des gens accablés par une intenable misère, du fait de la politique coloniale. Lui qui considérait la charité comme une partie essentielle des bonnes œuvres qu'il s'était assignées.

Cela dit, l'homme s'en remettait à Dieu, croyant au destin : « Dis, nous n'aurons à subir que ce qui nous est prescrit par Allah. » Il consolait les siens en leur expliquant que le vrai croyant était celui qui accepte ce dont il est éprouvé, dans ses biens ou sa santé, et que s'il se sentait privé de quoi que ce soit, Dieu l'aura gratifié de tant d'autres choses, pour lesquelles il se doit de Le remercier. Lui-même en donnait l'exemple, en récitant à chaque fois cette prière : « Que Dieu fasse que chaque malheur soit guéri par la consolation, que chaque peine soit compensée par la joie, et que la peur se dissipe. Que Dieu accorde quiétude aux inquiets et apaise les esprits tourmentés. Que Dieu procure sommeil tranquille aux gens pris d'insomnie. Que Dieu illumine de Sa lumière les gens égarés et leur montre le Droit chemin. »

Le destin voulut qu'il soit de nouveau atteint de la conjonctivite, et éprouvé encore une nouvelle fois dans ces yeux, qui étaient sa première arme pour étancher sa soif de lecture, même à son âge et quand bien même il aurait été occupé par ses obligations quotidiennes. Ses moyens ne lui permirent pas cette fois de revenir en Tunisie ou

de se rendre ailleurs pour pouvoir se soigner. Il fut alors contraint de vendre tous ses biens à M'chounèche et de prendre toute sa famille en 1948 à Biskra, pour vivre près de l'ophtalmologiste qu'il continuera à consulter durant six ans, jusqu'au jour où sa vue eut complètement faibli au point qu'il ne voyait pas l'utilité de continuer à se soigner.

Au début, il s'installa dans une maison que lui avait prêtée son ami intime, cheikh Abderrahmane Barkati, tombé au champ d'honneur, jusqu'au jour où il put acheter une maison à Satr Ben Mellouk, vers 1950.

Il vécut longtemps à Biskra, surtout qu'il connut un certain nombre d'oulémas, de poètes et d'intellectuels émérites qu'il se plaisait tant à côtoyer et avec qui il s'était lié d'amitié.

A travers ces hommes et les nobles idées qu'ils véhiculaient, il put connaitre la réalité vécue et comprit ce qui devait être fait et changé.

En tête de cette pléiade, on citera le grand aède et soufi, Mohamed Laïd Al Khalifa, que cheikh Bachir El-Ibrahimi qualifiait de *« poète de la jeune Algérie et de l'Afrique du Nord incontesté. »* Le grand écrivain Chékib Arslan l'avait décrit ainsi : « S'il y a bien un poète dans notre époque, digne de représenter la splendeur par sa composition fluide, sa sensibilité, son raffinement et ses rimes bien étudiées, que le lecteur découvre au fur et à mesure qu'il lit, c'est bien Mohamed Laïd, dont je parcours deux jusqu'à trois poèmes sans m'en lasser, et dont je garde la saveur dans la bouche pendant des jours. »[1]

Ainsi, la présence de cheikh Sidi Ammar dans le voisinage d'un poète de cette envergure, qui clamait son choix et son objectif dans un célèbre vers : « O peuple ! C'est toi ma muse Non point Zeineb et le rabab », ne pouvait que le réjouir. A ses côtés, il y avait également toute une pléiade de militants, dont le combat politique et l'apport dans la prise de conscience nationale, fondée sur les appuis spirituels, culturels et moraux du peuple algérien, était reconnu.

Il n'était donc nullement surprenant qu'il trouvât agréable son séjour à Biskra, où il trouva compensation à tout ce qu'il avait perdu auparavant, en achetant des palmeraies qu'il entretenait lors de son séjour d'hiver, et tout en continuant à entretenir sa ferme à Ouled Fadhel et à Batna lors de son séjour d'été. Il tenait à ce qu'il vive de son propre effort, pour n'être à la merci de personne et pouvoir continuer sur le chemin qu'il s'était tracé depuis son jeune âge. Un chemin qui l'aurait mis en perpétuel conflit avec lui-même, s'il avait accepté un travail salarié comme ces offres que les gouvernants français, les notables et les caïds ne cessaient de lui proposer. D'ailleurs, il ne manquait pas de sermonner fortement les gens qui venaient transmettre ce type d'offres, qu'il considérait comme humiliantes et avilissante.

Cependant, à l'Indépendance, lorsque l'Algérie a eu son propre Etat, elle s'est mise à bâtir ses propres institutions, telles que le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs qui comptera ses disciples parmi ses premiers cadres, dont les deux grands militants nationalistes, Zerrouk Moussaoui et Mohamed Mehri, qui étaient des exemples de fidélité et de gratitude. Pressé d'accepter la fonction dans l'Algérie indépendante qu'il avait contribué à libérer du joug colonial, il acceptera sans rechigner, tant que cela ne l'empêchait pas d'accomplir sa mission au service de sa religion et de rester sur ses principes.

Après l'Indépendance, cheikh Sidi Ammar deviendra un imam accompli. Il persévéra sur cette voie pendant vingt-huit ans, avant d'être rappelé à Dieu le 23 février 1990, après une longue maladie qui le cloua au lit, à Batna. Il fut enterré, comme il l'avait souhaité, au cimetière central de Bouzrane aux côtés de son épouse, Messaouda Abdassamad, que Dieu ait son âme et l'accueille en Son vaste Paradis, décédée, elle, le 21 novembre 1982, à Batna.

## Une vie vouée à la réforme et au renouveau

Cheikh Sidi Ammar consacra toute sa vie aux actions de bienfaisance et déploya tous ses efforts pour tenter d'alléger les peines des populations. Conscient qu'il était des violations multiformes dont les gens étaient victimes, du fait d'une politique coloniale programmée.

A l'instar de tous ses amis réformateurs et rénovateurs, il était convaincu que la seule voie du salut était le djihad prescrit par Dieu aux croyants. Cependant, le djihad avait ses conditions et ses moyens. Alors qu'il formait la jeune génération et sensibilisait la population, il sentait qu'il contribuait à la préparation au grand jour pour lequel il donnera son fils aîné en toute conviction, lequel fils participera à la Révolution comme officier de l'ALN.

Il était voisin et ami de la famille de cheikh Sidi Abderrezak H'mouda, qui comptait dans ses rangs le chef et martyr Ahmed Ben Abderrezak H'mouda, dit Si El-Houès, connu pour être l'une des figures de proue du Mouvement national et de la guerre de Libération, et

[1] *Chihab 2, N°13 mars 1937 p8, cité par M.H. El-Hassani in Chorouk du 17 septembre 2008,*

ses cousins si El-Hadi, si Zakaria et cheikh Abdallah qui lui vouaient respect et sympathie. Il se lia aussi d'amitié avec d'autres nationalistes chevronnés tels que Bouha Ben Si Ahmed, Ali Ben Altiche, Ammar Bourras, Hadj Smaïl Malaoui et son frère Hadj Bachir, et leur neveu Hadj Tayeb Arab et M'hammed Ghougali et Ali Mehri, Mohamed Salah Abdi, Saïd Moussaoui, Salah Ben Bezza, Bourmel Belkacem, Salah Mokrani, Ouardi Chabani à M'chounèche. Il en connut d'autres aussi à Biskra, à leur tête cheikh Abderrahmane Berkati et son frère El-Arrafi, Si Saddek Djoudi, El-Boussiri Houhou et son frère Hamma H'did, Si Ahmed Zerrouk et Madani Rouina. Sachant que toutes ces personnalités ont contribué à la préparation du déclenchement de la Révolution.

Après avoir accompagné le projet de la Réforme (l'*islah*), directement ou à travers ses lectures aussi diverses que soutenues, le destin a voulu que cheikh Sidi Ammar assiste aussi à la naissance du courant indépendantiste avec ses principales figures et qu'il voie cette flamme rayonnante prendre de l'ampleur au fil des années, faisant fi de toutes les contraintes et obstacles, et résistant à tous les vents qui venaient de toutes parts, jusqu'à s'imposer comme seule vérité à laquelle vont s'attacher les vrais patriotes.

Ainsi, la révolution qu'il pressentait et à laquelle il préparait la jeune génération devenait une réalité. Il n'hésita pas à y adhérer dès son déclenchement, le 1er novembre 1954. Pour lui, ce déclenchement fut l'espoir et le rêve qu'il attendait plus que toute autre chose. Sa famille s'en souviendra toujours : dès les premières actions menées contre les établissements névralgiques de l'ennemi, il enfila son burnous et sortit dans le patio de la maison pour faire sa prière et prier Dieu pour la victoire. Il récita notamment : «Et ceux qui ont mécru dirent à leurs messagers : "Nous vous expulserons certainement de notre territoire, à moins que vous ne réintégriez notre religion !" Alors, leur Seigneur leur révéla : "Assurément Nous anéantirons les injustes, et vous établirons dans le pays après eux. Cela est pour celui qui craint Ma présence et craint Ma menace. » (Sourate Ibrahim, 13-14). Suite à quoi, il prit son premier contact avec le chef de la Wilaya VI, si El Houès, par l'intermédiaire du responsable du comité de Biskra, le grand militant et martyr de la révolution, cheikh Abderrahmane El-Berkati. Cette rencontre eut lieu dans les environs de Biskra, à El Magloub, où il fut chargé de la jurisprudence et des communications spéciales.

Ainsi, cheikh Sidi Ammar devenait-il l'un des premiers cadis militants de la Révolution et l'un des premiers bâtisseurs de l'institution judicaire révolutionnaire, fondée sur la tradition et les préceptes de la charia et dotée de structures créées par la Révolution. Parallèlement à ce travail, il assurait le transfert, dans les délais, des correspondances et du courrier vers le maquis, bravant ainsi tous les dangers.

En 1956, c'est-à-dire deux ans après le déclenchement de la guerre, son fils aîné, Mohamed Chérif, rejoignit le maquis comme combattant armé dans la Wilaya I, pour continuer le parcours révolutionnaire à ses côtés et aux côtés de ses braves cousins, Si Abdelhafid Abbas, tombé au champ d'honneur en 1961, et ses frères Si Rabia, dit Hachani, tombé au champ d'honneur en 1959, Si Tahar en 1958, et Abdelwahab en 1958, et ce jusqu'au jour de l'Indépendance.

C'était en effet une vie pleine de vicissitudes, de souffrances et de combat ; mais jamais il ne céda, comme l'auraient fait certains. Il était autodidacte et avait une haute idée de lui. Il s'assurait toujours de la rectitude de ses actes, avant d'agir. Il était un homme pieux, rompu à la prière de jour comme de nuit. Il observait le jeûne tous les lundis et jeudis, très ponctuel dans ses prières et accordait un intérêt particulier à la prière collective. Dans cet esprit, il construisit une salle de prière annexée à sa maison, qui restait ouverte aux voisins et aux passants. Il y avait toujours entre une trentaine et une cinquantaine de fidèles à l'heure de chaque prière, et davantage à l'heure de la prière du *maghreb* et celle de l'*îcha* notamment.

Les rencontres quotidiennes dans cette salle étaient l'occasion pour le cheikh de prodiguer ses conseils et de plaider pour la consolidation des liens familiaux, conformément aux préceptes de la chari'a et de la sunna. Il accomplit le pèlerinage en compagnie de son fils aîné, Mohamed Chérif, et du grand poète nationaliste, Mohamed Laïd Al Khalifa.

Le cheikh poursuivra ses actions de bienfaisance, aidant les petites gens à surmonter leurs peines dues à la guerre et à l'atrocité du colonialisme, tout en continuant à présider la prière, à promulguer des fatwa et à prononcer des prêches bénévolement dans les grandes mosquées, telles que la mosquée Bekkar, la mosquée de Satr Ben Mellouk de Biskra et la mosquée Emir Abdelkader de Batna.

## Un érudit accompli

Après l'indépendance, il poursuivit son action essentielle qu'il s'était assignée, et qui consistait à diffuser le savoir religieux authentique. Il était parmi les premiers à avoir pris conscience du danger de l'héritage colonial au double

plan mental et culturel et de ses conséquences. Il avait toujours dit à ce propos que les conquérants français étaient persuadés que la destruction de la religion musulmane authentique et la langue arabe était plus importante pour eux que l'expropriation et le pillage des terres.

Comme à son habitude, il n'avait pas attendu les autres pour se mettre à l'œuvre, même s'il savait bien qu'une telle action – se débarrasser des avatars de ce legs – était un travail ardu pour un seul individu ou même pour un seul groupe, aussi compétent soit-il. Mais il était convaincu qu'il devait semer la graine qu'il avait entre les mains : une graine qui portera bien ses fruits, à l'image de tout ce qu'a fait l'imam Abdelhamid Ben Badis dans ce domaine. Il était convaincu notamment que le vrai changement et la vraie réforme devaient se passer de la rhétorique et des diatribes théoriques.

Pour lui, la foi se mesure aussi bien par la bonne parole que par les actes visant à lever les obstacles et à aider les gens à surmonter leurs difficultés. Car tout cela devrait servir à édifier l'Algérie de demain.

Il était l'une des grandes références religieuses incontestées. Ses frères imams et oulémas à Biskra et ses environs ne décrétaient aucune fatwa avant de le consulter. Il présidait toujours les conseils de réconciliation entre tribus rivales et aidait à solutionner les différends les plus inextricables. Il avait comme amis à cette époque les cheikhs Ali Marhoum, Ali El-Maghrebi, Ahmed Mimouni, M'hammed Meghzi, Abderrahmane El-Barkati et son frère El-Arrafi, Abdelmadjid Ben Heba, Mohamed Kheirdine, Mostefa Guerfi, Belkacem Mimouni, M'barak El-Hamdi, Djamel Eddine Mihoubi, Benrahmoune de Tolga. A Batna, il avait connu les cheikhs Tahar Messaoudène, Ahmed Tifourghi, Mohamed El-Amir Salhi, Ahmed Serhani, Tahar Roubahi, Ouardi El-Abed, Omar Derdour, Tayeb Maache, Messaoud Bennour, El-Hachemi Ben Rehhal, Mohamed El-Ghessiri, Belkacem El-Bidhaoui, H'mida Ouennas et enfin Mohamed El-Boukhari. C'étaient toutes des sommités théologiques et intellectuelles et des exemples de loyauté et de fidélité à leur religion et à leur patrie. Ils luttèrent avec toutes leurs forces et vécurent dignes et vénérés par tous.

Parmi eux, il y avait ses anciens camarades de classe, dont il suivait le parcours de chacun et partageait les joies et les peines. On peut citer, à titre d'exemple, les cheikhs Ahmed Ben Athmane de Aïn Touta, Naïm Naïmi, Ali Meghrebi de Biskra, Belkacem Zeghdani de Aïn Beida, Belhouchet Ahmed Bey de Medaoureche, Sebti Lehmil de Kaïs, Abdelmadjid Hirèche de Mila et tant d'autres personnalités de différentes régions de l'Est du pays.

La vérité est que la cohésion de ce groupe d'oulémas leur aura permis d'avancer ensemble dans la construction du projet de la réforme et du renouveau et dans la formation de la génération qui pèsera plus tard dans la bataille finale.

Dans cette lutte ardente, cheikh Sidi Ammar fut contraint de fuir la répression coloniale en transformant sa maison en école coranique moderne, où il s'attela à réparer les dégâts occasionnés par l'école française, en renouant les liens de la nouvelle génération avec sa religion et son identité. Dans son entreprise qui durera plus de vingt ans, il ne faisait aucune discrimination entre garçons et filles ; sa maison étant ouverte aux élèves des deux sexes.

A suivre le parcours de cheikh Sidi Ammar durant toutes ses étapes, on comprendra qu'il choisit en son âme et conscience une ligne de conduite qu'il n'avait jamais déviée. Dès le début, il emprunta une voie qui paraissait à ses congénères impossible. Il put acquérir le savoir et voyager pour approfondir ses connaissances, car il voulait jouer un rôle dans la vie et y laisser son empreinte.

Il ne s'était jamais résigné au sort dans lequel le colonialisme a voulu enfermer les enfants de sa génération. Tôt, il voulut se rebeller contre cet état de fait et contre les faibles d'esprit, soumis et définitivement fatalistes.

De ses contacts avec les gens, il comprit vite que la société cherchait à sortir de son marasme ; mais il était néanmoins conscient de l'influence des forces qui se mettaient au travers de leurs aspirations et tentaient par la coercition de les ramener sur leur chemin.

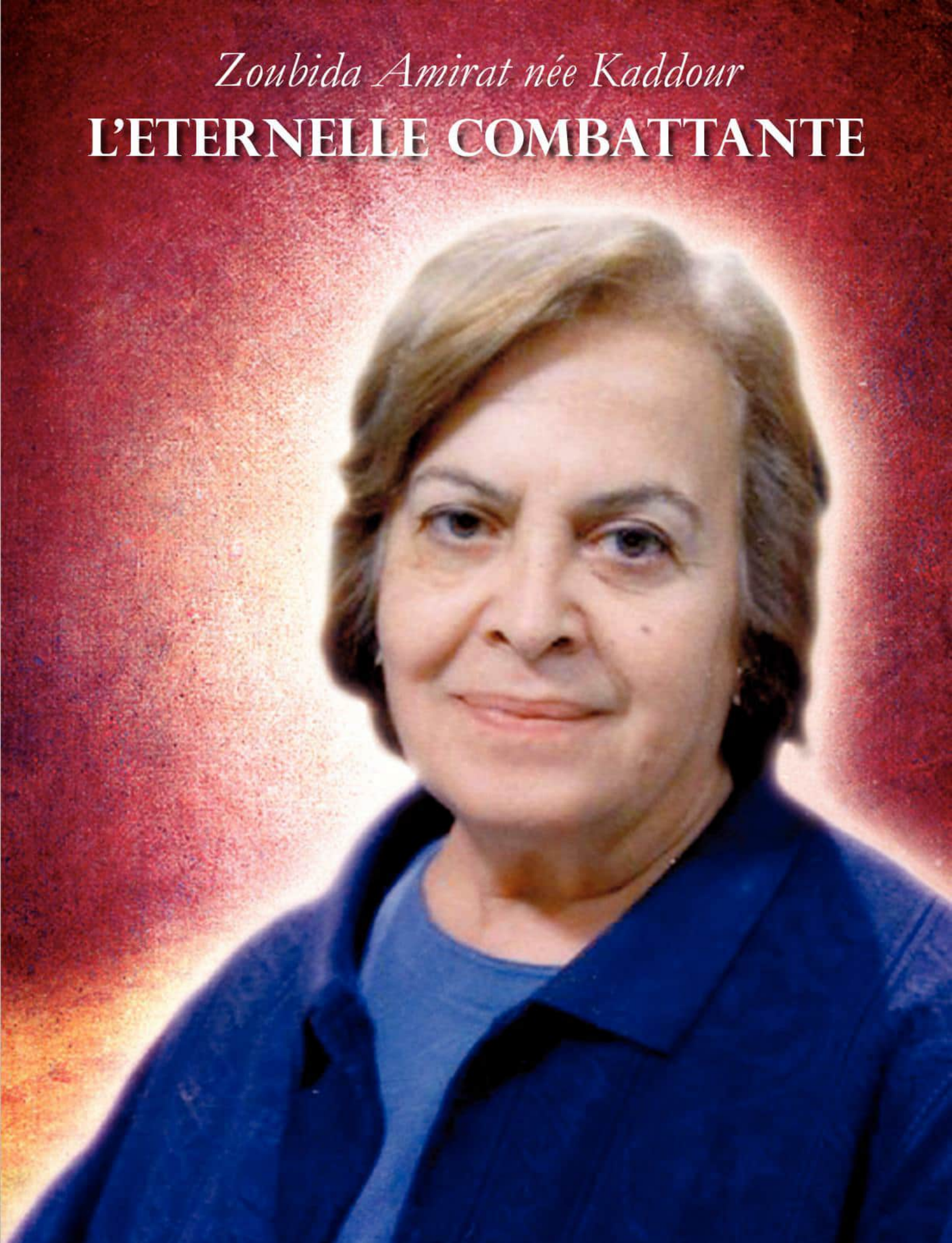
Son djihad, il le porta sur le terrain de la lutte contre l'intimidation et les conjurations, avec le même esprit qui animait les Ibn Badis, Bachir El-Ibrahimi, Tayeb El-Okbi, Larbi Tebessi, M'barek El-Mili et bien d'autres esprits éminents.

Si cette espèce d'hommes a réussi à faire renaître l'identité de la nation et à la libérer du carcan de l'obscurantisme et du charlatanisme, ceux qui sont restés en vie, dont cheikh Sidi Ammar, ont compris que la bataille sur ce front ne s'achèverait que par le départ réel du colonialisme. Ils continueront leur lutte avec succès pour la restauration de l'identité durement affectée par l'héritage colonial. Une nouvelle génération prendra le relais, avec le même esprit d'abnégation et de loyauté. Saura-t-elle être digne de ses aînés ?

*F.A.*

*Zoubida Amirat née Kaddour*

# L'ETERNELLE COMBATTANTE



***Dans une coquette villa des hauteurs d'Alger, une dame à la personnalité bien assise nous reçoit. Mais cette fois pour parler d'elle. Sur les murs de son salon, deux portraits attirent notre attention : à gauche celui d'un homme, connu pour son intégrité et militantisme, Slimane, son compagnon, père de ses quatre enfants, terrassé par une crise cardiaque, pratiquement en direct, alors qu'il lisait la Fatiha sur la dépouille du Président Boudiaf, à la Présidence ; à droite, celui d'une authentique Algéroise, sa mère. Cinquième d'une fratrie de dix frères et sœurs, elle est née à El Biar, quartier des hauteurs d'Alger, dans une famille d'origine ottomane, qui compte en son sein un grand nombre d'oulémas, pour la plupart membres du MTLD et du PPA. Zoubida qui a été elle-même élève de cheikh El Okbi dans l'une des médersas d'Alger, qu'elle fréquentait, comme un grand nombre de petits « indigènes » à l'époque, les jours fériés et après ses cours, d'abord à l'école primaire de la Colonne Voirol, puis du lycée Fromentin, jusqu'au baccalauréat, se souvient des paroles prophétiques du cheikh : « Vous êtes les soldats de demain ! » Et, soldat, elle le fut.***

**Zoubida Amirat** assise sur le capot de la voiture

*Par Leïla Boukli*

# Figures de la Révolution

## *Portrait*

Zoubida, peu connue sous son nom de jeune fille, Kaddour, a pourtant été une militante de la première heure. Il est vrai qu'elle grandit dans une ambiance des plus nationalistes et que deux de ses frères Djilali et Mohamed, tombés au champ d'honneur, l'aideront, alors qu'elle est recherchée, à rejoindre en 1958 et jusqu'à 1962, la Wilaya IV en Zone 1, sous les ordres de Abdelhamid Tatah, « ancien scout, comme moi, nous dit-elle, que l'on appelait cheikh, parce c'était le plus vieux. Abdennour Bensmail et Abdelkader Belkhodja étaient mes responsables directs. Nous nous occupions de l'action psychologique et dans ce cadre nous nous déplacions beaucoup au sein de la population et pour les contacts à Alger. Je me rappelle le jour où j'avais failli être arrêtée. Nous étions un groupe de quatre, en mission, subitement on entend des maçons nous crier spontanément du haut de leur échafaudage : 'Allah i nsar koum (que Dieu, vous fasse vaincre)' ; il nous fallait discrètement les faire taire… Je voudrais ici rendre hommage au consul d'Allemagne à l'époque, qui était prêt à nous aider ce jour-là. Nous apprendrons plus tard qu'il fut rappelé. » Et Zoubida poursuit : « L'un de mes responsables, Abdelkader Belkhodja dit Baraki, sera arrêté. Et alors qu'il se trouvait traîné sans ménagements par les paras, nos regards se croisent, Abdelkader détourne la tête. Il sera torturé et mourra dans l'anonymat le plus total. »

Zoubida n'oubliera jamais une certaine nuit de décembre, sur la route Tablât-Ain Bassam : « Nous avions marché toute la nuit, parfois on traversait des oueds ; pour ne pas laisser de trace. Fatigués, trempés jusqu'aux os, nous sommes accueillis tard dans la nuit par une famille de la région, qui n'hésite pas à sacrifier l'unique poule en sa possession pour nous nourrir. Je me souviens qu'une certaine effervescence régnait dans ce foyer. Une des femmes était en train d'accoucher à l'ancienne, d'une petite fille… En souvenir de cette nuit, ils l'appelleront Zoubida comme moi. Ces paysans pauvres, humbles, démunis, nous ont donné plus d'une leçon d'humilité, de générosité, de courage … Un autre jour, à l'Arba nous étions chez le garde champêtre, un homme respecté et aimé, de la population, lorsque soudain quelqu'un crie du dehors : 'Ya chambète, ya chambète quelqu'un est allé vous vendre.' Les paras sont venus. Nous sommes restés enfermés jusqu'au soir, silencieux à l'intérieur de la maison, dans un silence total, portes et fenêtres fermées, jusqu'au départ des Français. Avec beaucoup de sang-froid, le chambète chez qui nous étions, jurait qu'il n'y avait personne chez lui. »

« Une autre fois, raconte Zoubida, à Remili, chez Moghraoui un commerçant militant, nous sommes restés trois jours durant sans boire, ni manger, dans une planque où Moghraoui nous avait invités à descendre, y compris un moudjahid blessé. Avec agilité et maîtrise de soi, il recouvre la planque de terre et de foin et attend l'arrivée des militaires français. Nous sommes sortis de là comme des loques, mais on avait la foi. En 1960, et en prélude aux préparatifs pour le cessez-le-feu, des responsables viennent de Tunisie avec des documents pour nous expliquer ce que nous devions faire. Il fallait prouver, avant le passage de la question algérienne à l'ONU, que tout le peuple voulait ardemment son indépendance. »

Zoubida ouvre une parenthèse avant de continuer : « La manifestation du 11 décembre 1960 n'a jamais été spontanée. Elle a été soutenue par l'ALN. Pour ne pas être arrêtés, ordre nous a été donné de ne pas faire partie de la manifestation. Nous sommes partis faire un travail de sensibilisation à la Casbah, à Belcourt, où des femmes cousaient des drapeaux algériens, à Clos Salembier. A l'époque, Alger était inondée par la bleuite. Nous étions chez Mohamed Moghraoui à l'Arba, quand il y a eu l'appel au cessez-le-feu. Nous étions à la fois heureux et tristes parce que Abdelhamid Tatah que nous considérions comme un père venait d'être abattu le 22 février 1962, dans un accrochage, soit à quelques jours du cessez-le-feu. Tout de suite après le cessez-le-feu, deux responsables des deux armées se rencontrent à la ferme d'Omar Maïchi, pour négocier la libre circulation de part et d'autre. J'ai assisté à la réunion. Au moment de partir, un officier se tourne vers moi et me dit : 'Maintenant, je comprends pourquoi vous avez eu votre indépendance.' Il faisait référence à l'engagement de tout un peuple. C'est alors que des centres sociaux sont créés dans les casernes laissées par les militaires français. Avec le grade d'adjudant, je suis nommée inspectrice de ces centres qui dispenseront des cours de formation. »

A l'indépendance, Zoubida Kaddour qui travaille à la SN Repal rencontre son futur époux Slimane, qui, dès 1955, rejoint les rangs de l'ALN après avoir été responsable de wilaya à la Fédération de France. Il fut membre fondateur du FFS et du MDRA, (Mouvement démocratique pour le renouveau algérien) agrée officiellement en 1990.

La famille Amirat est quelque peu malmenée par les

**Zoubida Amirat** à gauche

autorités de l'époque et se voit dans l'obligation de prendre le chemin de l'exil. Slimane, rentré clandestinement au pays, sera arrêté, jugé et condamné pour la seconde fois à mort le 9 avril 1969. La première fois, alors membre du FFS, ce fut par contumace. Commence alors pour elle interventions et mobilisation. Cette dame de fer va jusqu'à se faire recevoir par le Pape Paul VI et Maha Thray Sithu U Thant, alors secrétaire général des Nations unies. Sa libération en juin 1975 mettra fin à l'exil de la famille mais le destin s'acharne et Slimane Amirat, ce petit-fils de Mokrani, s'éteint à quelques jours de ses 60 ans, un 1er juillet 1992, en récitant la Fatiha sur la dépouille du Président Boudiaf, à la Présidence pour un dernier hommage. « Nous serons de ceux qui ont placé les jalons de la démocratie en Algérie, nous en avons payé le prix !»

Zoubida Amirat née Kaddour ravale dignement les larmes qui lui montent aux yeux en évoquant Slimane. « Plus qu'un mari, c'était le parfait compagnon de route. »

Elle créera à sa mémoire la Fondation Slimane-Amirat en 2000 après que ses deux derniers réussissent au baccalauréat.

*L.B.*

**Fondation Slimane-Amirat**

La Fondation Slimane-Amirat a été créée en 2000 par sa veuve, ses compagnons de lutte et ami(e)s pour honorer le défunt, Slimane Amirat, militant de la liberté, de l'unité nationale et de la paix et pour perpétuer sa mémoire.

# FONDATION SLIMANE AMIRAT

Créée en 2000, pour honorer et perpétuer la mémoire du défunt, dont elle porte le nom, poursuivre son action et son idéal de solidarité, de générosité et de respect des droits de l'Homme, sur suggestion de sa famille, de ses ami(es) et compagnons de lutte , la Fondation Slimane Amirat est, depuis sa création, dirigée par sa veuve Zoubida Amirat, née Kaddour, qui en est la présidente. Composée de membres fondateurs, de membres actifs et de membres honoraires, qualité conférée par l'assemblée générale, sur proposition du bureau, elle dispose de ressources financières constituées des cotisations des membres, des recettes produites des activités, des dons et legs et des subventions de l'Etat et des collectivités locales.

Installée à Alger, la Fondation sise à la rue Parmentier n° 41 à Hydra, s'attache à œuvrer principalement à :

- la promotion de la culture de la paix en Algérie et dans le monde ;
- l'encouragement de toute action, de recherche pour le développement d'une connaissance objective de l'histoire nationale en relation avec le patrimoine culturel universel ;
- le soutien aux jeunes, dans les domaines de la créativité culturelle et artistique,
- l'organisation de rencontres, de colloques et de conférences nationales et internationales à caractère culturel et historique,
- l'organisation d'ateliers de travail en partenariat, avec des fondations nationales ou étrangères pour la mise en valeur du patrimoine culturel et civilisationnel de la nation,

*Par Leila Boukli*

- l'organisation de cours, de cycles de formation, d'expositions et de conférences ayant pour thème la paix, les droits de l'Homme et du citoyen, soit à l'initiative de la fondation seule, soit en partenariat avec des instituions nationales ou étrangères,
- l'institution d'un « Prix Slimane Amirat » destiné à encourager et à récompenser l'esprit d'initiative, la créativité et la recherche, en accord avec les buts de la Fondation. Les thèmes et la date du concours sont fixés annuellement par le bureau de la Fondation,
- la production et la commercialisation de publications, de produits d'information et de publicité, en rapport avec ses objectifs pour le financement, de ses activités, en vertu de la loi 11/90.

La Fondation est également le lieu privilégié de réflexion et d'action, non seulement pour l'écriture de l'Histoire de notre pays, mais aussi d'opérations socio-économiques, notamment par des actions sociales de solidarité ciblées.

Malgré le handicap certain et lancinant de l'absence de local – le domicile de Mme Amirat fait à ce jour office de siège –, pour abriter ses activités et l'ensemble des projets esquissés prévisionnellement dès sa création, tels que par exemple :

- le projet de construction d'un siège pour la Fondation avec salle de réunions et cercle de lectures pour les jeunes,
- le projet de création d'un centre de dialyse pour enfants,
- le placement de jeunes pour une formation informatique et d'autres formations à l'étranger, dans le cadre de la solidarité internationale,
- la contribution à l'aménagement d'un terrain de sports au profit de la jeunesse de la commune,
- l'aide aux nécessiteux.

A ce jour, la Fondation a à son actif de nombreuses manifestations à caractère caritatif, au plan socioculturel et historique. En douze ans d'activités, la liste de ces manifestations, reçues avec bonheur par un public, chaque jour plus nombreux, serait trop longue à donner ici. Nous en citons quelques-unes à titre indicatif :

- deux formations pour enfants exclus des écoles, pris en charge et placés dans des écoles de formation. Certains d'entre eux ont décroché leur baccalauréat ;
- envoi d'une soprano à Milan (Italie) pour une formation de chant classique ;
- aide pour le lancement de jeunes artistes auprès du public ;
- sortie et aide aux nécessiteux notamment durant le mois sacré de ramadan.

Au plan socio-culturel :

- une conférence sur les réformes de l'enseignement par Mme Greffou qui a apporté un éclairage particulier apprécié par l'assistance ;
- un lunch-meeting dirigé par le professeur Laraba, chef du service pédiatrie au CHU (Bab El Oued) sur « l'épanouissement de l'enfant malade et le développement des échanges et la coopération internationale autour de cette problématique » ;
- dans le cadre de la journée de la communication, Me Nadir Hassane, du barreau de Paris, a animé une conférence sur « l'accord d'association Europe-Algérie, l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et ses effets socio-économiques » ;
- un séminaire rehaussé par la participation de Monseigneur Henry Tessier sur « Les bases du credo islamique par rapport à l'exégèse du Coran dans la modernité ». La maîtrise du sujet traité par Ahmed Benbitour, ex-Premier ministre valut à la Fondation un prix Unesco d'une valeur de 70.000 DA, accompagné d'une importante documentation

Au plan des manifestations historiques :

- l'organisation d'une réunion commémorative sur le 19 Mars 1962 « Fête de la Victoire ». Me Amar Bentoumi et Abdallah Hassane ont abordé le dévouement des membres du collectif FLN des avocats décédés ou encore en vie qui assurèrent, avec un rare courage, la défense des prisonniers algériens.

Dans le cadre du Cinquantenaire du déclenchement de la journée du 1er novembre 1954, Me Miloud Brahimi traitera du contexte historique qui fera naître le Tribunal de Nuremberg, ainsi que des compétences du Tribunal de la Haye et de la Cour internationale de justice.

Notons que chaque fin du mois de juin, la Fondation prépare tout un programme pour la journée du 1er Juillet, date du décès en 1992, de celui dont la Fondation porte le nom, Slimane Amirat.

Ce sont là quelques-unes des manifestations de cette fondation, qui a ouvert un site afin d'être plus proche de ceux qui partagent les objectifs et idéaux de cette fondation.

*L. B.*

*Abdelmalek Sahraoui*

# UN AUTRE REGARD SUR L'ALGÉRIE

*Par Assem Madjid*

# Figures de l'indépendance
## *Portrait*

**Abdelmalek Sahraoui,** P-DG du holding Promo Invest

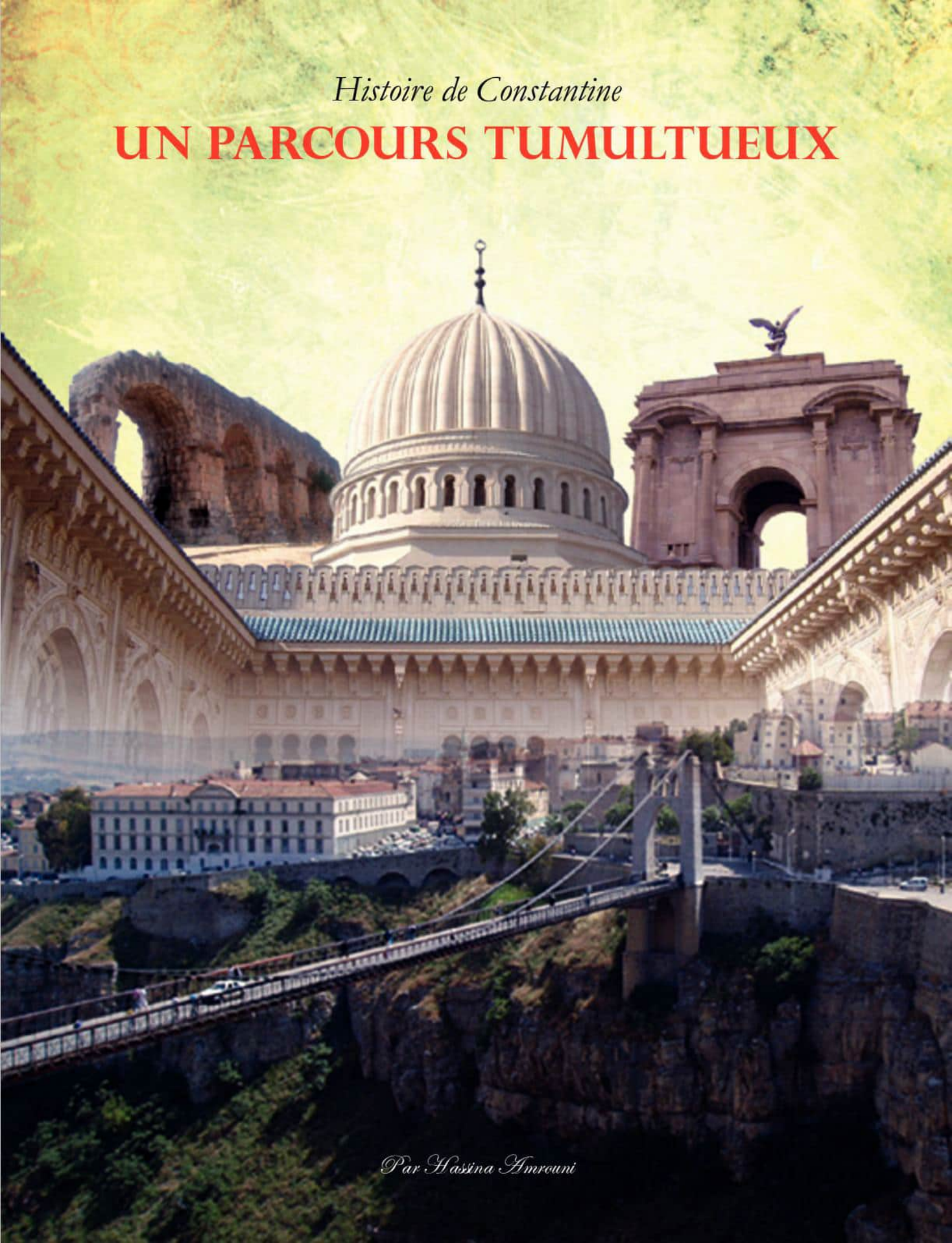
« La mémoire, source intarissable, et l'Histoire sont inséparables. La première est unique et la seconde est controversée. » C'est en ces termes qu'Abdelmalek Sahraoui, pur produit de l'indépendance, loue l'initiative de lancer le magazine que vous avez entre les mains. « Mémoria était au départ une idée. On l'a épousée et valorisée et on est même prêt à l'encourager encore plus. Notre contribution à écrire l'Histoire nous honore. »

Cela dit, Abdelmalek Sahraoui, dont la réussite dans la vie professionnelle est incontestable, refuse de dresser un tableau noir sur les cinquante années d'indépendance, comme ont tendance à le faire les alarmistes et les fatalistes. Au contraire, l'Algérie est, à ses yeux, un pays riche que ce soit en ressources naturelles ou humaines et possède donc les moyens de concurrencer certains pays, dits développés. Il porte ainsi un autre regard sur son pays auquel il est viscéralement attaché. Un regard pragmatique et d'une rationalité cartésienne. « Notre pays s'inscrit dans un contexte international bien défini. Cinquante ans ne sont pas suffisants pour construire une nation dans un monde en ébullition et en perpétuelle mutation », argumente-t-il non sans pousser ce pragmatisme jusqu'à regretter le retard accumulé dans le développement du pays. «L'Algérie est un pays jeune mais elle peut se targuer d'égaler des pays jamais colonisés ni dépouillés de leurs richesses pendant plus d'un siècle. Elle peut s'enorgueillir également de figurer parmi les pays émergents. Le retard peut facilement être rattrapé si bien sûr tout le monde se met à y croire. » Cet autre regard n'est pas fortuit et cette approche optimiste n'est pas non plus le fruit du hasard mais bel et bien le raisonnement d'un Algérien né à quelques kilomètres de l'arbre de Derdara, où s'est déroulée la Moubayaâ de l'Emir Abdelkader, dans la plaine de Ghriss. La région de Mascara, fief de l'Emir, Zabana, Ould Kablia, Méliani et bien d'autres héros, les uns connus et les autres anonymes bien qu'ils se soient sacrifiés pour le pays. La plaine de Ghriss renvoie Abdelmalek Sahraoui à ses racines, à la terre ancestrale et à tout ce qui a trait à sa région natale. « La famille Sahraoui est viscéralement liée à la terre et à l'histoire », répète-t-il à profusion pour exprimer son attachement à cette région qui l'a vu naître. Le retour à la terre ancestrale est un rituel chez le P-DG du holding Promo Invest. « Le travail de la terre est synonyme de progrès. L'autosuffisance alimentaire passe inexorablement par cette terre, prête à tout donner pour peu qu'on lui accorde de l'intérêt. » Abdelmalek Sahraoui, à peine âgé de 41 ans, se dit certain que l'Algérie surmontera tous les obstacles et, dans quelques années, opérera un bond considérable dans tous les secteurs. Mais la terre est la seule à pouvoir donner tous les fruits pour peu qu'on lui accorde l'amour qu'elle mérite.

A.M.

*Histoire de Constantine*

# UN PARCOURS TUMULTUEUX



*Par Hassina Amrouni*

# CONSTANTINE

Le tombeau de Massinissa situé au Khroub à une vingtaine de kilomètres à l'est de Constantine

Dès la préhistoire, l'homme a habité le site attiré par l'eau qui y coulait à profusion. C'est le cas de la Grotte des ours, appelée ainsi, en raison de la découverte d'ossements d'ours, ou de la grotte à mouflon, creusée dans la falaise de Sidi M'cid. De l'autre côté du ravin, se trouve la grotte des pigeons. On y a découvert des broyeurs, des meules, des haches ou encore des silex remontant au néolithique et paléolithique moyen. On y a également retrouvé des ossements de rhinocéros, zèbres, panthères…

Les hauteurs du djebel de Sidi M'cid étaient occupées par la nécropole des premiers habitants de l'agglomération, ce lieu sera par la suite l'emplacement des monuments aux morts de la Grande Guerre.

Cirta est considérée parmi les plus vieilles villes de l'Afrique du nord. Dès le IIe siècle avant J.-C., elle est citée comme étant l'une des capitales du roi Syphax.

En 203 avant J.-C., après la bataille de Zama et la prise de Syphax, Cirta se rend à Massinissa qui en fait sa capitale et y meurt.

C'est à Cirta qu'il lie son destin à la belle Sophonisbe, aristocrate carthaginoise.

Cirta est ensuite habitée par ses successeurs Massyles et Massaessyles qui embellissent la ville en y érigeant d'imposants monuments.

Aujourd'hui et de cette époque faste, il ne subsiste que le mausolée du Khroubs qui abrite le tombeau de Massinissa.

Au cours de cette période, la ville est le théâtre d'enjeux importants dans la guerre qui oppose Jugurtha aux soldats romains. Elle avait une fonction commerçante très importante et ce, bien avant l'invasion romaine. Des négociants italiens y étaient en effet établis aidant Adherbal à défendre la ville contre Jugurtha.

«Après la défaite de Juba Ier et l'occupation de l'Afrique par César, Cirta accéda au rang de capitale d'une région donnée en récompense des services rendus pendant la campagne, à un de ses auxiliaires, un aventurier Sittius, homme d'affaires campanien. C'est probablement en 44 avant J.-C., date de la mort de Sittius, que fut créée la colonie romaine de Cirta.» (1)

Plus tard, Cirta est le siège de la Confédération cirtéenne qui comptait les villes de Chullu (Collo), Milev (Mila) et Rusicade (Skikda). Cette confédération disparaîtra au milieu du IIIe siècle de l'ère chrétienne et Cirta redeviendra capitale de la province de Numidie cirtéenne en 297 sous Dioclétien. Elle connaîtra un nouvel essor sous Constantin (306-323) qui lui donnera son nom qu'elle gardera jusqu'à nos jours.

La ville était entourée de trois grands faubourgs, l'un au Koudiat Aty, le second sur le plateau d'El Kantara et le troisième sur l'emplacement de Sidi Mabrouk.

Après l'invasion vandale, la ville est assiégée. Elle résiste vaillamment mais finit par être occupée dix ans plus tard, soit en 455 après J.-C.

Lorsque les Byzantins occupent la ville, cette dernière sera le lieu de résidence de Guntharis, duc de Numidie et le siège d'un évêché.

C'est d'ailleurs sur l'ancien temple du capitole que l'église byzantine est érigée avec des matériaux d'époque romaine. Durant les premières années qui avaient

Un monument datant de l'époque romaine

suivi l'occupation française, Constantine possédait encore plusieurs monuments, tels que les restes du Capitole, situé à l'intérieur de la Casbah, ou encore l'arc de triomphe de la ville, le Tetrapylon et les restes du cirque.

## Avènement de l'ère islamique

A partir du VIIe siècle, la ville est entre les mains de nouveaux occupants : les musulmans. Ces derniers y établissent une garnison, avant de prendre une plus grande importance, sous le règne des Fatimides.

Sous les Zirides (988-989), Constantine, à l'instar des autres villes comme Tidjis, Sétif, Mila, Qasr al Ifriqi, dépendra d'Abû Za'bal Ibn Hisham, une sorte de superpréfet, familier de Bologguin.

Cela ne durera qu'un temps, puisqu'elle passera entre les mains de Hammad, oncle du sultan, qui refuse de la rendre à son neveu Badis, souverain de l'Ifriqiya.

Constantine fera, après cela, partie de l'Etat Hammadite. C'est Balbar, frère d'Al Nasir qui en aura la gestion. Avec l'arrivée d'Al Mansûr au pouvoir, Balbar se révolte et nomme en 1089 comme gouverneur de Constantine Abû Yakni.

Les Hammadites construisent la grande mosquée en 1063, elle subira, bien évidemment, avec le temps, de nombreuses transformations. Un grand flux commercial va s'installer dans la ville. Al Idrissi, géographe du roi Roger II de Sicile, en parlera en ces termes : «Cité peuplée qui a des souks et des marchands, des habitants aisés, vivant largement des transactions qu'ils font avec les Arabes et des contrats d'association qu'ils souscrivent, avec eux, pour les labours et pour le stockage des récoltes. Chaque maison possède un ou deux silos creusés dans le roc très propices à la conservation des céréales. Le froment séjourne dans les silos cent ans sans se gâter. Ils ont du miel en abondance, ainsi que du beurre salé qui est exporté dans tous les pays. » (1)

Constantine étant un lieu d'échanges, aussi, Ibn Tumart y fait escale un temps, avant de continuer

Des arcades romaines de la ville de Constantine

La mosquée Emir Abdelkader

sa route vers Béjaïa pour rencontrer Abd el Mumin, futur dynaste. Par la suite, et lors de l'expédition de ce dernier contre le royaume almohade, Béjaïa tombe après une courte résistance. Quant à Constantine, elle se rend en 1152 après avoir reçu du calife la promesse d'être épargnée.

A l'époque almohade, Constantine fut dotée d'une citadelle (qasaba), une vile dans la ville avec des remparts lui permettant de résister aux assauts étrangers. Elle avait ses rues, sa mosquée-cathédrale, où le gouverneur faisait sa prière.

Les Hafsides, successeurs des Almohades, firent de Constantine le siège d'un gouvernorat. Ils bâtirent dans la ville et fortifièrent les remparts (entre 1282 et 1285). Elle renoua avec l'activité commerciale et des traités de commerce furent signés entre les rois de Constantine et des négoces Marseillais, Catalans, Vénitiens, Pisans…

De nombreux édifices religieux voient le jour dont il ne subsistera pas grand-chose aujourd'hui. La seule mosquée du quartier que l'on connaît, c'est celle du cheikh Abû Abdallah al Safar, enterré en 1349 à l'intérieur de Bab el Qantara. On héritera aussi d'une autre mosquée datant du XIIe siècle, en l'occurrence Sidi Abû-al Hassan' Ali ibn Makhluf.

La partie sud-ouest de la ville était dotée d'une porte, Bab el Oued. C'est par là que se faisait l'essentiel du trafic avec l'extérieur. Sur cette même façade se trouvait Bab el Hamma et, à l'opposé, sur la partie orientale de la ville, Bab el Qantara s'ouvrait sur le ravin. Toutefois, ce pont sera détruit en 1304 par Ibn Al Amir, lorsqu'il fut assiégé par Abû al Baqa'.

## Constantine sous l'autorité hafside

Au début du XVIe siècle, sous le règne hafside le pays se morcelle en un certain nombre de principautés. Le cheikh de Constantine gouverne de manière autonome la région de Bûna (Annaba) et d'El Koll (Collo).

L'arrivée des frères Barberousse à Jijel puis à Alger change la carte politique d'une partie de l'Afrique du nord. Peu de temps après, Kheireddine s'empare de Collo (1521), Bûna et Constantine (1522).

Trois ans plus tard, Hassan Pacha, fils de Kheireddine découpe le pays en trois provinces, gérées par trois beys. Ces derniers composent avec les puissantes tribus de la région (Henencha et Mokrni). Plusieurs édifices sont construits, à l'image des mosquées du Souk el Ghezel (mosquée de Hassan, 1730), de Sidi Lakhdar (1743), de Sidi Abderrahmane el Qaroui et de Sidi Lakhdar el Kettani. Selon Mercier, la ville comptait 79 édifices religieux dont 10 mosquées-cathédrales. La médina de Constantine comptait aussi 1700 maisons et s'organisait autour de cinq grands ensembles : la qasbah au nord-ouest, el Kantara au sud-est, Bab el Djabia au sud-ouest et Tabia au nord-ouest. Une vingtaine de fondouks étaient répartis dans l'ensemble de la médina, servant d'entrepôts aux marchandises, d'ateliers pour les artisans et d'hôtels pour les marchands de passage en ville. Les places de marchés appelées aussi rahba participaient à la vie commerçante de la cité.

*H.A*

*(1) Abderrahmane khelifa in «universelle algérie. Les sites inscrits Au patrimoine mondial», éd. Zaki bouzid, alger, octobre 2005*

# LA PRISE DE CONSTANTINE PAR LES TROUPES FRANÇAISES

L'assaut donné par l'armée française lors de la prise de la ville de Constantine

Ahmed Bey a été le dernier bey de Constantine (1826-1837). Né vers 1784 d'un père turc et d'une mère algérienne, de la tribu des Ben Gana, Amed Bey prit part à la défense de la capitale lors de la prise d'Alger en 1830. Après le départ du dey Hussein pour Istanbul, Ahmed Bey continua à organiser la résistance dans la province. Avec l'accord de la population constantinoise, il choisit le drapeau rouge orné du sabre bifide, de même qu'il fit battre monnaie entre 1830 et 1837.

Le 21 novembre 1836, le maréchal Clauzel, à la tête de 10 000 hommes, se positionne sur le plateau de Mansoura, mais il ne réussira pas à prendre la ville, les autochtones y opposant une farouche résistance. D'ailleurs, lors des combats, le général Trézel sera

*Par Hassina Amrouni*

grièvement blessé, ce qui poussera le maréchal Clauzel à battre en retraite.

Le 6 octobre 1837, une seconde expédition est décidée. Le duc de Nemours et le général Trézel stationnent près du Rocher. Après quatre jours d'attente, ils finissent par ouvrir une brèche dans l'enceinte et accèdent à l'intérieur de la ville. Là, la population les attend de pied ferme et s'engage avec eux dans un affrontement sanglant. Ahmed Bey continue à résister, y compris dans le sud et ce, jusqu'en 1848, lorsqu'il se rend à Biskra et est placé en résidence surveillée. Il mourra le 30 août 1850 à Alger. A la suite de l'occupation française, le tissu urbain de la ville de Constantine connaîtra d'importantes transformations qui iront jusqu'à sa défiguration.

Le dernier bey de Constantine fit construire son célèbre palais de 1826 à 1835. Il fit appel à deux artistes réputés, El Hadj el-Djabri, originaire de la ville, et le Kabyle El-Khettabi.

Ce palais est, aujourd'hui encore, la trace vivante du faste et du génie des bâtisseurs ottomans. Sa construction débute en 1826 et s'achève en 1835. Pourtant, le bey n'en jouira pas longtemps puisque le palais ne tardera pas à être occupé par l'armée française.

Le palais Ahmed-Bey (également appelé palais de la Division) occupe tout un côté de la place Foch (ancienne place du Palais, aujourd'hui place Si Haouès). Ce vaste édifice (5609 m2) fut construit à l'emplacement de vieilles maisons accolées les unes aux autres et fut achevé peu de temps avant la prise de Constantine par les Français.

Les bâtiments d'ordonnance assez irrégulière s'organisent autour de deux jardins spacieux et de deux cours plus petites. Au milieu se trouve le kiosque du bey qui, éclairé de tous les côtés par des fenêtres, permettait une active surveillance. C'est dans ce palais que le harem était logé.

Pour construire son palais, Ahmed Bey n'hésita pas à utiliser des matériaux de toutes provenances. Les colonnes et autres pièces de marbre furent achetées en Italie et transportées, par l'entremise du Génois Schiaffino, de Livourne à Bône, où les attendaient des caravanes de muletiers et de chameliers. Le bois de cèdre fut demandé aux tribus de l'Aurès et de la Kabylie. Les pierres de taille furent prélevées sur les ruines de l'antique Cirta. Cela ne suffit pas au bey qui réquisitionna tout ce que les principales habitations de Constantine possédaient de remarquable comme marbres, colonnes, faïences, portes et fenêtres. Visitant le palais en 1837, le peintre Horace Vernet en fera la description suivante : *« Figurez-vous une délicieuse décoration d'opéra, tout de marbre blanc et de peintures de couleurs les plus vives, d'un goût charmant, des eaux coulant de fontaines ombragées d'orangers, de myrtes... enfin un rêve des Mille et Une Nuits. »*

Après en avoir délogé le bey, les Français en feront d'abord le lieu de résidence du général commandant la division de l'état-major, avant d'abriter les services de la direction du génie, du bureau arabe divisionnaire, du conseil de guerre et du bureau arabe subdivisionnaire. Un buste en bronze de Napoléon III rappelle le séjour que fit l'empereur dans ces lieux en 1865.

H.A

# CONSTANTINE, CITÉ DES SCIENCES ET DE LA CULTURE

Exposée aux multiples convoitises de ses conquérants, Constantine a su garder en elle les traces de toutes ces civilisations qui se sont succédé sur son rocher. Au fil des siècles, elle a réussi à se forger la réputation de la ville du savoir, tant en Algérie que dans tout le Maghreb.

Riche de cette diversité et de ce mélange culturel et civilisationnel, Constantine n'a cessé de grandir et toute cette grandeur est perceptible et palpable au détour de chaque ruelle, chaque édifice, chaque pont et chaque monument. D'ailleurs, il suffit de visiter son célèbre musée situé sur le plateau du Coudiat pour prendre conscience de toute l'immense richesse de cette cité.

Constantine, c'est aussi deux grandes universités, parmi les plus importantes d'Algérie. La première, l'Université Mentouri (UMC), a été dessinée par le célèbre architecte brésilien Oscar Niemeyer. Depuis son inauguration en 1971, elle accueille chaque année des milliers d'étudiants algériens et étrangers, répartis sur plus d'une dizaine de campus, plus de trente départements, et offre près d'une centaine de spécialités. L'autre enceinte universitaire qui fait la réputation de Constantine, c'est l'Université des sciences islamiques, inaugurée en 1994, en même temps que la grande mosquée Emir Abdelkader dont elle partage les bâtiments. Cette dernière est un

*Par Hassina Amrouni*

L'université Mohamed-Salah Mentouri

La mosquée Emir Abdelkader, véritable monument architectural

véritable monument architectural que beaucoup comparent au célèbre monument indien Taj Mahal.

Constantine, c'est par ailleurs, cette élite rare d'écrivains, de poètes et de savants enfantée depuis plusieurs siècles. Tous ont marqué de leur empreinte l'histoire de cette ville, apportant, chacun dans son domaine, sa pierre à l'édification de cette cité millénaire.

Si Abdelhamid Ben Badis est la figure intellectuelle constantinoise de référence, bien avant lui, d'autres personnalités ont marqué de leur empreinte l'histoire de Constantine. De Massinissa, premier roi de la Numidie unifiée, à Marcus Cornelius Fronto, orateur célèbre et précepteur de l'empereur Marc Aurèle, en passant par Constantin 1er refondateur de la ville, Salah Bey et Hadj Ahmed Bey, ou plus récemment, Malek Bennabi et Fodil El Ouartlinani, penseurs musulmans, Malek Haddad, Kateb Yacine et Ahlam Mostaghanemi, écrivains reconnus, Abdelkader Chanderli, premier cinéaste algérien à avoir filmé dans les maquis du FLN et autant d'artistes comme El hadj Mohamed Tahar Fergani, Chafia Boudraâ ou Hadj Smaïn Mohamed El Hadj, comédien, metteur en scène et ancien directeur du Théâtre régional de Constantine, et bien d'autres encore, tous ont participé à l'essor intellectuel de leur ville.

*H.A*

## Notes biographiques sur Abdelhamid Ibn Badis

Né à Constantine le 04 décembre 1889, Abdelhamid Ibn Badis faisait partie d'une famille dont les origines remontaient aux Zirides. Bologhine Ibn Ziri, fondateur d'Alger, était l'une des figures célèbres de cette famille princière. Ibn Badis apprit très jeune le Coran ainsi que les principes de base de la langue arabe, des sciences et de la religion islamique. Placé sous la tutelle d'un précepteur, en l'occurrence Hamdân Lounissi, de la confrérie Tidjaniya, il sera marqué à vie par cet homme et ses idées. A partir de 1908, il intègre l'Université Zitouna à Tunis où il subit l'influence d'autres maîtres, comme Tahar Benachour, adepte du mouvement salafi-réformiste musulman, prônant le retour à un islam purifié de toutes les déformations qui l'ont dénaturé.

Obtenant son diplôme en 1912, Ibn Badis enseigne pendant une année au sein de Zeitouna. Après le pèlerinage à la Mecque, il côtoie le mouvement réformiste wahhabite. De retour en Algérie en 1913, il se consacre à l'enseignement et à l'action culturelle, avant de vouer toute son énergie à la réforme de la pratique religieuse.

Rentrant en relation avec Mohamed Abdou et Rachid Rédha, il participe au mouvement de l'Islah musulman et publie dès 1925 Al Mountaqid, journal dans lequel il amorce un travail profond de prise de conscience nationale.

Après l'interdiction de cet organe, il lance la même année «El Chihab» (le météore) puis El-Bassaïr (visions d'avenir) où il contribue à faire renforcer dans les plus larges masses les concepts du nationalisme, de l'arabisme et de la fidélité a l'Islam, les trois piliers de la personnalité algérienne.

Fondateur de l'Association des oulémas d'Algérie, il prend part au Congrès musulman d'Alger en 1936 et déploie une activité constamment entravée par l'administration coloniale. Il meurt le 16 avril 1940 à Constantine, depuis, cette date, baptisée Youm El Ilm (Journée du savoir), honore sa mémoire et son parcours intellectuel exemplaire.

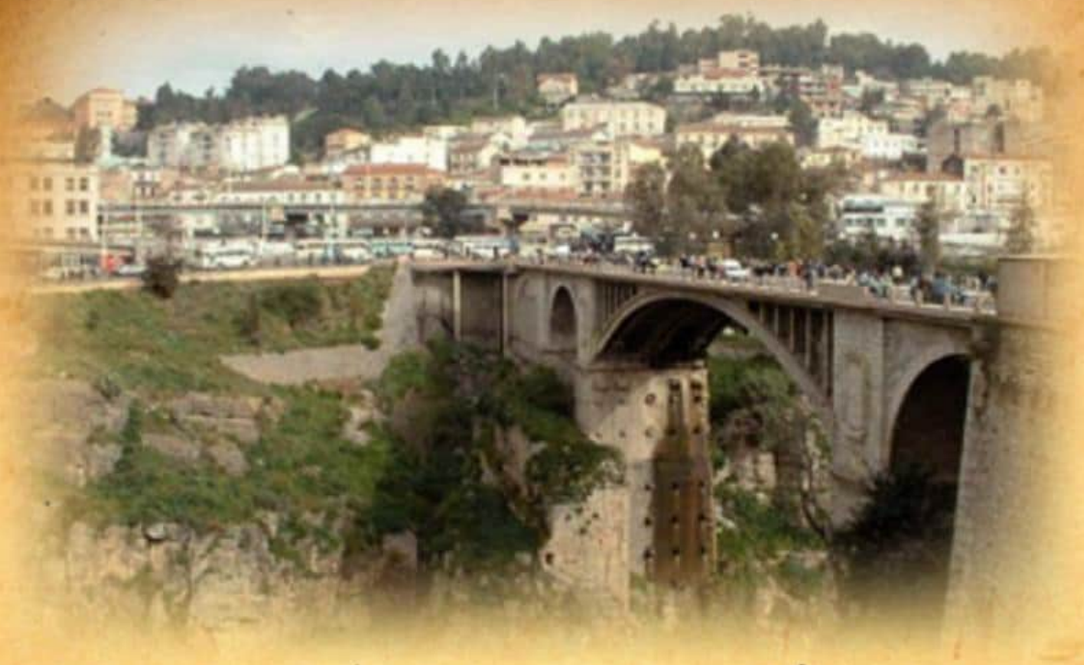
*H.A*

*Le célèbre pont d'El Kantara*

# LA VOIE D'ACCÈS À LA VILLE

Le pont d'El Kantara

*Par Hassina Amrouni*



Le pont d'El Kantara

Il fut la voie d'accès principale de Constantine et le lieu des principaux assauts de la ville aussi. En 1185, tous les ponts romains sont détruits, mais le pont d'El Kantara est restauré et redevient fonctionnel, il sera à nouveau détruit, en 1304.

Salah Bey décide de le remettre en l'état, il confie donc sa reconstruction en 1792 à l'architecte Bartolomeo. Ce dernier commence alors par restaurer l'aqueduc romain en siphon qui était inclus au pont. Désormais, l'ouvrage permet d'alimenter les citernes de la ville depuis le djebel El Ouach. Pour le reste des travaux, on prélève les pierres nécessaires sur les ruines de l'amphithéâtre romain.

Sous l'occupation française plus précisément en 1836, les troupes du général Trezel tentent lors de la première expédition contre la ville de faire sauter la porte qui ferme le pont mais l'assaut est repoussé et de nombreux soldats trouvent la mort dans leur chute au fond des gorges.

Malheureusement, le pont ne résistera pas longtemps puisque le 18 mars 1857, au passage d'un détachement d'infanterie, les deux piliers soutenant le pont du côté de la ville s'effondrent, laissant subsister 21 mètres de chaussée et entraînant, dans leur chute, le siphon qui amenait, à la Casbah, les eaux de djebel El Ouahch. Comme ce qui restait du pont était fragilisé et dangereux, le génie militaire conçut l'idée de le démolir à coups de canon. On mit deux pièces en batterie sur la grande voûte naturelle du Rhumel et, en présence de toute la population, le 29 mars 1857, à midi, on ouvrit le feu contre les deux piliers du pont demeurés debout. Il ne fallut pas moins de quarante coups pour faire s'écrouler, à grand fracas, le pont d'El Kantara.

Des travaux sont à nouveau entamés et durent trois années mais également au début du XIXe siècle, puisque en 1951, une partie du revêtement en «fonte» de l'arche métallique s'étant effondrée, la municipalité en profite pour entreprendre de grands travaux et élargir, à la fois, les trottoirs et la chaussée, donnant naissance à l'ouvrage que l'on connaît aujourd'hui.

Les dimensions du pont d'El Kantara sont impressionnantes. Il mesure, en effet, 128 mètres de long et domine le Rhumel d'une hauteur de 125 mètres. Il se compose de deux piles de maçonnerie édifiées sur chacune des rives du ravin distantes de cent (100) mètres au niveau du sol et reliées par une arche de 56 mètres de portée.

Aujourd'hui, le quartier proche du pont est connu sous le nom de Bab El Kantara car le pont était effectivement fermé par une porte.

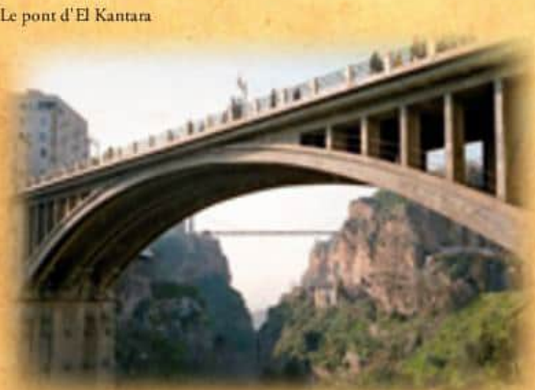
*H .A.*

# LES SIX PONTS DE CONSTANTINE

Le pont de Sidi M'cid

Le pont de Sidi Rached

Le pont d'El Kantara



Le pont Mellah

Le pont des chutes

Le pont du Diable

*Par Hassina Amrouni*

La position de Constantine sur un rocher avec ses gorges profondes et exceptionnelles a, de tout temps, constitué des remparts contre les envahisseurs et les conquérants qui se sont lancés à l'assaut de la ville. Toutefois, ces mêmes conquérants dans leur désir de prendre possession de Constantine ont imaginé le meilleur moyen de franchir ces gorges et ils ont érigé des ponts traversant les abîmes du Rhumel.

Aujourd'hui, l'antique Cirta est connue sous le nom de la ville des ponts suspendus. Six ponts caractéristiques facilitent aujourd'hui les déplacements quotidiens des Constantinois.

Le pont de Sidi M'cid, connu aussi sous le nom du pont suspendu ou la passerelle de Sidi M'cid, traverse les gorges à 175 m au-dessus du Rhumel. Long de 164 m, large de 5,70 m, il supporte une charge de 17 tonnes. Il a été conçu par l'ingénieur français Ferdinand Arnaudin et inauguré en avril 1912 pour relier la Casbah au nouvel hôpital et au monument aux morts.

Le pont des Chutes, construit en 1925, franchit, quant à lui, le Rhumel juste à la sortie des gorges, presque sous la passerelle de Sidi M'cid.

Les eaux de l'oued se précipitent alors, en plusieurs chutes, d'une hauteur de 80 m vers la plaine du Hamma. A cet endroit, les gorges dominent d'une hauteur de 200 mètres.

La passerelle Mellah Slimane connue durant l'occupation française sous le nom de la passerelle Perrégaux ou Pont de l'Ascenseur, est située entre les ponts de Sidi Rached et d'El Kantara. Construite entre 1917 et 1925, elle fut ouverte à la circulation le 12 avril de la même année et est réservée aux piétons. D'une longueur de 125 m, d'une largeur de 2,40 mètres, elle relie le quartier de la gare au centre-ville, via un escalier, ou l'ascenseur de la Médersa.

Le pont de Sidi Rached dont la construction est lancée en 1907 par Georges Boisnier, spécialiste des grands ponts et nouvel ingénieur en chef.

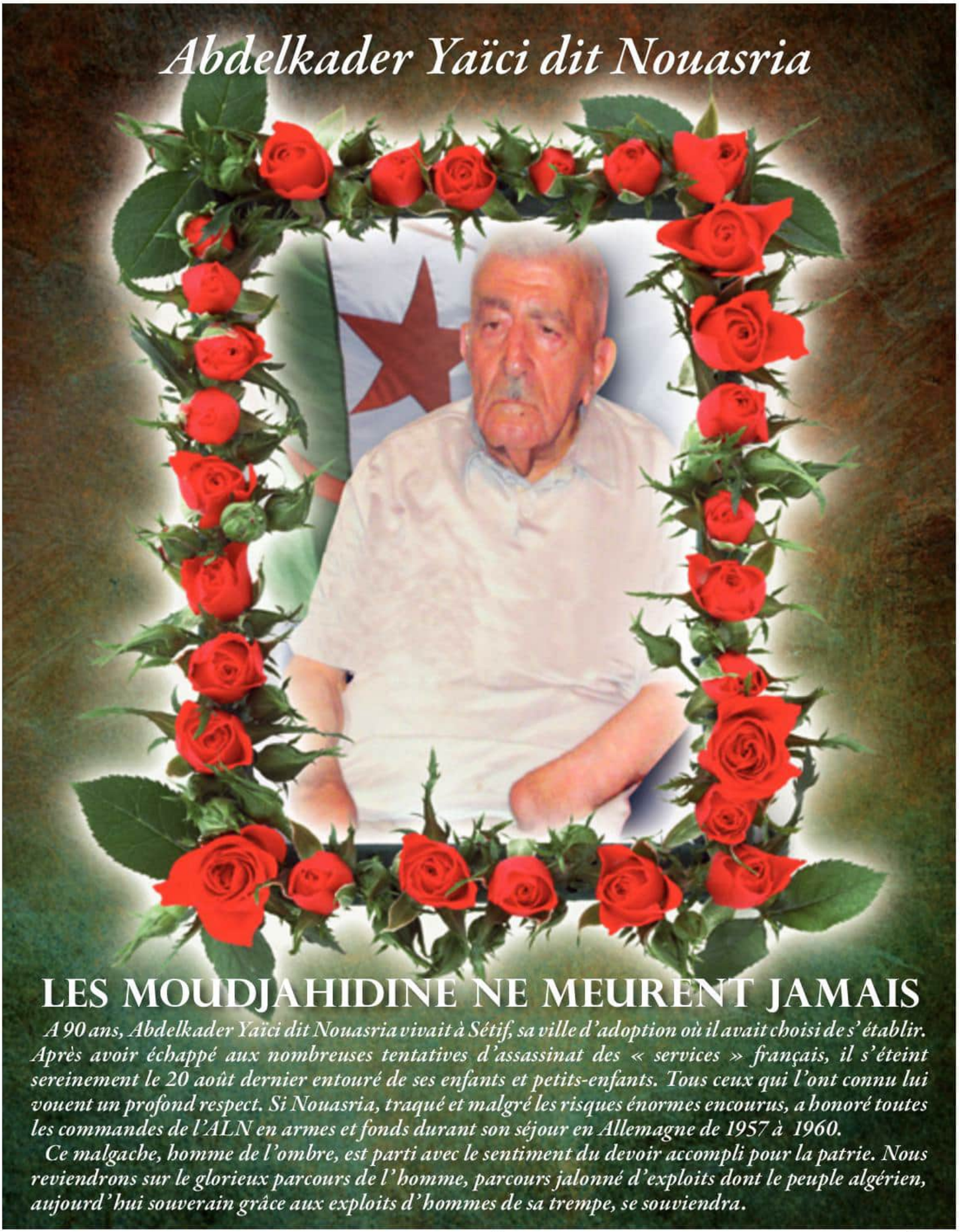
Etabli sur 27 arches de pierre de taille dont une centrale de 70 m d'ouverture et haute de 105 m, il mesure 447 m de long et 12 m de large. Le pont de Sidi Rached est inauguré le 19 avril 1912. Ce pont permet de relier le centre-ville au quartier de la gare et donne accès à la route sortant vers le sud.

Le pont du diable réservé exclusivement aux piétons est un ouvrage d'origine turque. Il semble qu'il tienne son appellation du bruit infernal des eaux en furie qui coulent en dessous et qui pénètrent dans les gorges à cet endroit même.

Enfin, le pont d'El Kantara a, lui aussi, une grande histoire (voir encadré).

H.A.

# *Abdelkader Yaïci dit Nouasria*



## LES MOUDJAHIDINE NE MEURENT JAMAIS

*A 90 ans, Abdelkader Yaïci dit Nouasria vivait à Sétif, sa ville d'adoption où il avait choisi de s'établir. Après avoir échappé aux nombreuses tentatives d'assassinat des « services » français, il s'éteint sereinement le 20 août dernier entouré de ses enfants et petits-enfants. Tous ceux qui l'ont connu lui vouent un profond respect. Si Nouasria, traqué et malgré les risques énormes encourus, a honoré toutes les commandes de l'ALN en armes et fonds durant son séjour en Allemagne de 1957 à 1960.*

*Ce malgache, homme de l'ombre, est parti avec le sentiment du devoir accompli pour la patrie. Nous reviendrons sur le glorieux parcours de l'homme, parcours jalonné d'exploits dont le peuple algérien, aujourd'hui souverain grâce aux exploits d'hommes de sa trempe, se souviendra.*

**UN DOSSIER SUR LE MOUDJAHID ABDELKADER YAÏCI PARAITRA DANS NOS PROCHAINS NUMÉROS**

El-Djazaïr .com
www.eldjazaircom.dz

Mémoria
www.memoria.dz

# ABDELHAFID BOUSSOUF

## Le renseignement et les liaisons au service de la noble cause d'un peuple